

# Étude des crédits

2025-2026

DIRECTEUR DES POURSUITES  
CRIMINELLES ET PÉNALES

## Renseignements particuliers de l'opposition officielle

Document préparé par le  
Directeur des poursuites criminelles et pénales

# Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements		Page
P.1	Sommes dépensées en 2024-2025 (et prévisions pour 2025-2026) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du MCN).	4
P.2	Pour chacun des organismes, agences ou autres instances relevant du ministère pour l'année 2024-2025, indiquer : a) La liste des employés ou des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ; b) La liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat ; inclure leur rémunération ; c) La liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat ; inclure leur rémunération et leur CV ; d) La liste des personnes ayant démissionné de leur poste ; e) Leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.	5
P.6	Copie du plan directeur informatique triennal. a) Indiquer les réalisations en 2024-2025. b) Indiquer également les sommes avancées au ministère de la Justice par le Fonds de suppléance du Conseil du trésor pour le développement des services de certification, et ce, pour assurer la sécurité des échanges électroniques impliquant le gouvernement, ses ministères et ses organismes.	6
P.7	Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2024-2025.	7
P.9	Liste de tous les comités interministériels, comités conjoints, comités-conseils, comités consultatifs, dont a fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres instances avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires en 2024-2025. Pour chaque comité, fournir une copie de tout document produit, et préciser : a) Le mandat ; b) Les membres ; c) Le budget ; d) Le montant ventilé pour les frais de déplacements, de repas ou autres ; e) Le nombre de rencontres effectuées en 2024-2025 ; f) Les résultats obtenus en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026.	8
P.10	Nombre de rencontres fédérales-provinciales-territoriales des ministres et des sous-ministres de la Justice en 2024-2025. Indiquer, pour chacune : a) Les coûts ; b) Les dates et lieux ; c) Les personnes présentes ; d) Les sujets à l'ordre du jour ; e) Les procès-verbaux ; f) Les résultats obtenus et les prévisions pour 2025-2026 (inclure une copie de tout rapport et de toute entente renouvelée) ; g) Les rencontres inscrites à l'agenda pour 2024-2025.	27
P.11	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2024-2025 : a) Le nom de toutes les campagnes ; b) Les coûts de ces campagnes ; c) Le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ; d) Les dates de diffusion de la campagne ; e) Les objectifs visés par chaque campagne.	28

Demande de renseignements		Page
P.15	<p>Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subvention, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2024-2025 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention ;</li> <li>b) Le nom du ou des organismes bénéficiaires ;</li> <li>c) Le montant qui leur a été accordé.</li> </ul> <p>Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.</p>	29
P.20	<p>Pour 2024-2025, indiquer les sommes investies pour la mise en œuvre de la politique québécoise en matière d'agression sexuelle et les sommes prévues pour l'année 2025-2026.</p> <p>État de situation, au 31 mars 2025, de sa mise en œuvre.</p>	30
P.55	<p>Liste des mandats accordés en 2024-2025 à des avocats de la pratique privée, à des professeurs de droit ou à des juges par le ministère de la Justice et par tous les autres ministères et organismes du gouvernement.</p> <p>Préciser :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Le nom et l'adresse du professionnel ;</li> <li>b) La description du mandat ; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une prolongation ;</li> <li>c) Le coût horaire et le coût total du mandat réalisé jusqu'à maintenant ; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une dérogation quant au taux horaire applicable ;</li> <li>d) Les prévisions des coûts pour 2025-2026 et pour l'ensemble du mandat confié ;</li> <li>e) Le nom de l'étude, du cabinet ou de la société du professionnel, le cas échéant ;</li> <li>f) Une comparaison du coût total de ces mandats avec les cinq années financières précédentes, pour chaque ministère et organisme.</li> </ul>	31
P.60	<p>Pour 2024-2025, statistiques relatives au nombre de mandats civils, criminels et pénaux octroyés à des avocats et notaires de la pratique privée pour la Direction générale des affaires juridiques et pour la Direction des poursuites criminelles et pénales (DPCP) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Joindre la liste des bureaux avec les noms des professionnels qui ont obtenu de tels mandats ;</li> <li>b) Ventilation des honoraires versés en indiquant, s'il y a lieu, ceux qui ont fait l'objet d'une dérogation quant au taux horaire applicable ;</li> <li>c) Comparaison avec les cinq années financières précédentes.</li> </ul>	32
P.61	<p>Au 31 mars 2025, le nombre procureurs aux poursuites criminelles et pénales, relevant du DPCP pour chaque district judiciaire.</p> <p>Comparaison avec les cinq années précédentes.</p>	33
P.62	<p>Pour les trois dernières années, le nombre de procureurs ayant démissionné.</p> <p>Indiquer les dépenses liées à leur départ.</p>	36
P.63	<p>Nombre de procureurs de la couronne affectés à des dossiers spécialisés en 2024-2025 (ex. : gangs de rue, crimes sexuels, crime organisé, crimes économiques, etc.).</p> <p>Ventilation par catégorie et par district judiciaire.</p>	37
P.64	<p>Concernant le tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale, indiquer et fournir pour chacun des districts :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) La ventilation des effectifs en 2024-2025 et les prévisions d'embauches et de départs pour 2025-2026 ;</li> <li>b) Le nombre de dossiers en matière de violence sexuelle et de violence conjugale traités en 2024-2025 et les délais ;</li> <li>c) Les coûts engendrés par l'implantation du tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale ;</li> <li>d) Les prévisions pour 2025-2026.</li> </ul>	39
P.67	<p>Évolution par mois des effectifs dans le Nord (notamment juges, travailleurs parajudiciaires, interprètes et procureurs) et démarches afin de les augmenter.</p>	42
P.69	<p>Statistiques sur le nombre d'accusés libérés à la suite d'une requête en arrêt des procédures pour délai déraisonnable.</p> <p>Indiquer le nombre de requêtes présentées, le nombre de requêtes entendues, le nombre de procès abandonnés, le nombre de dossiers à risque ainsi que les districts concernés.</p>	43

Demande de renseignements		Page
P.70	Pour chaque district judiciaire, le nombre de dossiers qui ont bénéficié de programmes de non-judiciarisation, ou de programme d'adaptabilité en indiquant les types d'infractions (vols, voies de fait, etc.).	44
P.71	Tout document préparé visant l'amélioration de l'accompagnement ou du parcours judiciaire d'une victime de violence sexuelle et conjugale.	48
P.73	La liste des procès en matière criminelle qui ont avorté pour 2024-2025. Indiquer le nombre et la nature des accusations qui sont tombées.	50
P.74	Nombre de poursuites intentées par le DPCP à la suite des vérifications de la Commission d'accès à l'information	51
P.75	Nombre de poursuites intentées par le DPCP à la suite des vérifications du Commissaire au Lobbyisme, par secteur visé par la Loi et effectué 2024-2025 : a) À la suite d'une plainte ; b) De la propre initiative du Commissaire ; Indiquer pour chacun des secteurs visés par la Loi : a) L'objet de la poursuite ; b) Les sanctions données ;	52
P.84 a-b-c	a) Bilan de mise en œuvre par mesure, avec échéancier et sommes versées pour chacune des mesures du Plan de modernisation de la justice. Ventilation détaillée de l'utilisation des budgets. b) Liste des mesures suspendues ; c) Liste des mesures modifiées.	53
P.95	Liste des poursuites intentées par le DPCP à la suite des vérifications ou des enquêtes effectuées par le ministère des Affaires municipales ou la Commission municipale auprès de municipalités, d'élus ou de fonctionnaires municipaux.	55
P.96	Nombre de rencontres du comité fédéral-provincial des poursuivants en 2023-2024. Fournir tout document déposé et indiquer : a) Les coûts ; b) Les dates et lieux ; c) Les personnes présentes ; d) Les sujets à l'ordre du jour.	56
P.125	Nombre de poursuites, par région, intentées en 2023-2024 par le DPCP relativement à des infractions à la Charte de la langue française (L.R.Q. chap. C. 11), incluant le tableau des résultats et la ventilation par article.	57

N.B. À moins d'indications contraires, les données présentées dans le cadre de l'étude des crédits sont établies en date du 31 janvier 2025.

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

Renseignements particuliers (PLQ)

Étude des crédits 2025-2026

Question **01**

**INDIQUER LA SOMME DÉPENSÉE EN 2024-2025 (PRÉVISIONS POUR 2025-2026) PAR VOTRE MINISTÈRE ET SES ORGANISMES POUR L'INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION. PRÉCISER S'IL S'AGIT D'ACHATS DE LOGICIELS, DE MATÉRIEL OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ).**

	<b>2024-2025<sup>1</sup></b>
<b>Logiciels</b>	60 034,51 \$
<b>Matériel</b>	615 463,18 \$
<b>Services professionnels</b>	
• Interne	9 123 033,65 \$
• Externe	366 060,04 \$
<b>Services de nature technique</b>	369 049,16 \$
<b>Opérations courantes de la Direction générale associée aux technologies de l'information</b>	329 274,71 \$
<b>Sous-total</b>	<b>10 862 915,25 \$</b>
<b>Rémunération interne</b>	3 552 189,75 \$
<b>Total</b>	<b>14 415 105,00 \$</b>

<sup>1</sup> Dépenses réelles enregistrées au système SAGIR en date du 31 janvier 2025.

Question **02**

**POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES RELEVANT DU MINISTÈRE POUR L'ANNÉE 2024-2025, INDIQUER :**

- A) LA LISTE DES EMPLOYÉS OU DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, EN INDIQUANT LE POSTE QU'ILS OCCUPENT ET LEUR RÉMUNÉRATION;**
- B) LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT; INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION;**
- C) LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT; INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV;**
- D) LA LISTE DES PERSONNES AYANT DÉMISSIONNÉ DE LEUR POSTE;**
- E) LEURS FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE VOYAGE, DE REPAS ET DE REPRÉSENTATION.**

Cette question ne s'applique pas au Directeur des poursuites criminelles et pénales puisqu'il n'y a aucun conseil d'administration.

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

Renseignements particuliers (PLQ)

Étude des crédits 2025-2026

Question **06**

**COPIE DU PLAN DIRECTEUR INFORMATIQUE TRIENNAL; INDIQUER LES RÉALISATIONS FAITES DANS LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET LES PRÉVISIONS POUR 2025-2026. INDIQUER ÉGALEMENT LES SOMMES AVANCÉES AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION, ET CE, POUR ASSURER LA SÉCURITÉ DES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES IMPLIQUANT LE GOUVERNEMENT, SES MINISTÈRES ET ORGANISMES.**

Projet	Statut du projet	Étape en cours
Transcription vidéos	Avant-projet	Analyse d'opportunité
Mettre en œuvre une solution sécuritaire de partage d'informations avec les partenaires (Sendsecure)	En cours	Analyse d'opportunité en cours dans le but d'évaluer l'utilisation de la solution dans le cadre des comparutions par visioconférence les fins de semaines et de leur implantation sur semaine.
Programme de gestion électronique des dossiers de poursuite	Suspendu	Le projet « <i>Déploiement des solutions d'affaires – Volet criminel</i> » a été suspendu au <a href="#">Tableau de bord des projets en ressources informationnelles du gouvernement du Québec</a> puisque le déploiement des solutions d'affaires exige une révision des efforts en matière de concertation et de coordination avec les parties prenantes concernées. La diversité de l'écosystème technologique et l'arrimage avec les projets des partenaires présentent en effet un défi important pour la réalisation de la transformation numérique du DPCP. Par ailleurs, des travaux de stabilisation des solutions et de rehaussement technologique étaient nécessaires en vue du déploiement des solutions et ainsi assurer leur non-obsolésence et leur sécurité. Aussi, un moratoire est en place sur l'utilisation des solutions alors que des analyses sont en cours en collaboration entre le DPCP et le MJQ afin d'obtenir une confirmation que les solutions peuvent atteindre un niveau de stabilité, de disponibilité, de fiabilité, de performance et de sécurité suffisant ainsi qu'une évaluation des travaux requis sur le plan technologique pour en permettre le déploiement.

Aucune somme n'a été avancée en 2024-2025 par le fonds de suppléance du Conseil du trésor.

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

Renseignements particuliers (PLQ)

Étude des crédits 2025-2026

Question **07**

**LISTE ET DÉTAIL DE TOUS LES MANDATS DONNÉS À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC PAR LE MINISTÈRE ET PAR CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE POUR LA LOCATION, L'ACHAT, LA RÉNOVATION, LA DÉCORATION ET AUTRES TRAVAUX RÉALISÉS EN 2024-2025.**

Date	Nombre de mandats	Description du mandat	Dépense 2024-2025
2024-06-27	1	Projet immobilier situé au 645, rue de la Madone, Mont-Laurier (Québec) J9L 1T1	2 808 \$
Multiple	4	Travaux liés à la sécurité	13 439 \$
Multiple	9	Travaux divers	5 857 \$
<b>Total</b>	<b>14</b>	<b>Total</b>	<b>22 104 \$</b>

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

Renseignements particuliers (PLQ)

Étude des crédits 2025-2026

Question **09**

**LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS, COMITÉS CONJOINTS, COMITÉS-CONSEILS, COMITÉS CONSULTATIFS, ACTIFS EN 2024-2025, DONT A FAIT PARTIE LE MINISTÈRE OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES. POUR CHAQUE COMITÉ, FOURNIR UNE COPIE DE TOUT DOCUMENT PRODUIT, ET PRÉCISER :**

- A. LE MANDAT;**
- B. LES MEMBRES;**
- C. LE BUDGET;**
- D. LE NOMBRE DE RENCONTRES EFFECTUÉES EN 2024-2025;**
- E. LES RÉSULTATS OBTENUS EN 2024-2025 ET LES PRÉVISIONS POUR 2025-2026.**

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2024-2025
Comité régional mixte des représentants de la justice pénale	Faciliter la communication pour la recherche de solutions pratiques dans la gestion des dossiers avec des partenaires des autres ministères des gouvernements du Québec et du Canada.	M <sup>e</sup> Audrey Roy-Cloutier	5
Comité stratégique en sécurité urbaine de Montréal – CoSSUM – Comité stratégique et directeur	Ces comités ont pour mandat d'assurer la complémentarité des actions mises en œuvre en sécurité urbaine par tous les acteurs gouvernementaux et institutionnels concernés, définir les interventions les plus urgentes à mettre en œuvre et définir une stratégie régionale de prévention en sécurité urbaine à moyen et à long terme.	M <sup>e</sup> Véronic Champagne M <sup>e</sup> Ellen Baulne	4
Groupe de travail interministériel – Tribunal spécialisé	Participer aux travaux concernant la mise sur pied du tribunal spécialisé en matière de violences sexuelles et de violence conjugale. Le groupe de travail est dirigé par M. Gabriel Lacroix-Dufour. Plusieurs partenaires sont présents. Ce groupe a été créé à la suite du dépôt du rapport Rebâtir la confiance dont une des recommandations était la création d'un tribunal spécialisé. Ce groupe de travail a produit un premier rapport le 19 août 2021. Les travaux se poursuivent depuis.	M <sup>e</sup> Anny Bernier (jusqu'au 15 octobre 2024) M <sup>e</sup> Audrey Mercier-Turgeon M <sup>e</sup> Jennifer Landry M <sup>e</sup> Héroïse Denicourt	2

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2024-2025
Comité sur le renouvellement de l'entente de communication des renseignements entre le Service correctionnel du Canada et le DPCP	Renouveler l'entente relative aux informations concernant les sentences de 1995 conclue entre le Canada et le Québec.	M <sup>e</sup> Annouck Balzer M <sup>e</sup> Nicolas Glendenning M <sup>e</sup> Melissa-Ann McFarland M. Dominic Saindon	1
Comité coordination des hauts fonctionnaires (CCHF)	Soulever les enjeux juridiques des provinces, échanger sur les meilleures pratiques, discuter des points à soulever aux réunions des ministres et sous-ministres FPT.	M <sup>e</sup> Denisa Chrastinova M <sup>e</sup> Anthony Cotnoir	2
Comité des hauts fonctionnaires – Justice pour les jeunes (CCHF-JJ)	Soulever les enjeux juridiques des provinces, échanger sur les meilleures pratiques, discuter des points à soulever aux réunions des ministres et sous-ministres FPT en lien avec la justice pénale chez les adolescents.	M <sup>e</sup> Véronic Champagne	5
Conférence pour l'harmonisation des lois au Canada (CHLC)	Discuter des modifications à apporter aux lois en matière criminelle et pénale.	M <sup>e</sup> Anny Bernier (jusqu'au 15 octobre 2024) M <sup>e</sup> Nicolas Abran M <sup>e</sup> Daphné Godin-Garito M <sup>e</sup> Anthony Cotnoir	1
Conférence pour l'harmonisation des lois au Canada (CHLC) – Section pénale	Puisque la responsabilité constitutionnelle du système canadien de justice pénale est partagée entre les gouvernements fédéral, provincial et territorial, cette section offre une occasion unique de déterminer les enjeux juridiques et opérationnels à traiter et elle donne la possibilité de formuler des recommandations de réforme législative dans le domaine du droit pénal.	M <sup>e</sup> Anny Bernier (jusqu'au 15 octobre 2024)	9
Comité des hauts dirigeants – services intégrés en abus et maltraitance (SIAM)	Comité formé des hauts dirigeants des organismes partenaires du SIAM qui sont responsables de déterminer les orientations du projet.	M <sup>e</sup> Audrey Mercier-Turgeon	1
Comité d'élaboration et de suivi du Plan d'action gouvernemental pour contrer la maltraitance envers les personnes âgées 2022-2027 (PAM3)	Assurer le suivi de la mise en œuvre du Programme des aînés en maltraitance (PAM).	M <sup>e</sup> Frédérique Bouvier M <sup>e</sup> Audrey Roy-Cloutier	1

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2024-2025
Comité national aviseur pour le suivi de l'Entente-cadre nationale pour contrer la maltraitance envers les personnes âgées et le suivi des processus d'intervention concertés (PIC)	Assurer la coordination de la mise en œuvre, de la mise en application et du suivi d'un processus d'intervention concerté dans chacune des régions sociosanitaires du Québec.	M <sup>e</sup> Frédérique Bouvier M <sup>e</sup> Audrey Roy-Cloutier	1
Sous-comité concernant l'échange de renseignements et la levée du secret professionnel chez les partenaires des processus d'intervention concertés	Favoriser l'évolution des pratiques et des « croyances véhiculées » concernant l'échange de renseignements personnels et la levée de la confidentialité, dans le contexte des PIC, afin de partager une vision commune des possibilités en la matière.	M <sup>e</sup> Frédérique Bouvier	6
Comité des responsables nationaux de l'Entente multisectorielle relative aux enfants victimes d'abus sexuels, d'abus physiques ou de négligence grave	Assurer le suivi de l'Entente multisectorielle relative aux enfants victimes d'abus sexuels, d'abus physiques ou de négligence grave par tous les partenaires concernés et l'application de la procédure d'intervention sociojudiciaire.	M <sup>e</sup> Julie Pelletier	7
Comité d'orientation en violence sexuelle, conjugale et familiale – niveau de sous-ministres associé(e)s et de sous-ministres adjoint(e)s	Échanger au niveau SMA et directeur sur le suivi des recommandations du Comité d'experts	M <sup>e</sup> Anny Bernier (jusqu'au 15 octobre 2024) M <sup>e</sup> Audrey Mercier-Turgeon	2
Comité d'examen des décès d'enfants du Bureau du coroner	Étude systématique des cas de décès d'enfants qui a fait l'objet d'un avis au coroner en vue de dégager des constats et des enjeux systémiques dans le but de : - s'assurer de l'existence et de l'utilisation appropriée des outils, protocoles et méthodes d'enquête des décès d'enfants; - éclairer le coroner investigateur sur des questions spécifiques; - promouvoir des pratiques exemplaires.	M <sup>e</sup> Julie Pelletier	3
Comité des sous-ministres – nouvelle stratégie violence conjugale et rebâtir la confiance	Proposer des actions ou une stratégie aux autorités gouvernementales dans le cadre de la mise en œuvre de la <i>Politique d'intervention en matière de violence conjugale</i> , des orientations gouvernementales en matière d'agression sexuelle en lien avec la <i>Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021</i> .	M <sup>e</sup> Anny Bernier (jusqu'au 15 octobre 2024)	1

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2024-2025
Comité consultatif sur la violence conjugale et la pratique judiciaire « Améliorer la pratique judiciaire pour accroître la sécurité des femmes victimes de violence conjugale ».	Ce comité a été créé par le regroupement des maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale en novembre 2021. Son but est d'améliorer le traitement judiciaire de la violence conjugale afin de lever les obstacles systémiques auxquels les femmes font face dans le processus de justice, particulièrement certaines d'entre elles, de manière à accroître leur sécurité. Pour ce faire, l'objectif est essentiellement de faire connaître le concept de contrôle coercitif aux acteurs du système judiciaire afin qu'ils connaissent mieux les différentes manifestations de la violence conjugale et qu'ils disposent d'outils pour mieux les documenter et les faire valoir devant le tribunal afin que celui-ci assure davantage les droits de ces victimes.	M <sup>e</sup> Maya Ducasse-Hathi M <sup>e</sup> Isabelle Dorion	4
Table de concertation nationale sur l'intervention policière en violence conjugale	Le mandat de la Table est de favoriser, par la concertation entre les services de police et le MSP, l'émergence et le rayonnement des meilleures pratiques policières pour prévenir et contrer la violence conjugale dans une perspective d'optimisation de l'intervention policière et d'amélioration continue.	M <sup>e</sup> Maya Ducasse-Hathi M <sup>e</sup> Isabelle Dorion	2
Comité interministériel Rebâtir la confiance <sup>1</sup>	Comité visant à réunir les différents ministères afin d'assurer le suivi des recommandations du rapport du comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale.	M <sup>e</sup> Anny Bernier (jusqu'au 15 octobre 2024) M <sup>e</sup> Audrey Mercier-Turgeon	0
Comité interministériel sur le tribunal spécialisé	Comité piloté par le MJQ visant à réunir les différents partenaires en lien avec la mise en œuvre d'un tribunal spécialisé en violence sexuelle et conjugale.	M <sup>e</sup> Anny Bernier (jusqu'au 15 octobre 2024) M <sup>e</sup> Audrey Mercier-Turgeon	1
Comité interministériel de coordination en matière de violence conjugale et sexuelle – Niveau professionnel	Assurer la coordination de l'intervention gouvernementale en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle. Il relève du comité des sous-ministres – dossiers violence conjugale et agressions sexuelles.	M <sup>e</sup> Eliane Beaulieu M <sup>e</sup> Isabelle Dorion	1

<sup>1</sup> Le Comité interministériel Rebâtir la confiance a été remplacée par le Comité interministériel de coordination en matière de violence conjugale et sexuelle – Niveau professionne

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2024-2025
Comité interministériel de niveau professionnel en matière de violence conjugale	Favoriser la concertation, la collaboration et l'échange d'information entre les ministères et organismes engagés dans le <i>Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023</i> et dans le <i>Plan d'action spécifique 2020-2025</i> pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et accroître la sécurité des victimes ainsi que dans les actions prioritaires pour contrer la violence conjugale et les féminicides et contribuer au suivi et à la reddition de comptes de ces plans d'action.	M <sup>e</sup> Isabelle Dorion	1
Comité d'examen des décès liés à la violence conjugale du Bureau du coroner	Sous la responsabilité du coroner en chef, le comité exerce trois rôles en lien avec les décès survenus dans un contexte de violence conjugale au Québec, soit d'étudier un certain nombre de cas de décès qui ont fait l'objet d'un avis au coroner, de fournir des conseils au coroner sur des questions spécifiques et de partager les connaissances des membres en lien avec les décès survenus dans un contexte de violence conjugale.	M <sup>e</sup> Isabelle Dorion	9
Comité de coordination interministérielle sur le suivi des recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs.	Identifier les ministères et organismes pouvant être porteurs ou collaborateurs à la mise en œuvre d'actions découlant des recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs et élaborer un plan d'action. Suivi des réalisations des actions du plan d'action.	M <sup>e</sup> Marilène Laviolette M <sup>e</sup> Annouck Balzer	1
Comité permanent conjoint de liaison entre le MJQ et le DPCP	S'assurer que les dossiers soulevant des questions juridiques d'intérêt commun reçoivent un traitement approprié.	M <sup>e</sup> Nicolas Abran M <sup>e</sup> Benoit Lauzon	2
Comité OREC-UPAC et DPCP	Le comité a pour but la coordination, la planification, la compréhension, la diffusion et l'uniformisation des conseils juridiques requis par l'Unité permanente anticorruption (UPAC) en cours d'enquêtes et de procès, dont la responsabilité relève du Bureau de la grande criminalité et des affaires spéciales.	M <sup>e</sup> Patrice Peltier-Rivest	5

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2024-2025
Comité stratégique sur l'utilisation des caméras portatives par les policiers	<p>Identifier les attentes citoyennes en regard de l'utilisation de la caméra portative par les policiers. Réexaminer, en tenant compte de l'évolution de la situation, les enjeux qui ont été identifiés en 2019 dans le cadre du comité de travail, sur le plan technique, juridique, organisationnel et financier de l'utilisation de la caméra portative.</p> <p>Constituer des groupes de travail (notamment juridique et technologique), déterminer leurs mandats et superviser ces groupes de travail.</p> <p>Déterminer les situations où l'utilisation de la caméra portative par les policiers permettrait de répondre aux attentes citoyennes et aux objectifs, dans une perspective de gestion des risques.</p> <p>Déterminer les balises d'utilisation de la caméra portative par les policiers.</p> <p>Réaliser une coordination stratégique d'un projet pilote avec la Sûreté du Québec (SQ).</p> <p>Analyser les constats dégagés des différents groupes de travail, du groupe d'action pour lutter contre le racisme, du Comité consultatif sur la réalité policière ainsi que du projet pilote.</p> <p>Déterminer les pistes de solutions afin de munir des policiers, selon les modalités définies, le cas échéant, de caméras portatives.</p>	M <sup>e</sup> Sophie Lamarre	1
Comité directeur de l'Autorité des marchés financiers	<p>Assurer la coordination des opérations et déterminer l'orientation des dossiers en matière de crimes commis sur les marchés financiers.</p> <p>Ce comité sert surtout à faire un suivi sur les dossiers en cours et ceux à venir.</p>	M <sup>e</sup> Paul J. Mercier	3
Comité de travail interministériel sur l'intimidation	Comité regroupant plusieurs ministères ayant participé à la mise en œuvre du Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025 et qui a pour mandat d'en assurer le suivi.	M <sup>e</sup> Véronic Champagne	4
Table provinciale sur la sécurité scolaire (TPSS)	Consultations et réflexions communes de différents intervenants qui œuvrent auprès des jeunes pour le suivi du plan d'action concerté de lutte contre l'intimidation.	M <sup>e</sup> Véronic Champagne M <sup>e</sup> Maxime Ouellette	4

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2024-2025
Sous-comité amendements techniques et de fonds – CCHF – JJ	Le SCML a pour mandat de servir de tribune pour assurer un suivi et établir un dialogue permanent en ce qui concerne les questions stratégiques techniques et de fond qui sont relatives à la <i>Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents</i> (LSJPA). Le SCML s'efforcera de cerner et, si possible, de résoudre les questions de nature technique de la LSJPA au moyen de modifications législatives. Le SCML sera également responsable de cerner les questions politiques de fond existantes et émergentes relatives à la justice pour les jeunes et à la LSJPA qui pourraient être traitées par des modifications législatives.	M <sup>e</sup> Véronic Champagne	3
Comité interministériel de coordination et pérennisation du projet SEXTO	Comité assumant les activités liées à la coordination et à l'administration de la mise en œuvre de la méthode SEXTO : développement, promotion, coordination, formation.	M <sup>e</sup> Marc Forgues M <sup>e</sup> Véronic champagne	1
Criminal Justice Committee	Les différents intervenants s'entendent pour définir leurs engagements et les mécanismes de coordination en vue d'accroître et faciliter la collaboration et la complémentarité des services offerts au sein de la région de Maniwaki de manière à répondre le plus adéquatement possible aux besoins de la clientèle autochtone.	M <sup>e</sup> Pierre-Olivier Gagnon M <sup>e</sup> Marie-Ève Froment M <sup>e</sup> Isabelle Bouchard	3
Comité de sous-ministres adjoints/Plan d'action gouvernemental social et culturel des Premières Nations et des Inuits	Ce comité assure la concertation à un niveau décisionnel, l'application des orientations gouvernementales et la cohérence des actions en matière de développement social et culturel autochtone.	M <sup>e</sup> Anny Bernier (jusqu'au 15 octobre 2024)	1
Forum sociojudiciaire autochtone	Documenter l'état des services disponibles, identifier les problématiques et assurer une vigie. Partager des informations à caractère sociojudiciaire liées aux enjeux sociaux et aux actions pouvant être prises chez les Premières Nations et les Inuits du Québec.	M <sup>e</sup> Véronic Picard M <sup>e</sup> Hippolite Brin	1
Comité québécois de coordination du programme de traitement de la toxicomanie de la Cour du Québec (PTTCQ)	Coordonner la mise en application harmonieuse du PTTCQ au Québec.	M <sup>e</sup> Véronique Breton M <sup>e</sup> Paul Rouillard	4

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2024-2025
Comité de concertation entre la Commission d'examen des troubles mentaux et le DPCP	Échanger sur les problématiques rencontrées et les meilleures pratiques à mettre en place entre la Commission d'examen des troubles mentaux (CETM) et le DPCP relativement aux audiences devant la CETM.	M <sup>e</sup> Anny Bernier (jusqu'au 15 octobre 2024) M <sup>e</sup> Audrey Mercier-Turgeon M <sup>e</sup> Nicolas Glendenning M <sup>e</sup> Megan Côté M <sup>e</sup> Magalie Provost M <sup>e</sup> Caroline Rivard	3
Comité consultatif entre la CETM, le MSP, l'ENPQ, les corps policiers, le MSSS et le DPCP	Élaborer une formation à l'attention des corps policiers et du milieu hospitalier en réponse à la recommandation 29 adressée à la CETM dans le rapport d'enquête de la coroner Kamel concernant le décès de Maureen Breault : <i>[R-29] Informer et former les milieux hospitaliers (dont les contentieux) et les corps policiers des leviers à leurs dispositions lors d'une prise en charge d'un citoyen par la CETM.</i>	M <sup>e</sup> Megan Côté M <sup>e</sup> Magalie Provost	2
Comité de liaison permanent regroupant des représentants de tous les ministères et organismes impliqués (CETM)	Optimiser, de façon continue, les processus de prise en charge des personnes ayant été déclarées non criminellement responsables ou inaptes ainsi que les mécanismes d'échange de l'information entre les organismes appelés à intervenir auprès de ces personnes.	M <sup>e</sup> Nicolas Glendenning	3
Sous-comité de liaison permanent (CETM)	Volet pratique - Optimiser, de façon continue, les processus de prise en charge des personnes ayant été déclarées non criminellement responsables ou inaptes ainsi que les mécanismes d'échange de l'information entre les organismes appelés à intervenir auprès de ces personnes.	M <sup>e</sup> Megan Côté M <sup>e</sup> Magalie Provost	1
Comité interministériel concernant le projet de loi n° 66 « <i>Loi visant à renforcer le suivi des personnes faisant l'objet d'un verdict de non-responsabilité criminelle pour cause de troubles mentaux ou d'inaptitude à subir leur procès</i> »	Mandat confié au Sous-ministériat des services correctionnels (SMSC) d'élaborer un projet de loi sur l'implication des Services correctionnels du Québec (SCQ) dans le suivi des décisions de la CETM, pour une meilleure protection du public. Ce comité a pour mandat de définir les balises d'implication des SCQ, d'établir les mécanismes d'accès aux renseignements et le partage d'information et de déterminer le processus de signalement des manquements.	M <sup>e</sup> Nicolas Glendenning M <sup>e</sup> Melissa-Ann McFarland M <sup>e</sup> Megan Côté M <sup>e</sup> Caroline Rivard M <sup>e</sup> Magalie Provost M <sup>e</sup> Karine Cardinal-Émond	11
Comité de suivi et de déploiement du programme de mesures de rechange général (PMRG)	Ce comité assure la concertation concernant le suivi et le déploiement du PMRG.	M <sup>e</sup> Véronique Breton	2

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2024-2025
Comité des hauts dirigeants – transformation de la justice	Ce comité, sous la responsabilité du sous-ministre de la Justice, a pour mandat d'assurer la gouvernance des travaux réalisés dans le cadre de la transformation de la justice. Il réunit donc les hauts dirigeants des différents partenaires et assure un <i>leadership</i> stratégique dans le déploiement et la réalisation de la transformation.	M <sup>e</sup> Patrick Michel M <sup>e</sup> Sophie Lamarre	1
Federal-provincial-territorial heads of prosecutions (HOP) / Chefs des poursuites pénales fédérales, provinciales et territoriales	Forum national permettant aux services des poursuites du Canada d'aborder les problèmes relatifs aux poursuites et d'échanger des renseignements et des pratiques exemplaires sur des questions de fond et de gestion.	M <sup>e</sup> Patrick Michel M <sup>e</sup> Anny Bernier (jusqu'au 15 octobre 2024) M <sup>e</sup> Sophie Lamarre	2
Table Justice Québec	Ce comité, regroupant les principaux acteurs du milieu du droit et de la justice au Québec, travaille à l'élaboration d'une stratégie visant à réduire les délais judiciaires en matière criminelle.	M <sup>e</sup> Patrick Michel M <sup>e</sup> Sophie Lamarre M <sup>e</sup> Justin Tremblay	2
Comité sur le système de justice au Nunavik du Barreau du Québec	Le Comité axe ses travaux sur cinq priorités, soit : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Offre de services juridiques au Nunavik;</li> <li>• Formation des avocats;</li> <li>• Soutien et accompagnement du Barreau pour les avocats au Nunavik;</li> <li>• Campagne d'information sur le rôle et les services du Barreau;</li> <li>• Enjeux liés à l'administration de la justice – implication du Barreau.</li> </ul>	M <sup>e</sup> Anny Bernier (jusqu'au 15 octobre 2024) M <sup>e</sup> Véronic Picard	2
Comité interministériel - Conditions troubles mentaux	Mise en place d'un comité de liaison permanent qui vise à optimiser la collaboration entre les différents intervenants et optimiser le processus entourant le partage d'information et les communications avec la Commission d'examen des troubles mentaux.	M <sup>e</sup> Patrick Michel M <sup>e</sup> Anny Bernier (jusqu'au 15 octobre 2024)	6
Comité interministériel - Radars photos	Le Comité fixe les orientations quant à la révision du modèle actuel, notamment en ce qui a trait aux stratégies d'opération, au traitement des infractions et au partage des rôles et responsabilités avec les municipalités qui souhaiteraient participer au programme.	M <sup>e</sup> Anny Bernier (jusqu'au 15 octobre 2024) M <sup>e</sup> Karen Bédard	5

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2024-2025
Table de concertation en matière de sécurité	Discuter des enjeux en matière de sécurité dans les palais de justice. La table centrale de coordination constitue le forum où sont discutées et proposées des orientations sur des sujets d'intérêt provincial. Elle assure généralement le suivi des travaux effectués par les tables de concertation régionales.	M <sup>e</sup> Sophie Lamarre	1
Comité intersectoriel sur les décès par acte criminel	Le comité vise à favoriser les échanges d'expertise et développer des pratiques concertées afin d'offrir aux proches endeuillés des services répondant mieux à leurs besoins découlant de l'acte criminel commis.	M <sup>e</sup> Anne-Andrée Charette M <sup>e</sup> Paul Rouillard	2
Comité central du plan de lutte contre l'intimidation des intervenants du système judiciaire	Comité assurant le partage d'information et des meilleures pratiques en matière d'intimidation des intervenants du système judiciaire, suivant le plan de lutte à l'intimidation mis sur pied en 2001. La coordination du comité est effectuée par la SQ, section menace extrémiste.	M <sup>e</sup> Nicolas Poulin M <sup>e</sup> Justin Tremblay M <sup>e</sup> Jean Caron M. Sylvain Chabot M. Patrick Dubé	2
Comité national d'écoute électronique (CNÉÉ) – National Wiretap Expert Committee	Présentation de nouvelles technologies et pratique en matière d'écoute électronique. Réunion annuelle à laquelle participent les corps policiers, les poursuivants des provinces et fédéraux et des experts policiers.	M <sup>e</sup> Robert Benoit	1
Comité restreint – Comparution la fin de semaine et les journées fériées	Échanger sur les problématiques rencontrées lors de la mise en œuvre au sein d'une nouvelle région, établir de nouvelles procédures. Comité avec le MSP, MJQ, la magistrature ainsi que le DPCP.	M <sup>e</sup> Érika Porter	0
Table interministérielle en itinérance	La table assure la planification et la réalisation des travaux inhérents à la politique nationale de lutte à l'itinérance et au plan d'action qui en découlera sous la coordination du MSSS.	M <sup>e</sup> Véronique Breton	1
Table de concertation des services judiciaires en matière criminelle (section Valleyfield)	Comité d'échange en matière criminelle de différents partenaires (DPJ, représentant du Barreau, Magistrature, représentant de l'Association des avocats de la défense, MJQ, DPCP)	M <sup>e</sup> Pierre-Olivier Gagnon M <sup>e</sup> Mariève Rondeau-Desjardins	2

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2024-2025
Table de concertation des services judiciaires en matière criminelle (section Mont-Laurier)	Comité d'échange en matière criminelle de différents partenaires (DPJ, représentant du Barreau, Magistrature, représentant de l'Association des avocats de la défense, MJQ, DPCP)	M <sup>e</sup> Pierre-Olivier Gagnon M <sup>e</sup> François Santerre M <sup>e</sup> Jean-Michel Baril M <sup>e</sup> Mathieu Chapdelaine M <sup>e</sup> Neil Demmerle-Shantz	2
Table de concertation des services judiciaires en matière criminelle (section Gatineau)	Comité d'échange en matière criminelle de différents partenaires (DPJ, représentant du Barreau, Magistrature, représentant de l'Association des avocats de la défense, MJQ, DPCP)	M <sup>e</sup> Pierre-Olivier Gagnon M <sup>e</sup> François Santerre M <sup>e</sup> Marie-Hélène Magnan M <sup>e</sup> Isabelle Bouchard	2
Comité – Sécurité dans les palais de justice	Comité en lien avec la sécurité dans les palais de justice. Comité formé d'intervenants du MJQ, du MSP et du DPCP discutant des enjeux de sécurité, rôles et responsabilités et mise à jour de l'entente de gestion concernant la sécurité dans les palais de justice.	M <sup>me</sup> Linda Gauthier M. Jude Renel Cantave M. Sylvain Chabot M. Patrick Dubé	3
Comité provincial Centaure	Comité stratégique créé dans le cadre de la stratégie Centaure portant sur la violence armée au Québec et impliquant plusieurs partenaires dont notamment la SQ, le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), le Service de police de la Ville de Québec (SPVQ), le Service des poursuites pénales du Canada (SPPC), le Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale (LSJML), l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC), la Gendarmerie royale du Canada (GRC), le Centre de dépistage des armes à feu du Québec ainsi que le contrôleur des armes à feu.	M <sup>e</sup> Danny Lemieux	1
Comité directeur ACCES construction	Contribuer, par des actions concertées, à accroître la conformité des entrepreneurs, des employeurs et des travailleurs du secteur de la construction à l'égard des diverses obligations légales auxquelles ils sont assujettis.	M <sup>e</sup> Karen Bédard M <sup>e</sup> Marie-Pier Champagne	3
Comité des coordonnateurs ACCES alcool	Déterminer les meilleures pratiques en termes d'inspection et d'enquête et définir le cadre des poursuites qui seront soumises relativement aux lois en matière de boissons alcooliques.	M <sup>e</sup> Étienne Proteau	1

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2024-2025
Comité tactique ACCES alcool	Coordonner l'implication des différents partenaires sur les mesures permettant d'assurer l'efficacité du programme visant à contrer l'économie souterraine.	M <sup>e</sup> Étienne Proteau	2
Comité d'exploitation et d'intégration de projet (phase 3) en matière de radar photo	Coordonner les travaux des différents comités de la phase 3 et s'assurer du respect des échéanciers.	M <sup>e</sup> Kathy Bergeron	28
Comité ACCES cannabis	Rechercher des solutions permettant de rendre moins accessible le cannabis illicite.	M <sup>e</sup> Kathy Bergeron M <sup>e</sup> Marc-Olivier Vachon-Lavallée M <sup>e</sup> Paul Mercier	2
Table d'échange en droit autochtone	Susciter les échanges en matière de droit autochtone.	M <sup>e</sup> Cathy Fortin	2
Table de concertation des communications ADPQ-DPCP	Cette table est l'occasion de partager les bonnes pratiques en matière de communication, de favoriser les contacts interpersonnels et de créer des canaux de communications fluides entre le DPCP et les organisations policières.	M <sup>e</sup> Patricia Johnson	2
Comité consultatif du Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale (LSJML)	<p>Le rôle du comité consultatif est de fournir des conseils indépendants et externes au LSJML en engageant un dialogue avec les responsables du LSJML et apporter sa contribution par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'élaboration des politiques;</li> <li>• L'élaboration de nouvelles initiatives touchant le service client;</li> <li>• L'étude des questions d'intérêt pour toutes les parties, comme des changements à signaler des formats de rapports, etc.;</li> </ul> <p>Le suivi des progrès réalisés par le LSJML afin d'atteindre ses objectifs.</p>	M <sup>e</sup> Anne-Andrée Charrette M <sup>e</sup> Pauline Lachance	4

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2024-2025
Forum des poursuivants	Lieu d'échange, partage et de discussion sur les enjeux communs des poursuivants publics. Les membres du Forum se rencontreront quatre fois par année en présentiel ou en virtuel.	M <sup>e</sup> Sophie Lamarre M <sup>e</sup> Catherine Dumais	4
Comité directeur de niveau stratégique ADPQ-DPCP	L'Association des directeurs de police du Québec (ADPQ) et le DPCP entretiennent le but commun de mettre en œuvre des mesures efficaces de rapprochement et de coopération fondées sur le développement d'un partenariat indéfectible et durable, et ce, dans l'intérêt supérieur de la justice et de la confiance du public envers ses institutions au Québec.	M <sup>e</sup> Sophie Lamarre M <sup>e</sup> Anny Bernier (jusqu'au 15 octobre 2024)	2
Groupes de travail sur la gestion de la preuve et des enquêtes d'envergure ADPQ-DPCP	Le groupe de travail sur les enquêtes d'envergure est formé pour discuter des enjeux spécifiques aux enquêtes d'envergure, notamment la désignation d'un procureur dès le départ de l'enquête, la cohérence des positions adoptées tout au long des procédures malgré les changements de personnel, la répartition des dossiers d'enquête au DPCP et l'analyse des dossiers en cours d'enquête.  Le groupe de travail est formé pour discuter des enjeux liés à la gestion de la preuve, tel que la divulgation, la traduction et le caviardage soulèvent des enjeux légaux, opérationnels et financiers importants nécessitant des discussions à la fois plus larges et détaillées.	M <sup>e</sup> Sophie Lamarre M <sup>e</sup> Catherine Dumais M <sup>e</sup> Marlène Archer M <sup>e</sup> Dominique Potvin M <sup>e</sup> Bianca Catherine Rossi M <sup>e</sup> Marie-Ève Rodrigue M <sup>e</sup> William Lemay M <sup>e</sup> Danny Lemieux M <sup>e</sup> Valérie Lahaie M <sup>e</sup> Marie-Hélène Magnan M <sup>e</sup> Mélanie Dufour	5
Sous-groupe de travail ADPQ-DPCP protocole de poursuite	Convenir des dispositions à inclure dans un protocole d'entente entre le DPCP et les corps de police concernant la conduite des dossiers généraux et complexes qui :  * exposent clairement les rôles, les responsabilités et les obligations respectifs que chaque partie se donne, aux étapes de l'enquête et de la poursuite;  * énoncent comment les parties peuvent s'entraider et interagir en vue de mener à terme les poursuites permettant la tenue de procès dans des conditions raisonnables;  * contribuent à améliorer la conduite et l'efficacité des poursuites par la mise en œuvre d'approches permettant par le fait même d'améliorer la qualité des enquêtes et, conséquemment, des dossiers présentés devant les tribunaux.  Soumettre le projet de protocole convenu par les membres du sous-groupe au Groupe de travail sur les enquêtes d'envergure.	M <sup>e</sup> Catherine Dumais	1

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2024-2025
Table des conseillers juridiques ADPQ-DPCP	Groupe de discussion portant sur des enjeux légaux ainsi que leur diffusion auprès des policiers et des procureurs.	M <sup>e</sup> Benoit Lauzon	4
Sous-groupe de travail ADPQ-DPCP sur l'autorisation des dossiers	Le mandat du sous-groupe sera de travailler sur les exigences en matière d'autorisation d'un dossier par le DPCP dans le contexte post Jordan, les délais relatifs à ce processus, la rétention des biens saisis (incluant les demandes de prolongation de délai), les exigences relatives à la divulgation de la preuve et les demandes de la défense à cet égard ainsi que les sujets connexes à ces enjeux. Il se penchera également sur l'optimisation des processus liés au délai de comparution au plus tard 24 heures après l'arrestation. Les coordonnateurs ont comme rôle de convoquer les réunions, confectionner les ordres du jour et faire état des discussions	M <sup>e</sup> Marie-Ève Rodrigue M <sup>e</sup> William Lemay M <sup>e</sup> Ellen Baulne	3
Sous-groupe de travail ADPQ-DPCP sur les privilèges et le caviardage	Le sous-groupe a comme mandat de travailler les enjeux relatifs au caviardage et à la protection des privilèges. Les coordonnateurs ont comme rôle de convoquer les réunions, confectionner les ordres du jour et faire état des discussions.	M <sup>e</sup> Danny Lemieux M <sup>e</sup> Jean Campeau	2
Sous-groupe de travail ADPQ-DPCP sur l'intelligence artificielle	Assurer le développement et le maintien des connaissances relativement à l'avancement de l'IA et des nouvelles technologies dans un contexte d'enquêtes policières et de poursuites judiciaires.	M <sup>e</sup> Loubna Zehri	0
Comité sur l'administration de la justice en matière criminelle	Le mandat de ce comité vise à permettre à tous les intervenants de discuter des enjeux en matière de justice pénale et criminelle dans le district de Montréal et d'y élaborer des solutions pérennes.	M <sup>e</sup> Marlène Archer M <sup>e</sup> Jérôme Dussault M <sup>e</sup> Dominique Potvin	1

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2024-2025
Comité exécutif sur les crimes majeurs	Comité présidé par la SQ qui inclut tous les représentants policiers provinciaux. En plus d'échanger sur des dossiers d'enquête ayant une portée provinciale, le comité a également pour mandat d'assurer le partage des meilleures pratiques et des nouveautés dans le domaine des enquêtes criminelles. Enfin, il est également un forum privilégié pour discuter des enjeux juridiques touchant la communauté policière.	M <sup>e</sup> Sophie Lamarre M <sup>e</sup> Catherine Dumais M <sup>e</sup> Benoit Lauzon	3
Table de partage de la formation et de l'information juridique ADPQ-DPCP	Recenser les formations déjà développées, analyser les possibilités de partage et déterminer la faisabilité d'en développer d'autres en partenariat. Trouver un outil de partage en ligne des formations ou de capsules d'information. Participeront le DPCP, la SQ, le SPVQ, l'UPAC, l'ENPQ, un représentant des niveaux 1, 2 et 3 désignés par l'ADPQ et le Commissaire à la déontologie policière.	M <sup>e</sup> Catherine Dumais M <sup>e</sup> Audrey Mercier-Turgeon M <sup>e</sup> Caroline Vallières	3
Table nationale de consultation – Tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale	Cette table de consultation, présidée par le MJQ, regroupe l'ensemble des intervenants judiciaires et communautaires pour discuter des différentes étapes du Tribunal spécialisé ainsi que des formations disponibles ou à venir. Sont présents : l'Association Québécoise Plaidoyer-Victimes, le Barreau du Québec, le Regroupement des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel CALACS, la Fédération des maisons d'hébergement pour femmes, Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale, l'Alliance des maisons de 2 <sup>e</sup> étape pour femmes et enfants victimes de violence conjugale, le Réseau des Centres d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC), l'Association des avocats de défense, l'Association des services de réhabilitation du Québec, les CLÉS, le réseau À Cœur d'homme, Regroupement des organismes québécois pour hommes agressés sexuellement, le Regroupement des intervenants en matière d'agression sexuelle, Femmes autochtones Québec	M <sup>e</sup> Audrey Mercier-Turgeon.	2
Head Of Prosecution cybercrime subcommittee	Ce Comité regroupe des procureurs œuvrant en cybercriminalité de différentes provinces dans le Canada et vise à échanger sur les problématiques et les différentes pratiques vécues par les poursuivants en matière de cybercriminalité.	M <sup>e</sup> Mileyne Grégoire M <sup>e</sup> Joanny H. St-Pierre M <sup>e</sup> Pauline Lachance M <sup>e</sup> Joëlle Huot	4

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2024-2025
Comité sur les caméras d'intervention	Comité du MSP dont l'objectif est de déterminer l'impact des caméras d'intervention (caméras portées par les policiers) sur le système de justice.	M <sup>e</sup> Anthony Cotnoir M <sup>e</sup> Karine Therrien M <sup>e</sup> Nicolas Abran	2
Projet de hiérarchisation des services de psychiatrie légale	Procéder à la hiérarchisation des services de psychiatrie légale relevant de la partie XX.I du <i>Code criminel</i> afin d'améliorer la fluidité, l'efficacité et la sécurité des trajectoires y étant associées. Comité présidé par l'Institut national de psychiatrie légale Philippe-Pinel qui inclut différents partenaires intersectoriels, dont le DPCP, la CETM, la Cour du Québec, la Cour supérieure du Québec, le MSP, le MJQ et le MSSS.	M <sup>e</sup> Sophie Lamarre M <sup>e</sup> Magalie Provost M <sup>e</sup> Marie-Josée Harvey	5
Comité des formulaires des Juges de paix magistrats.	Créer et réviser les formulaires accessibles à la section sécurisée de l'espace professionnel du MJQ. Les partenaires impliqués sont la magistrature, le MJQ et le DPCP.	M <sup>e</sup> Étienne Proteau M <sup>e</sup> Catherine Duguay M <sup>e</sup> Maxime Laroche	9
Modernisation des comparutions et enquête sur remise en liberté sur semaine – Comité élargi et Comité restreint	En réponse aux conclusions de la Table Accès-Justice, le MJQ a mis en place un comité de travail comprenant de nombreux intervenants du système de justice afin de moderniser les comparutions de personnes détenues et enquêtes sur remise en liberté sur semaine (comparutions en mode virtuel avec pôles de comparutions). Les comités œuvrent à la création de processus, identifient des enjeux et proposent des solutions pour l'implantation de ce nouveau système de comparution.	M <sup>e</sup> Maxime Laroche M <sup>e</sup> Justin Tremblay M <sup>e</sup> Dominique Potvin	5
Comité opérationnel de niveau stratégique ADPQ – DPCP « Centre-du-Québec »	Il s'agit d'un comité d'échange sur divers enjeux stratégiques et opérationnels, Ex. : Structure de fonctionnement des équipes DPCP et Policières; Amélioration des communications; Enjeux de formations; Enjeux de divulgation, etc.	M <sup>e</sup> Martin Côté	3
Comité Actions concertées contre l'économie souterraine du Tabac (ACCES Tabac)	Coordonner l'implication des différents partenaires sur les mesures permettant d'assurer l'efficacité du programme visant à contrer l'économie souterraine du tabac.	M <sup>e</sup> Paul Mercier	2

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2024-2025
Comité Actions concertées contre les crimes économiques et financiers (ACCEF)	Coordonner l'implication des différents partenaires sur les mesures permettant d'assurer l'efficacité du programme visant à contrer les crimes économiques et financiers.	M <sup>e</sup> Paul Mercier	2
Groupe de travail sur les infrastructures au Nunavik	Comité présidé par la Direction des affaires autochtones dont le mandat est de recueillir les besoins en infrastructures liées à la justice et aux services sociaux liés à la justice et tenter de saisir toutes les opportunités d'avoir des infrastructures fonctionnelles et utiles pour les communautés inuites. Participants : la Société Makivvik, le MSP, le MJQ, le DPCP, l'Administration régionale Kativik, la Régie régionale de Santé et services sociaux du Nunavik et la Cour Supérieure.	M <sup>e</sup> Véronic Picard	1
Groupe de travail sur la justice adapté – aide aux victimes d'actes criminels	Comité présidé par la Direction des affaires autochtones dont le mandat est de poursuivre les réflexions concernant les mesures visant à améliorer l'aide apportée aux victimes d'actes criminels et se pencher sur les différents enjeux identifiés comme étant prioritaires. Participants : le MJQ, Femme autochtones Québec, Le Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec, le MSP, le DPCP, la CQLC, la Société Makivvik, et l'Administration régionale Kativik.	M <sup>e</sup> Véronic Picard	3
Groupe de travail sur la formation des intervenants sociojudiciaires	Comité présidé par la Direction des affaires autochtones dont le mandat est de favoriser le développement d'une offre évolutive et diversifiée de formation professionnelle pour les intervenants sociojudiciaires œuvrant au Nunavik, qui soit adaptée au contexte sociodémographique et culturel des Inuit et qui permette de créer, dans la mesure du possible, des opportunités de réseautage entre les organisations afin de contrer le travail en silo. Participants: La Société Makivvik, l'Administration régionale Kativik, Saqjuq, le MSP, le DPCP, le Barreau du Québec et le Centre communautaire juridique de l'Abitibi-Témiscamingue (CCJAT).	M <sup>e</sup> Hippolite Brin M <sup>e</sup> Véronic Picard	1
Comité stratégique sur la situation de l'itinérance à Val-d'Or	Comité présidé par le CISSS-AT dont le mandat est de se doter d'un plan stratégique de lutte à l'itinérance concertée avec l'ensemble des partenaires du milieu ayant des préoccupations importantes quant à la problématique complexe de l'itinérance à Val-d'Or. Il assure une vigie et soutien la mise en œuvre des actions. Participants : le Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or, la Chambre de commerce de Val-d'Or, le DPCP, le Gouvernement de la Nation Crie, La Piaule, la SQ, la Ville de Val-d'Or, la communauté de Lac Simon et la communauté de Kitcisakik.	M <sup>e</sup> Véronic Picard	3

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2024-2025
Sous-groupe de travail DPCP –Société Makivvik	Faciliter la communication entre les partenaires ainsi que proposer des initiatives visant l’amélioration et l’adaptabilité des services offerts aux justiciables inuits (DPCP, Makivik, CAVAC, AQAAD).	M <sup>e</sup> Geneviève Lamontagne	6
Comité d’implantation et de suivi Nitsiq +	Comité présidé par la Direction des programmes d’adaptabilité et de justice réparatrice du MJQ dont le mandat est de s’assurer du bon fonctionnement du programme Nitsiq+ et de dénouer rapidement les enjeux rencontrés. Participants : le CCJAT, le DPCP, Isursivik, la RRSSSN, la CQ et un représentant des avocats de la défense.	M <sup>e</sup> Geneviève Lamontagne M <sup>e</sup> Véronique Breton M <sup>e</sup> Laurence Robert-Lavigne	5
Comité directeur du PPTCQ – Puvirnitug (Nitsiq+)	Comité présidé par la Direction des programmes d’adaptabilité et de justice réparatrice du MJQ dont le mandat est de développer une offre de services accrue et structurée aux contrevenants aux prises avec un problème de consommation de substances psychoactives qui contribue à diminuer les risques de récidive criminelle. Participants : la CCJAT, le DPCP, Isursivik, la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik (RRSSSN), la CQ et un représentant des avocats de la défense.	M <sup>e</sup> Véronic Picard M <sup>e</sup> Geneviève Lamontagne M <sup>e</sup> Véronique Breton	1
Comité statutaire AQAAD-AADM-CSJ-DPCP	Rencontres statutaires entre les dirigeants du DPCP, de la Commission des services juridiques (CSJ), de l’Association québécoise des avocats et avocates de la défense (AQAAD) et de l’Association des avocats de la défense de Montréal - Laval - Longueuil (AADM) afin d’échanger sur les pratiques de portée générale qui contribuent à réduire les délais judiciaires, de travailler de façon concertée à l’amélioration continue des pratiques et de promouvoir les bonnes pratiques au sein de chacune des organisations.	M <sup>e</sup> Patrick Michel M <sup>e</sup> Sophie Lamarre M <sup>e</sup> Justin Tremblay	2
Comité des partenaires LSJPA	Ce comité est piloté par Équijustice et rassemble plusieurs partenaires travaillant auprès des adolescents et des personnes victimes. Son mandat est de valider les pratiques et les initiatives et de proposer des améliorations au développement de la justice réparatrice dans la LSJPA.	M <sup>e</sup> Véronic Champagne	3

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2024-2025
Comité intersectoriel LSJPA	Faire la promotion et le maintien du modèle québécois de justice pour les jeunes en mobilisant les partenaires, en favorisant le monitoring des pratiques, la production de bilans et de recherches et en veillant à la diffusion des résultats.	M <sup>e</sup> Véronic Champagne	2
Sous-comité des sanctions extrajudiciaires (du Comité intersectoriel LSJPA)	Suivre l'application du programme de sanctions extrajudiciaires (SEJ) et proposer des modifications, le cas échéant, au comité intersectoriel. Assurer le suivi des données statistiques, des délais et de la mise à jour de la liste d'infractions lors de la modification du <i>Code criminel</i> . Le sous-comité veille également au maintien des bonnes pratiques en matière de SEJ.  Cette année le comité a travaillé sur la mise à jour du programme de sanctions extrajudiciaires.	M <sup>e</sup> Véronic Champagne M <sup>e</sup> Christine Lambert	5
Sous-comité des mesures extrajudiciaires (du Comité intersectoriel)	Suivre l'application du programme de mesures extrajudiciaires et proposer des modifications le cas échéant au comité intersectoriel. Suivre les données statistiques, les pratiques policières et assurer la mise à jour des outils disponibles aux policiers.  Cette année le sous-comité a travaillé à la mise à jour du programme des mesures extrajudiciaires.	M <sup>e</sup> Véronic Champagne M <sup>e</sup> Christine Lambert	3
Comité régional intersectoriel en délinquance (CRID)	Comité régional d'échanges et de coordination entre la magistrature, les avocats de la défense, le DPCP, les services policiers, le Directeur provincial, Équijustice et le greffe pour discuter des enjeux en matière de droit de la jeunesse.	M <sup>e</sup> Benoit Morier	1

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

Renseignements particuliers (PLQ)

Étude des crédits 2025-2026

Question **10**

**NOMBRE DE RENCONTRES FÉDÉRALES-PROVINCIALES-TERRITORIALES DES MINISTRES ET DES SOUS-MINISTRES DE LA JUSTICE EN 2024-2025. INDIQUER, POUR CHACUNE :**

- A. LES COÛTS;**
- B. LES DATES ET LIEUX;**
- C. LES PERSONNES PRÉSENTES;**
- D. LES SUJETS À L'ORDRE DU JOUR;**
- E. LES PROCÈS-VERBAUX;**
- F. LES RÉSULTATS OBTENUS ET LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025 (INCLURE UNE COPIE DE TOUT RAPPORT ET DE TOUTE ENTENTE RENOUVELÉE);**
- G. LES RENCONTRES INSCRITES À L'AGENDA POUR 2024-2025 ET 2025-2026.**

Date	Lieux	Personnes présentes	Coût
23 et 24 mai 2024	Regina	Anthony Cotnoir (virtuel)	0 \$
16 au 18 octobre 2024	Yellowknife	Anthony Cotnoir (virtuel)	0 \$
23 et 24 janvier 2025	Virtuel pour tous	Anthony Cotnoir (virtuel)	0 \$

Les ordres du jour et les procès-verbaux sont confidentiels puisque ces rencontres se tiennent à huis clos.

Ces documents sont protégés en vertu des articles 18 et 19 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, puisqu'ils ont été obtenus d'un autre gouvernement ou sont constitués de renseignements dont la divulgation porterait vraisemblablement préjudice à la conduite de relations qu'entretient le gouvernement du Québec avec d'autres gouvernements.

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

Renseignements particuliers (PLQ)

Étude des crédits 2025-2026

Question **11**

**POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, CONCERNANT LES CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION, FOURNIR POUR 2024-2025 :**

- A. LE NOM DE TOUTES LES CAMPAGNES;**
- B. LES COÛTS DE CES CAMPAGNES;**
- C. LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL RETENU POUR LA RÉALISER;**
- D. LES DATES DE DIFFUSION DE LA CAMPAGNE;**
- E. LES OBJECTIFS VISÉS PAR CHAQUE CAMPAGNE.**

Nom de la campagne	Coûts	Nom de la firme	Diffusion	Objectif visé
Promotion des emplois offerts au Directeur des poursuites criminelles et pénales. (DPCP) et des stages du Barreau	545 \$	Meta	Avril 2024 à janvier 2025	Susciter des candidatures pour les emplois offerts au DPCP et pour les stages du Barreau
Promotion de 2 emplois offerts au DPCP	273 \$	Indeed Canada Corp	Du 6 au 17 mai 2024 et du 21 mai au 3 juin 2024	Susciter des candidatures pour les emplois offerts par le DPCP
<b>Total :</b>	818 \$			

Question **15**

**POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, LA LISTE DES PROGRAMMES DE FINANCEMENT OU DE SUBVENTION, LE MONTANT GLOBAL ATTRIBUÉ AU PROGRAMME, LA DIRECTION DU MINISTÈRE OU L'ORGANISME QUI EN A LA GESTION, EN INDIQUANT POUR CHACUN, POUR 2024-2025 :**

- A. LE NOM ET LA NATURE DES PROJETS QUI ONT OBTENU UN FINANCEMENT OU UNE SUBVENTION;**
- B. LE NOM DU OU DES ORGANISMES BÉNÉFICIAIRES;**
- C. LE MONTANT QUI LEUR A ÉTÉ ACCORDÉ.**

**FOURNIR ÉGALEMENT LA LISTE DES PROJETS QUI ONT ÉTÉ REJETÉS POUR CHAQUE PROGRAMME.**

Aucun.

Question **20**

**POUR 2024-2025, INDIQUER LES SOMMES INVESTIES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE ET LES SOMMES PRÉVUES POUR L'ANNÉE 2024-2025. ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2025, DE SA MISE EN ŒUVRE.**

Le 28 octobre 2016, le gouvernement du Québec, en collaboration avec le ministère de la Justice du Québec et les partenaires, a lancé la *Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021 (Stratégie VS 2016-2021)*. Cette stratégie comportait 55 actions dont le principal objectif était d'apporter des solutions novatrices aux problématiques en matière d'agressions sexuelles et d'exploitation sexuelle.

La *Stratégie VS 2016-2021* a été prolongée jusqu'au 19 juin 2022, veille du lancement de la *Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027 (Stratégie SIV 2022-2027)*.

Le Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP), dans le cadre de la plus récente *Stratégie SIV 2022-2027*, est porteur de la mesure suivante :

- Augmenter au sein du DPCP le nombre d'effectifs affectés aux dossiers en matière de violence sexuelle (action 26).

Cette mesure a permis l'embauche de 20 procureurs aux poursuites criminelles et pénales (procureurs) et de 13 membres du personnel administratif, en plus de la prolongation de 11 postes en violence sexuelle, dont 10 procureurs, pour un total de 44 postes (action 26).

Pour l'année 2024-2025, un budget de 7 176 900\$ a été octroyé au DPCP en lien avec la mise en place de la *Stratégie SIV 2022-2027*.

Question **55**

**LISTE DES MANDATS ACCORDÉS EN 2024-2025 À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, À DES PROFESSEURS DE DROIT OU À DES JUGES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT. PRÉCISER :**

- A. LE NOM ET L'ADRESSE DU PROFESSIONNEL;**
- B. LA DESCRIPTION DU MANDAT; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION;**
- C. LE COÛT HORAIRE ET LE COÛT TOTAL DU MANDAT JUSQU'À MAINTENANT; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;**
- D. LES PRÉVISIONS DES COÛTS POUR 2025-2026 ET POUR L'ENSEMBLE DU MANDAT CONFIE;**
- E. LE NOM DE L'ÉTUDE, DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ DU PROFESSIONNEL, LE CAS ÉCHANT;**
- F. UNE COMPARAISON DU COÛT TOTAL DE CES MANDATS AVEC LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES, POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME.**

La somme allouée à l'externe des mandats accordés à des avocats de la pratique privée, à des professeurs de droit ou à des juges s'élève à 62 674 \$. Les détails en lien avec les services rendus sont de nature confidentielle.

Question **60**

**POUR 2024-2025, STATISTIQUES RELATIVES AU NOMBRE DE MANDATS CIVILS, CRIMINELS ET PÉNAUX OCTROYÉS À DES AVOCATS ET À DES NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET POUR LA DIRECTION DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (DPCP) :**

- A. JOINDRE LA LISTE DES BUREAUX AVEC LES NOMS DES PROFESSIONNEL(LE)S QUI ONT OBTENU DE TELS MANDATS;**
- B. VENTILATION DES HONORAIRES VERSÉS EN INDIQUANT, S'IL Y A LIEU, CEUX QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;**
- C. COMPARAISON AVEC LES CINQ ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES.**

La somme allouée à l'externe pour des mandats civils, criminels ou pénaux octroyés à des avocats ou à des notaires de la pratique privée s'élève, au total, à 7 474 \$. Les détails en lien avec les services rendus sont de nature confidentielle.

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

Renseignements particuliers (PLQ)

Étude des crédits 2025-2026

Question **61**

**AU 31 JANVIER 2025, LE NOMBRE DE PROCUREURS RELEVANT DU DPCP POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE**

Note : Institué par la *Loi sur le Directeur des poursuites criminelles et pénales* le 15 mars 2007, le Directeur des poursuites criminelles et pénales dirige pour l'État, sous l'autorité du ministre de la Justice et Procureur général, les poursuites criminelles et pénales au Québec. Les substituts du Procureur général sont, depuis cette date, désignés « procureurs aux poursuites criminelles et Pénales ».

District judiciaire	Nombre	Total district
<b>QUÉBEC</b>		<b>135</b>
Québec	59	
Bureau du directeur	3	
Secrétariat général	4	
Service de la gestion des biens saisis	7	
Direction des communications	2	
Bureau des mandats organisationnels	7	
Bureau des affaires pénales	20	
Bureau du service juridique	22	
Bureau des affaires de la jeunesse	5	
Bureau de la grande criminalité et des affaires spéciales	2	
Bureau de service-conseil	4	
<b>CHARLEVOIX</b>		<b>2</b>
La Malbaie	2	
<b>MONTMAGNY</b>		<b>2</b>
Montmagny	2	
<b>BEAUCE</b>		<b>6</b>
Saint-Joseph-de-Beauce	6	
<b>RIMOUSKI</b>		<b>21</b>
Matane	6	
Rimouski	10	
Bureau des mandats organisationnels	1	
Bureau des affaires pénales	1	
Bureau des affaires de la jeunesse	2	
Bureau de service-conseil	1	
<b>KAMOURASKA</b>		<b>12</b>
Rivière-du-Loup	9	
Bureau des affaires pénales	1	
Bureau des affaires de la jeunesse	1	
Bureau des mandats organisationnels	1	
<b>GASPÉ</b>		<b>7</b>
Percé	5	
Bureau de service-conseil	2	
<b>BONAVENTURE</b>		<b>4</b>
New Carlisle	3	
Bureau des affaires pénales	1	
<b>BAIE-COMEAU</b>		<b>8</b>
Baie-Comeau	7	
Bureau des affaires pénales	1	
<b>MINGAN</b>		<b>11</b>
Sept-Îles	9	
Bureau des affaires de la jeunesse	2	

District judiciaire	Nombre	Total district
<b>ROBERVAL</b> Roberval Bureau des affaires de la jeunesse Bureau de service-conseil	6 1 1	<b>8</b>
<b>CHICOUTIMI</b> Saguenay Bureau des affaires pénales Bureau des affaires de la jeunesse Bureau de service-conseil	19 2 1 0	<b>22</b>
<b>ALMA</b> Alma Roberval Bureau de service-conseil	2 0 0	<b>2</b>
<b>TROIS-RIVIÈRES</b> Trois-Rivières Bureau des mandats organisationnels Bureau des affaires pénales Bureau du service juridique Bureau des affaires de la jeunesse Bureau de service-conseil	19 1 3 1 2 1	<b>27</b>
<b>ARTHABASKA</b> Victoriaville	5	<b>5</b>
<b>SAINT-MAURICE</b> La Tuque Shawinigan Bureau de service-conseil	2 8 1	<b>11</b>
<b>DRUMMOND</b> Drummondville Bureau de service-conseil	9 1	<b>10</b>
<b>SAINT-FRANÇOIS</b> Sherbrooke Bureau des mandats organisationnels Bureau des affaires pénales Bureau des affaires de la jeunesse	21 2 2 3	<b>28</b>
<b>BEDFORD</b> Granby Bureau des affaires de la jeunesse Bureau des mandats organisationnels Bureau de service-conseil	13 1 1 1	<b>16</b>
<b>FRONTENAC</b> Thetford Mines	3	<b>3</b>
<b>LONGUEUIL</b> Longueuil Bureau des affaires pénales Bureau des affaires de la jeunesse Bureau de service-conseil	49 7 8 2	<b>66</b>
<b>IBERVILLE</b> Saint-Jean-sur-Richelieu Bureau de service-conseil	8 1	<b>9</b>
<b>BEAUHARNOIS</b> Salaberry-de-Valleyfield Bureau des affaires pénales Bureau des affaires de la jeunesse Bureau de service-conseil	23 2 3 1	<b>29</b>

District judiciaire	Nombre	Total district
<b>RICHELIEU</b> Sorel-Tracy Bureau de service-conseil	6 1	<b>7</b>
<b>SAINT-HYACINTHE</b> Saint-Hyacinthe Bureau de service-conseil Bureau de la grande criminalité et des affaires spéciales	15 1 1	<b>17</b>
<b>MONTRÉAL</b> Amos* Montréal Bureau des mandats organisationnels Bureau des affaires pénales Bureau du service juridique Bureau des affaires de la jeunesse Bureau de la grande criminalité et des affaires spéciales Bureau de service-conseil Direction des communication	5 131 9 15 10 14 64 3 1	<b>252</b>
<b>TERREBONNE</b> Saint-Jérôme Bureau des affaires pénales Bureau des affaires de la jeunesse Bureau de service-conseil	31 4 7 3	<b>45</b>
<b>ABITIBI</b> Amos Val-d'Or Bureau des affaires de la jeunesse Bureau de service-conseil	14 9 1 3	<b>27</b>
<b>LABELLE</b> Maniwaki Mont-Laurier Bureau des affaires de la jeunesse	2 3 1	<b>6</b>
<b>GATINEAU</b> Gatineau Bureau des affaires pénales Bureau des affaires de la jeunesse	35 2 3	<b>40</b>
<b>ROUYN-NORANDA</b> Rouyn-Noranda Bureau des affaires pénales Bureau des affaires de la jeunesse	7 2 1	<b>10</b>
<b>LAVAL</b> Laval Bureau des affaires pénales Bureau des affaires de la jeunesse Bureau du directeur Bureau de la grande criminalité et des affaires spéciales Bureau de service-conseil	30 3 3 1 2 1	<b>40</b>
<b>JOLIETTE</b> Joliette Bureau des affaires pénales Bureau des affaires de la jeunesse Bureau des mandats organisationnels Bureau de service-conseil	25 2 3 0 6	<b>36</b>
<b>Grand Total</b>	<b>924</b>	<b>924</b>

Les données sont extraites de SAGIR, en date du 31 janvier 2025.

\* Procureurs du bureau d'Amos travaillant à partir de Montréal.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements particuliers (PLQ)

Étude des crédits 2025-2026

Question **62**

**POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, LE NOMBRE DE  
PROCUREURS AYANT DÉMISSIONNÉ. INDIQUER LES  
DÉPENSES LIÉES À LEUR DÉPART.**

Pour 2024-2025, 23 procureurs ont démissionné. Aucun coût n'est relié à ces démissions.

Le nombre de démissions exclut les procureurs ayant démissionné afin d'être nommés à titre de juge ou à un emploi supérieur pendant l'exercice 2024-2025.

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS (PLQ)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

**QUESTION 63**

**NOMBRE DE PROCUREURS DE LA COURONNE AFFECTÉS À DES DOSSIERS SPÉCIALISÉS EN 2024-2025 (EX. : GANGS DE RUE, CRIMES SEXUELS, CRIME ORGANISÉ, CRIMES ÉCONOMIQUES, ETC.). VENTILATION PAR CATÉGORIE ET PAR DISTRICT JUDICIAIRE.**

District judiciaire	Crimes sexuels	Crime organisé	Crimes économiques	Violence conjugale
<b>QUÉBEC</b>				
Québec	7	6		12
Bureau des mandats organisationnels				2
Bureau du service juridique	1			
Service de la gestion des biens saisis			5	
Bureau de la grande criminalité et des affaires spéciales		2		
<b>Total district de Québec</b>	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>5</b>	<b>14</b>
<b>RIMOUSKI</b>				
Bureau des mandats organisationnels	1			
<b>MINGAN</b>				
Sept-Îles				3
<b>ROBERVAL</b>				
Roberval				2
<b>CHICOUTIMI</b>				
Saguenay	1	4		5
<b>TROIS-RIVIÈRES</b>				
Trois-Rivières	4	1	1	
<b>SAINT-AURICE</b>				
La Tuque				1
Shawinigan				1
<b>Total district de Saint-Maurice</b>				<b>2</b>
<b>SAINT-FRANÇOIS</b>				
Sherbrooke	3			2
Bureau des mandats organisationnels	2			
<b>Total district de Saint-François</b>	<b>5</b>			<b>2</b>
<b>LONGUEUIL</b>				
Longueuil	14	1		6
<b>IBERVILLE</b>				
Saint-Jean-sur-Richelieu	1	1		1
<b>BEAUHARNOIS</b>				
Salaberry-de-Valleyfield	4			6
<b>RICHELIEU</b>				
Sorel-Tracy	1			
<b>SAINT-HYACINTHE</b>				
Saint-Hyacinthe	1			2
Bureau de la grande criminalité et des affaires spéciales		1		
<b>Total district de Saint-Hyacinthe</b>	<b>1</b>	<b>1</b>		<b>2</b>
<b>DRUMMOND</b>				
Drummondville <sup>1</sup>		1		
<b>KAMOURASKA</b>				

<sup>1</sup> Pour le bureau de Drummondville, on y compte 6 des 7 procureurs qui traitent des dossiers de violence conjugale à moins de 51 % de leurs tâches.

District judiciaire	Crimes sexuels	Crime organisé	Crimes économiques	Violence conjugale
Bureau des mandats organisationnels Rivière-du-Loup		1		1
<b>Total district de Kamouraska</b>	<b>1</b>	<b>1</b>		<b>2</b>
<b>MONTRÉAL</b>				
Montréal	16	16	8	19
Bureau du service juridique		1		
Bureau des mandats organisationnels	1			1
Bureau de la grande criminalité et des affaires spéciales		23	26	
<b>Total district de Montréal</b>	<b>17</b>	<b>40</b>	<b>34</b>	<b>20</b>
<b>TERREBONNE</b>				
Saint-Jérôme	6	1	2	10
<b>ABITIBI</b>				
Amos	1			
Val-d'Or	1			1
<b>Total district de l'Abitibi</b>	<b>2</b>			<b>1</b>
<b>LABELLE</b>				
Mont-Laurier	1			
<b>GATINEAU</b>				
Gatineau	4	2		7
<b>ROUYN-NORANDA</b>				
Rouyn-Noranda	1			
<b>LAVAL</b>				
Laval	5	5	1	6
Bureau de la grande criminalité et des affaires spéciales		2		
<b>Total district de Laval</b>	<b>5</b>	<b>7</b>	<b>1</b>	<b>6</b>
<b>JOLIETTE</b>				
Joliette	6	1	1	13
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>83</b>	<b>68</b>	<b>44</b>	<b>101</b>

Les données sont au 31 janvier 2025.

Les procureurs présentés dans le tableau sont ceux dont les dossiers spécialisés représentent 51 % et plus de leurs tâches effectuées au cours de la période de référence, soit du 1<sup>er</sup> avril 2024 au 31 janvier 2025.

D'autres procureurs peuvent avoir traité des dossiers spécialisés sans toutefois que ceux-ci aient occupé 51 % ou plus de leur charge de travail pendant la période de référence.

Le port d'attache de chaque procureur au 31 janvier 2025 a servi à la détermination du district judiciaire. Cependant, certains d'entre eux peuvent avoir traité des dossiers dans d'autres districts judiciaires s'ils y étaient affectés avant cette date.

Par ailleurs, plusieurs procureurs inclus dans la catégorie « crimes économiques » traitent des dossiers de criminalité organisée, tels que des dossiers liés à des stratagèmes de corruption et de malversation, à des fraudes financières, à des fraudes fiscales, à du blanchiment d'argent, etc. Ainsi, parmi les 44 procureurs de la catégorie « crimes économiques », 26 proviennent du Bureau de la grande criminalité et des affaires spéciales.

Tout comme l'an dernier, il n'y a aucun procureur identifié dans la catégorie « gang de rue » puisqu'ils sont maintenant inclus dans la catégorie « crime organisé ».

Enfin, il s'agit d'une photo des effectifs au 31 janvier 2025, donc le nombre de procureurs peut différer au cours de l'année de référence, par exemple, lorsqu'un poste de procureur vacant est en cours de dotation.

<p>Question <b>64</b></p>	<p><b>CONCERNANT LE TRIBUNAL SPÉCIALISÉ EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE, INDIQUER ET FOURNIR POUR LES DISTRICTS DE BEAUHARNOIS, BEDFORD, DRUMMOND, SAINT-MAURICE, QUÉBEC, LAVAL, SAINT-FRANÇOIS, MONTMAGNY, MÉGANTIC ET MINGAN :</b></p> <p><b>A) LA VENTILATION DES EFFECTIFS EN 2024-2025 ET LES PRÉVISIONS D'EMBAUCHES ET DE DÉPARTS POUR 2024-2025;</b>  <b>B) LE NOMBRE DE DOSSIERS EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE TRAITÉS EN 2024-2025 ET LES DÉLAIS;</b>  <b>C) LES COÛTS ENGENDRÉS PAR L'IMPLANTATION DU TRIBUNAL SPÉCIALISÉ EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE;</b>  <b>D) LES PRÉVISIONS POUR 2025-2026.</b></p>
---------------------------	---

Au 31 janvier 2025, voici la ventilation des nouveaux postes octroyés, pourvus et autofinancé pour l'implantation des tribunaux spécialisés dans les districts déployés :

- District judiciaire de Beauharnois :
  - Bureau de l'Ouest du Québec, point de service de Salaberry-de-Valleyfield : un poste de procureur en chef adjoint, quatre (4) postes de procureurs et un (1) poste de soutien administratif
- District judiciaire de Bedford :
  - Bureau du Sud du Québec, point de service de Granby : deux (2) postes de procureurs et un (1) poste de soutien administratif
- District judiciaire de Drummond :
  - Bureau du Sud du Québec, point de service de Drummondville : deux (2) postes de procureurs et un (1) poste de soutien administratif. À noter qu'un (1) des postes de procureur a été autofinancé.
- District judiciaire Saint-Maurice :
  - Bureau du Centre-du-Québec, point de service de La Tuque : un (1) poste de procureur
- District judiciaire de Québec :
  - Bureau de Québec, point de service de Québec : trois (3) postes de procureurs et un (1) poste de soutien administratif
- District judiciaire de Laval :
  - Bureau du Centre-du-Québec, point de service de Laval : un (1) poste de procureur
- District judiciaire de Saint-François :
  - Bureau du Sud du Québec, point de service de Sherbrooke : un (1) poste de procureur
- District de Montmagny :
  - Bureau de Québec, point de service de Montmagny : un (1) poste de procureur
- District judiciaire de Mégantic :
  - Bureau du Sud du Québec, point de service de Lac-Mégantic : un (1) poste de procureur
- District judiciaire de Mingan :
  - Bureau de l'Est du Québec, point de service de Sept-Îles : un (1) poste de procureur
- District judiciaire d'Alma :
  - Bureau de Québec, point de service d'Alma : un (1) poste de soutien administratif
- District judiciaire de Chicoutimi :
  - Bureau de Québec, point de service de Chicoutimi : un (1) poste de procureur

- District judiciaire de Kamouraska :
  - Bureau de l'Est-du-Québec, point de service de Rivière-du-Loup : un (1) poste de procureur et un (1) poste de soutien administratif
- District judiciaire de Rimouski :
  - Bureau de l'Est-du-Québec, point de service de Rimouski : un (1) poste de procureur
- District judiciaire de Gaspé
  - Bureau de l'Est-du-Québec, point de service de Percé : un (1) poste de soutien administratif
- District judiciaire de Saint-Maurice
  - Bureau du Centre-du-Québec, point de service de Shawinigan : un (1) poste de procureur
- District judiciaire de Trois-Rivières
  - Bureau du Centre-du-Québec, point de service de Trois-Rivières : deux (2) postes de procureurs et un (1) poste de soutien administratif
- District judiciaire Richelieu
  - Bureau du Sud du Québec, point de service de Sorel-Tracy : un (1) poste de procureur
- District judiciaire Saint-Hyacinthe
  - Bureau du Sud du Québec, point de service de Saint-Hyacinthe : deux (2) postes de procureurs et un (1) poste de soutien administratif
- District judiciaire Beauce
  - Bureau de Québec, point de service de Saint-Joseph-de-Beauce : un (1) poste de procureur et un (1) poste de soutien administratif
- District judiciaire d'Iberville
  - Bureau du Sud du Québec, point de service de St-Jean-sur-Richelieu : un (1) poste de procureur et un (1) poste de soutien administratif

Pour l'exercice 2024-2025, le **budget autorisé est de 2 648 400 \$** pour le déploiement des projets-pilotes. Un montant supplémentaire de **2 664 500 \$** est à venir d'ici la fin de l'exercice pour la mise en place des tribunaux permanents. **Les dépenses réelles au 31 janvier 2025 sont de 4 923 204 \$.**

**Tableau du nombre de dossiers en matière de violence sexuelle et de violence conjugale traités**

<b>2024-2025*</b>	<b>Violence conjugale</b>	<b>Violence sexuelle / mixte</b>	<b>Nombre de dossiers traités</b>
Drummond – Drummondville	591	88	679
Bedford – Granby	519	91	610
Saint-Maurice – La Tuque	140	22	162
Mégantic – Lac-Mégantic	42	10	52
Laval – Laval	1 574	198	1 772
Montmagny – Montmagny	113	25	138
Québec – Québec	3 161	397	3 558
Beauharnois – Salaberry-de-Valleyfield	1 273	177	1 450
Mingan – Sept-Îles	310	16	326
Saint-François – Sherbrooke	776	176	952

\* Les données de l'année 2024-2025 sont du 1<sup>er</sup> avril 2024 au 31 janvier 2025.

Question **67**

**ÉVOLUTION PAR MOIS DES EFFECTIFS DANS LE NORD  
(NOTAMMENT JUGES, TRAVAILLEURS PARAJUDICIAIRES,  
INTERPRÈTES ET PROCUREURS).**

Au cours de l'exercice 2024-2025, aucun procureur aux poursuites criminelles et pénales (procureur) n'était affecté de façon permanente dans le Nord. Cette région est desservie par la cour itinérante.

Cependant, chaque circuit de la cour itinérante est desservi par une seule et même équipe de procureur à l'exception de Kuujjuaq, où deux équipes s'y rendent en alternance.

De façon générale, les procureurs se rendent toujours dans la même communauté et les équipes assument la responsabilité des dossiers du début jusqu'à la fin des procédures.

De plus, il importe de souligner qu'une nouvelle couverture de services est offerte à Kuujjuaq, et ce, dans le but d'assurer une présence en dehors des termes de cour grâce à l'affectation de procureurs ayant leur port d'attache à Amos et à Montréal.

Question **69**

**STATISTIQUES SUR LE NOMBRE D'ACCUSÉS LIBÉRÉS À LA SUITE D'UNE REQUÊTE EN ARRÊT DES PROCÉDURES POUR DÉLAI DÉRAISONNABLE. INDIQUER LE NOMBRE DE REQUÊTES PRÉSENTÉES, LE NOMBRE DE REQUÊTES ENTENDUES, LE NOMBRE DE PROCÈS ABANDONNÉS, LE NOMBRE DE DOSSIERS À RISQUE.**

Cette question sera répondue par le ministère de la Justice du Québec, excepté à ce qui a trait aux procès abandonnés. Le Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) comptabilise manuellement le dépôt de *nolle prosequi*. Cette comptabilisation n'a pas de valeur statistique mais sert à observer des tendances.

Pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2024 au 31 janvier 2025, le DPCP a déposé 155 *nolle prosequi* en raison des délais judiciaires en matière criminelle. Il est à noter qu'un même accusé peut être visé par plus d'un *nolle prosequi*, parfois en lien avec des infractions découlant du même événement.

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

Renseignements particuliers (PLQ)

Étude des crédits 2025-2026

Question **70**

**POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE, LE NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT BÉNÉFICIÉ DE PROGRAMMES DE NON-JUDICARISATION, EN INDIQUANT LES TYPES D'INFRACTION (VOLS, VOIES DE FAIT, ETC.)**

**Tableau statistique – Non-judiciarisation par type d'infraction<sup>1</sup>**

Infractions	Articles	Nombre <sup>3</sup>	%
Vol d'un bien dont la valeur ne dépasse pas 5 000 \$	334b)ii)	892	49,64
Voies de fait	266b)	242	13,47
Proférer des menaces de causer la mort ou des lésions corporelles	264.1(1)a)(2)b)	184	10,24
Méfait à l'égard de biens privés	430(1)a)(4)b) 430(1)b)(4)b) 430(1)c)(4)b) 430(1)d)(4)b)	82	4,56
Entrave à un agent de la paix	129a)e)	79	4,40
Bris de probation	733.1(1)b)	32	1,78
Agression armée	267a)	29	1,61
Contravention aux règlements des armes à feu	86(2)(3)b)	28	1,56
Fraude à l'égard d'un bien dont la valeur ne dépasse pas 5 000 \$	380(1)b)ii)	26	1,45
Possession de cannabis ( <i>Loi sur le cannabis</i> )	8(1)a) 8(1)b) 8(1)e)	18	1,00
Actions indécentes <sup>2</sup>	173(1)b)	18	1,00
Harcèlement criminel	264(3)b)	17	0,95
Proférer des menaces de brûler, détruire ou endommager des biens meubles ou immeubles/de tuer, empoisonner ou blesser un animal ou un oiseau qui est la propriété de quelqu'un	264.1(1)b)(3)b) 264.1(1)c)(3)b)	16	0,89
Infractions diverses	---	134	7,45
<b>Total</b>		<b>1797</b>	<b>100</b>

<sup>1</sup> Le nombre de dossiers traités inclut les poursuivants agissant devant les cours municipales, à l'exception de la cour municipale de la Ville de Montréal (greffe no 850).

<sup>2</sup> Comparativement à l'an dernier, une nouvelle infraction a été ajoutée dans le Tableau statistique – Non-judiciarisation par type d'infraction, soit « Actions indécentes », en vertu de l'alinéa 173(1)b) du Code criminel.

<sup>3</sup> Il s'agit du nombre de chefs d'accusation pour l'ensemble des dossiers non judiciarisés.

### Statistiques relatives à la non-judiciarisation

District judiciaire	N° greffe	Nom du greffe	Total
<b>Abitibi</b>	605	Amos	10
	614	Baie-James et circuit intérieur	10
	170	Chibougamau	0
	640	Baie-d'Hudson	10
	620	La Sarre	9
	635	Baie d'Ungava	5
	625	Senneterre	0
	615	Val-d'Or	29
<b>Total district</b>			<b>73</b>
<b>Alma</b>	160	Alma	4
<b>Total district</b>			<b>4</b>
<b>Arthabaska</b>	415	Victoriaville	0
<b>Total district</b>			<b>0</b>
<b>Baie-Comeau</b>	655	Baie-Comeau	34
<b>Total district</b>			<b>34</b>
<b>Beauce</b>	350	Saint-Joseph-de-Beauce	27
<b>Total district</b>			<b>27</b>
<b>Beauharnois</b>	760	Salaberry-de-Valleyfield	98
<b>Total district</b>			<b>98</b>
<b>Bedford</b>	455	Cowansville	0
	460	Granby	45
<b>Total district</b>			<b>45</b>
<b>Bonaventure</b>	105	New-Carlisle	13
<b>Total district</b>			<b>13</b>
<b>Charlevoix</b>	240	La Malbaie	0
<b>Total district</b>			<b>0</b>
<b>Chicoutimi</b>	150	Chicoutimi	72
<b>Total district</b>			<b>72</b>
<b>Drummond</b>	405	Drummondville	50
<b>Total district</b>			<b>50</b>
<b>Frontenac</b>	235	Thetford Mines	6
<b>Total district</b>			<b>6</b>
<b>Gaspé</b>	115	Havre-Aubert	4
	110	Percé	15
	130	Sainte-Anne-des-Monts	16
<b>Total district</b>			<b>35</b>

District judiciaire	N° greffe	Nom du greffe	Total
<b>Gatineau</b>	550	Gatineau	29
<b>Total district</b>			<b>29</b>
<b>Iberville</b>	755	Saint-Jean-sur-Richelieu	20
<b>Total district</b>			<b>20</b>
<b>Joliette</b>	705	Joliette	76
<b>Total district</b>			<b>76</b>
<b>Kamouraska</b>	250	Rivière-du-Loup	18
<b>Total district</b>			<b>18</b>
<b>Labelle</b>	565	Maniwaki	11
	560	Mont-Laurier	18
<b>Total district</b>			<b>29</b>
<b>Laval</b>	540	Laval	141
<b>Total district</b>			<b>141</b>
<b>Longueuil</b>	505	Longueuil	161
<b>Total district</b>			<b>161</b>
<b>Mégantic</b>	480	Lac-Mégantic	4
<b>Total district</b>			<b>4</b>
<b>Mingan</b>	652	Cour itinérante	13
	650	Sept-Îles	30
<b>Total district</b>			<b>43</b>
<b>Montmagny</b>	300	Montmagny	5
<b>Total district</b>			<b>5</b>
<b>Montréal</b>	500	Montréal	7
<b>Total district</b>			<b>7</b>
<b>Pontiac</b>	555	Campbell's Bay	6
<b>Total district</b>			<b>6</b>
<b>Québec</b>	200	Québec	333
<b>Total district</b>			<b>333</b>
<b>Richelieu</b>	765	Sorel-Tracy	17
<b>Total district</b>			<b>17</b>
<b>Rimouski</b>	120	Amqui	10
	125	Matane	17
	135	Mont-Joli	3
	100	Rimouski	7
<b>Total district</b>			<b>37</b>
<b>Roberval</b>	155	Roberval	0
<b>Total district</b>			<b>0</b>

District judiciaire	N° greffe	Nom du greffe	Total
<b>Rouyn-Noranda</b>	600	Rouyn-Noranda	20
<b>Total district</b>			<b>20</b>
<b>Saint-François</b>	450	Sherbrooke	82
<b>Total district</b>			<b>82</b>
<b>Saint-Hyacinthe</b>	750	Saint-Hyacinthe	70
<b>Total district</b>			<b>70</b>
<b>Saint-Maurice</b>	425	La Tuque	9
	410	Shawinigan	13
<b>Total district</b>			<b>22</b>
<b>Témiscamingue</b>	610	Ville-Marie	13
<b>Total district</b>			<b>13</b>
<b>Terrebonne</b>	700	Saint-Jérôme	190
<b>Total district</b>			<b>190</b>
<b>Trois-Rivières</b>	400	Trois-Rivières	17
<b>Total district</b>			<b>17</b>
<b>GRAND TOTAL</b>			<b>1 797</b>

Source : données extraites du plumitif MJQ

La période de référence pour l'étude des crédits 2025-2026 est du 1<sup>er</sup> avril 2024 au 31 janvier 2025, soit plus courte que celle des années antérieures.

Question **71**

TOUT DOCUMENT PRÉPARÉ VISANT L'AMÉLIORATION DE L'ACCOMPAGNEMENT OU DU PARCOURS JUDICIAIRE D'UNE VICTIME DE VIOLENCE SEXUELLE ET CONJUGALE.

## DOCUMENTS ACCESSIBLES AUX CITOYENS

### Information pour les personnes victimes

Le DPCP a posé plusieurs actions concrètes afin de joindre les personnes victimes de violence sexuelle et de violence conjugale et de sensibiliser la population, soit :

- présence sur les réseaux sociaux;
- interventions publiques dans les médias;
- production et diffusion de capsules d'information;
- publication d'articles de blogue;
- mise à jour de plusieurs textes dans la section [Accompagnement des personnes victimes d'un crime](#) du site Québec.ca;
- mise à jour de la publication [Faciliter la participation des personnes victimes au processus judiciaire criminel : Mesures d'accompagnement et de protection](#);
- mise à jour de [fiches spécialisées](#) destinées à renseigner les intervenants qui accompagnent les personnes victimes sur le processus judiciaire (collaboration avec l'Association québécoise Plaidoyer-Victimes).

### Ligne info DPCP en violence conjugale et sexuelle – 1 877 547-DPCP (3727)

Les personnes victimes de violence conjugale ou sexuelle et les intervenants qui leur viennent en aide peuvent contacter la ligne pour obtenir des renseignements gratuits et confidentiels sur le processus judiciaire criminel. Le DPCP fait la promotion de la ligne en continu, à l'occasion d'événements, d'entrevues et d'autres initiatives de communication publique, et distribue des cartes et des feuillets aux citoyens. De nombreux feuillets ont ainsi été remis à la population dans le cadre des [12 jours d'action contre les violences faites aux femmes](#).

## AUTRES INITIATIVES DU DPCP AYANT POUR BUT DE FACILITER LE PARCOURS JUDICIAIRE DES PERSONNES VICTIMES

### Formation des procureurs, du personnel et des intervenants

À l'interne :

- Deux parcours de formation obligatoires d'une durée de 15 heures chacun en violence conjugale et en violence sexuelle;
- Séance de formation dans le cadre du programme d'intégration à la fonction de procureur (PIFP) portant entre autres sur le rôle des procureurs auprès des personnes victimes, les mesures d'accompagnement des personnes victimes ainsi que les mesures d'aide au témoignage;
- Formation « La violence conjugale : Le travail du procureur en étroite collaboration avec celui du technicien juridique », présentée dans le cadre de la toute première école des techniciens(nes) juridiques du DPCP.

À l'externe :

- Formation présentée aux membres de l'Alliance des maisons d'hébergement de 2<sup>e</sup> étape pour femmes et enfants victimes de violence conjugale sur le processus judiciaire criminel;
- Formation sur les violences sexuelle, conjugale et intrafamiliale offerte aux corps de police autochtones;
- Formation « Les victimes face au système de justice : le connaître pour mieux intervenir » présentée à divers intervenants en collaboration avec l'Association québécoise Plaidoyer-Victimes;
- Formation « Enquête sur les crimes à caractère sexuel » offerte à de futurs enquêteurs à l'École nationale de police du Québec.

### Outils mis à la disposition des procureurs(es)

Le DPCP met aussi plusieurs outils à la disposition des procureurs, dont le *Guide du poursuivant – infractions relatives à la violence et à l'exploitation sexuelles*. Ce guide, non public, concrétise un engagement pris dans le cadre de la *Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021*. Cet ouvrage de référence contient des renseignements importants quant aux droits des personnes victimes et au soutien qui leur est offert.

### Collaboration à des projets externes au DPCP

Le DPCP a participé à plusieurs projets de différents partenaires :

- en tant que membre du *Comité provincial sur l'intervention médicosociale en centres désignés pour les victimes d'agression à caractère sexuel*, le DPCP a participé activement à la rédaction de la dernière version du **Guide d'intervention médicosociale**, à paraître;
- en tant que membre du comité aviseur du **Projet de formation des intervenants judiciaires**, le DPCP a contribué à la création de la formation actuellement offerte;
- en tant que membre du comité du **Projet d'apprentissage en ligne de la Fondation Marie-Vincent**, le DPCP a œuvré à l'élaboration de la formation actuellement offerte. Il a aussi pris part à la rédaction du projet de livre *Un pas à la fois avec Lou* au sujet de la trajectoire sociojudiciaire d'un enfant qui dénonce un abus sexuel;
- en participant à divers comités qui visent l'implantation et le développement des meilleures pratiques en matière de violence conjugale. À cet effet, il a grandement contribué au **développement du nouveau formulaire provincial pour la prise de déclaration de la personne victime**;
- en collaborant activement avec les groupes sociojudiciaires œuvrant auprès des personnes victimes. Il a entre autres collaboré à la **rédaction du napperon et de la trousse sur le contrôle coercitif** distribués à tous les corps policiers du Québec par le Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale.

### Tribunal spécialisé

Le DPCP est un acteur clé du déploiement du tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale à l'échelle provinciale. Ce tribunal vise principalement à rebâtir la confiance des personnes victimes de violence sexuelle et de violence conjugale envers le système de justice et à faciliter leur parcours.

Question **73****LA LISTE DES PROCÈS EN MATIÈRE CRIMINELLE QUI ONT AVORTÉ POUR 2024-2025. INDIQUER LE NOMBRE ET LA NATURE DES ACCUSATIONS QUI SONT TOMBÉES.**

L'avortement de procès ne survient que lors d'un procès devant jury et lorsque celui-ci est en désaccord, et ce, en vertu de l'article 653 du *Code criminel*.

**Lorsque le jury ne s'entend pas**

**653 (1)** Lorsque le juge est convaincu que le jury ne peut s'entendre sur son verdict, et qu'il serait inutile de le retenir plus longtemps, il peut, à sa discrétion, le dissoudre et ordonner la constitution d'un nouveau jury pendant la session du tribunal, ou différer le procès aux conditions que la justice peut exiger.

L'interprétation de cet article a été élargie à toutes les situations dans lesquelles un juge détermine que le jury n'est pas en mesure de prendre une décision juste et impartiale.

Pour 2024-2025, on compte un (1) procès en matière criminelle ayant fait l'objet d'un avortement de procès.

Question **74**

**NOMBRE DE POURSUITES INTENTÉES PAR LE DPCP À LA SUITE  
DES VÉRIFICATIONS DE LA COMMISSION D'ACCÈS À  
L'INFORMATION.**

Aucune poursuite n'a été intentée par le Directeur des poursuites criminelles et pénales à la suite des vérifications de la Commission d'accès à l'information.

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

Renseignements particuliers (PLQ)

Étude des crédits 2025-2026

Question **75**

**NOMBRE DE POURSUITES INTENTÉES PAR LE DPCP À LA SUITE DES VÉRIFICATIONS DU COMMISSAIRE AU LOBBYISME, PAR SECTEUR VISÉ PAR LA LOI ET EFFECTUÉES EN 2024-2025 :**

- A. À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ;**
- B. DE LA PROPRE INITIATIVE DU COMMISSAIRE;**

**INDIQUER POUR CHACUN DES SECTEURS VISÉS PAR LA LOI :**

- I. L'OBJET DE LA POURSUITE;**
- II. LES SANCTIONS DONNÉES.**

Au cours de l'année 2024-2025, six (6) poursuites ont été intentées (constats d'infraction signifiés) par le Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) en regard de la [Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme](#) (RLRQ, c. T-11.011).

Le tableau suivant présente le nombre de poursuites intentées (constats d'infraction signifiés) par article de loi.

	<b>2024-2025</b>
Article 15	2
Article 25	4
<b>Total</b>	<b>6</b>

**Article 15** : Tout changement au contenu de la déclaration relative à un lobbyiste, y compris celui résultant de la fin de son engagement et celui résultant de l'exercice de nouvelles activités de lobbyisme, doit, au plus tard le trentième jour suivant le changement, faire l'objet d'un avis de modification présenté au registre.

**Article 25** : Nul ne peut exercer des activités de lobbyisme auprès d'un titulaire d'une charge publique s'il n'est inscrit sur le registre des lobbyistes relativement à ces activités.

Question **84**

ÉTAT DE SITUATION, INCLUANT LES SOMMES BUDGÉTÉES ET DÉPENSÉES EN 2025-2026, DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN « PLAN POUR MODERNISER LE SYSTÈME DE JUSTICE 2024-2025 ».

Pour le Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP), la réalisation du Plan pour moderniser le système de justice (PMSJ) s'articulait autour de trois axes : instaurer des pratiques innovantes, mettre la justice à l'heure des nouvelles technologies et communiquer efficacement l'information entre les principaux partenaires.

Les mesures prévues au PMSJ, qui sont sous la gouverne du DPCP, sont maintenant réalisées, à l'exception du Programme de gestion électronique des dossiers de poursuite (Programme GESTE).

**Mesures réalisées :**

- programme de non-judiciarisation;
- mise en place de différentes pratiques favorisant la négociation avant l'audience au pénal;
- lignes directrices en matière de divulgation de la preuve pour les services de police;
- formation des procureurs aux poursuites criminelles et pénales (procureurs) sur les directives;
- programme « Offre de règlement rapide »;
- assurer la disponibilité des procureurs en dehors des salles de cour;
- déploiement d'un logiciel de formation en ligne pour les procureurs.

**Programme GESTE**

Plus spécifiquement, le système APPUI a pour objectif de :

- recevoir numériquement une demande d'intenter des procédures ainsi que les documents de preuve qui y sont associés;
- permettre aux procureurs de faire une analyse à partir du dossier numérique qui lui a été transmis et de prendre une décision sur l'autorisation d'intenter des procédures;
- produire des documents (dénonciations, offres de règlement rapide, avis de refus d'intenter des procédures, lettres de non-judiciarisation, actes d'accusation, etc.);
- divulguer numériquement la preuve à l'aide d'une solution sécuritaire intégrée.

Ce programme regroupe plusieurs projets :

- le premier projet « Réception et analyse des demandes d'intenter des procédures » s'est quant à lui terminé le 31 août 2020. Celui-ci a permis de mettre en place les infrastructures et le développement des versions de base des solutions d'affaires;
- le deuxième projet « Décision et dossier de poursuite » s'est terminé le 10 juillet 2022. Ce projet visait l'ajout de fonctionnalités, la conception du dossier de cour numérique, la production des documents légaux et l'intégration d'une solution sécuritaire de divulgation numérique de la preuve;
- le troisième projet « Déploiement des solutions d'affaires – Volet criminel » vise à déployer les solutions développées dans les projets précédents et assurer la gestion du changement au sein des différents bureaux du DPCP.

Le projet « *Déploiement des solutions d'affaires – Volet criminel* » a été suspendu au [Tableau de bord des projets en ressources informationnelles du gouvernement du Québec](#) puisque le déploiement des solutions d'affaires exige une révision des efforts en matière de concertation et de coordination avec les parties prenantes concernées. La diversité de l'écosystème technologique et l'arrimage avec les projets des partenaires présentent en effet un défi important pour la réalisation de la transformation numérique du DPCP. Par ailleurs, des travaux de stabilisation des solutions et de rehaussement technologique étaient nécessaires en vue du déploiement des solutions et ainsi assurer leur non-obsolésence et leur sécurité. Aussi, un moratoire est en place sur l'utilisation des solutions, alors que des analyses sont en cours en collaboration entre le DPCP et le MJQ afin d'obtenir une confirmation que les solutions peuvent atteindre un niveau de stabilité, de disponibilité, de fiabilité, de performance et de sécurité suffisant ainsi qu'une évaluation des travaux requis sur le plan technologique pour en permettre le déploiement.

**Utilisation des budgets en k\$**

	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025	TOTAL*
	Dépenses réelles	Dépenses réelles	Dépenses réelles	Dépenses réelles	Dépenses réelles	Dépenses réelles	Dépenses réelles*	
<b>Total</b>	<b>3 010,9</b>	<b>8 939,1</b>	<b>7 410,4</b>	<b>8 580,1</b>	<b>9 517,5</b>	<b>15 714,7</b>	<b>10 566,3</b>	<b>63 739,0</b>

\*Dépenses réelles en date du 31 janvier 2025.

Question **95**

**LISTE DES POURSUITES INTENTÉES PAR LE DPCP À LA SUITE DES VÉRIFICATIONS OU DES ENQUÊTES EFFECTUÉES PAR LE MAMH OU LA COMMISSION MUNICIPALE AUPRÈS DES MUNICIPALITÉS, D'ÉLUS OU DE FONCTIONNAIRES MUNICIPAUX.**

Au cours de l'année 2024-2025, cinq (5) rapports d'infraction généraux ont été soumis par la Commission municipale du Québec au Bureau des affaires pénales pour analyse et ont fait l'objet d'un refus. Quant au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, aucun dossier n'a été porté à l'attention du Directeur des poursuites criminelles et pénales.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements particuliers (PLQ)

Étude des crédits 2025-2026

Question **96**

**NOMBRE DE RENCONTRES DU COMITÉ FÉDÉRAL-PROVINCIAL DES POURSUIVANTS EN 2024-2025. FOURNIR TOUT DOCUMENT DÉPOSÉ ET INDIQUER :**

- A. LES COÛTS;**
- B. LES DATES ET LIEUX;**
- C. LES PERSONNES PRÉSENTES;**
- D. LES SUJETS À L'ORDRE DU JOUR.**

Date	Lieu	Personnes présentes	Coût
21 au 24 octobre 2024	Toronto (Ontario)	M <sup>e</sup> Patrick Michel M <sup>e</sup> Richard Rougeau	2 100 \$

Les ordres du jour et les procès-verbaux sont confidentiels puisque ces rencontres se tiennent à huis clos.

Ces documents sont protégés en vertu de l'article 19 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, puisqu'ils sont formés de renseignements dont la divulgation porterait vraisemblablement préjudice à la conduite de relations qu'entretient le gouvernement du Québec avec d'autres gouvernements.

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

Renseignements particuliers (PLQ)

Étude des crédits 2025-2026

<p>Question <b>125</b></p>	<p><b>NOMBRE DE POURSUITES, PAR RÉGION, INTENTÉES EN 2024-2025 PAR LE DPCP RELATIVEMENT À DES INFRACTIONS À LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE (RLRQ CHAP. C.-11), INCLUANT LE TABLEAU DES RÉSULTATS ET LA VENTILATION PAR ARTICLE.</b></p>
----------------------------	---

Au cours de l'année 2024-2025, huit poursuites ont été intentées (constats d'infraction signifiés) par le Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) relativement à des infractions à la *Charte de la langue française* (RLRQ, c. C-11).

*Charte de la langue française*

<b>Ventilation par article de la <i>Charte de la langue française</i></b>	
<b>Article</b>	<b>Nombre de poursuites intentées (Constats d'infraction signifiés)</b>
205	8
<b>Total</b>	<b>8</b>

Article 205 : *Défaut de se conformer à une ordonnance rendue par L'Office québécois de la langue française.*

<b>Suivi des constats d'infraction signifiés</b>	
<b>Résultat</b>	<b>Nombre</b>
Plaidoyer de culpabilité	1
Procès	0
Prêt à transférer à la cour	6
Délai plaidoyer/paiement <sup>1</sup>	1
<b>Total</b>	<b>8</b>

<sup>1</sup> Le défendeur a 30 jours, après la signification du constat d'infraction, pour transmettre son plaidoyer ou son paiement (art. 160 du *Code de procédure pénale* (RLRQ, c. C-25.1)).

# Étude des crédits

2025-2026

DIRECTEUR DES POURSUITES  
CRIMINELLES ET PÉNALES

## Renseignements particuliers du 2<sup>e</sup> groupe d'opposition

Document préparé par le  
Directeur des poursuites criminelles et pénales

# Demande de renseignements particuliers du 2<sup>e</sup> groupe d'opposition

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements		Page
P.6	Liste des concours de recrutement qui se sont tenus pendant l'année 2024-2025 incluant, pour chacun de ces concours : a) Le nombre de postes offerts ; b) Le nombre de postulants ; c) La date ; d) La nature (concours réservé ou non) ; e) Le taux de réussite ; f) La répartition par région administrative ; g) La date de la publication des résultats.	2
P.16	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour chacune des années 2012-2013 à 2024-2025, l'âge de ces créances (ventilé par années) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2025-2026.	3

N.B. À moins d'indications contraires, les données présentées dans le cadre de l'étude des crédits sont établies en date du 31 janvier 2025.

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

Renseignements particuliers (QS)

Étude des crédits 2025-2026

Question **06**

**LISTE DES CONCOURS DE RECRUTEMENT QUI SE SONT TENUS PENDANT L'ANNÉE 2024-2025 INCLUANT, POUR CHACUN DE CES CONCOURS :**

- LE NOMBRE DE POSTES OFFERTS;
- LE NOMBRE DE POSTULANTS;
- LA DATE;
- LA NATURE (CONCOURS RÉSERVÉ OU NON);
- LE TAUX DE RÉUSSITE;
- LA RÉPARTITION PAR RÉGION ADMINISTRATIVE;
- LA DATE DE LA PUBLICATION DES RÉSULTATS.

Identificateur de poste	Nombre de postes offerts	Nombre de postulants	Date Période d'affichage	Nature	Taux de réussite	Région administrative	Date de la publication des résultats
Procureur aux poursuites criminelles et pénales (procureur)	Constituer une banque de personnes qualifiées à la fonction de procureur	87 candidatures	Du 18 mars au 16 avril 2024	Processus s'adressant à toute personne répondant aux conditions minimales d'admission	77 %	Vise à pourvoir des postes dans l'ensemble des régions administratives du Québec	12 juin 2024

Le Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) a tenu un processus de qualification visant à constituer une banque de personnes qualifiées à la fonction de procureur aux poursuites criminelles et pénales (banque) :

- le nom des personnes ayant réussi la procédure d'évaluation est inscrit dans la banque, laquelle a une durée de vie indéterminée puisqu'elle est réalimentée à chaque processus en fonction des besoins. Pour cette raison, le nombre de postes offerts n'est pas disponible;
- ce processus est indépendant de ceux qui régissent la dotation des postes du personnel nommé en vertu de la *Loi sur la fonction publique*. Les conditions et règles de ces derniers ne sont pas applicables.

Le DPCP a également procédé à l'inscription de 38 stagiaires du Barreau dans la banque à la suite de la réussite de leur stage et d'une recommandation du procureur en chef ou du procureur en chef adjoint. Le DPCP n'a pas réalisé de processus de qualification, dits réservés afin de qualifier des candidats possédant le profil recherché.

Question **16**

**POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, LE TOTAL ET LA VENTILATION DES CRÉANCES ET/OU AMENDES À RECOUVRER POUR CHACUNE DES ANNÉES 2014-2015 À 2024-2025, L'ÂGE DE CES CRÉANCES (VENTILÉ PAR ANNÉES) ET LES MOYENS ENTREPRIS POUR LES RECOUVRER. PRÉVISIONS POUR 2025-2026.**

Cette réponse sera répondue par le ministère de la Justice.

# Étude des crédits

2025-2026

DIRECTEUR DES POURSUITES  
CRIMINELLES ET PÉNALES

## Renseignements particuliers du 3<sup>e</sup> groupe d'opposition

Document préparé par le  
Directeur des poursuites criminelles et pénales

# Demande de renseignements particuliers du 3<sup>e</sup> groupe d'opposition

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements		Page
P.1	Indiquer la somme dépensée en 2024-2025 (prévisions pour 2025-2026) par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).	3
P.2	Pour chacun des organismes, agences ou autres instances relevant du ministère pour l'année 2024-2025, indiquer : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) La liste des employés ou des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ;</li> <li>b) La liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat ; inclure leur rémunération ;</li> <li>c) La liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat ; inclure leur rémunération et leur cv ;</li> <li>d) La liste des personnes ayant démissionné de leur poste ;</li> <li>e) Leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.</li> </ul>	4
P.5	Copie du plan directeur informatique triennal ; indiquer les réalisations faites dans les trois dernières années et les prévisions pour 2025-2026. Indiquer également les sommes avancées au ministère de la Justice par le Fonds de suppléance du Conseil du trésor pour le développement des services de certification, et ce, pour assurer la sécurité des échanges électroniques impliquant le gouvernement, ses ministères et ses organismes.	5
P.7	Liste de tous les comités interministériels, comités conjoints, comités-conseils, comités consultatifs, actifs en 2024-2025, dont a fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres instances avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, fournir une copie de tout document produit, et préciser : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Le mandat ;</li> <li>b) Les membres ;</li> <li>c) Le budget ;</li> <li>d) Le nombre de rencontres effectuées en 2024-2025 ;</li> <li>e) Les résultats obtenus en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026.</li> </ul>	6
P.8	Nombre de rencontres fédérales-provinciales-territoriales des ministres et des sous-ministres de la Justice en 2024-2025. Indiquer, pour chacune : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Les coûts ;</li> <li>b) Les dates et lieux ;</li> <li>c) Les personnes présentes ;</li> <li>d) Les sujets à l'ordre du jour ;</li> <li>e) Les résultats obtenus et les prévisions pour 2025-2026 (inclure une copie de tout rapport et de toute entente renouvelée) ;</li> <li>f) Les rencontres inscrites à l'agenda 2025-2026.</li> </ul>	25
P.39	Liste des mandats accordés en 2024-2025 à des avocats de la pratique privée, à des professeurs de droit ou à des juges par le ministère de la Justice et par tous les autres ministères et organismes du gouvernement. Préciser : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Le nom et l'adresse du professionnel ;</li> <li>b) La description du mandat ; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une prolongation ;</li> <li>c) Le coût horaire et le coût total du mandat jusqu'à maintenant. <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une dérogation quant au taux horaire applicable ;</li> </ul> </li> <li>d) Les prévisions des coûts pour 2025-2026 et pour l'ensemble du mandat confié ;</li> <li>e) Le nom de l'étude, du cabinet ou de la société du professionnel, le cas échéant.</li> </ul>	26

Demande de renseignements		Page
P.64	Au 31 mars 2025, le nombre de substituts du Procureur général relevant du DPCP pour chaque district judiciaire.	27
P.65	Pour les trois dernières années, le nombre de procureurs ayant démissionné. Indiquer les dépenses liées à leur départ.	30
P.66	Pour les trois dernières années, la liste des procureurs cadres ayant fait l'objet d'une réaffectation.	31
P.68	Pour les trois dernières années, pour chaque district judiciaire, le nombre de dossiers qui ont bénéficié de programmes de non-judiciarisation, en indiquant les types d'infraction (vols, voies de fait, etc.).	32
P.69	La liste et l'état des principales causes pendantes en matière criminelle au 31 mars 2025.	36
P.70	Statistiques sur le nombre d'accusés libérés à la suite d'une requête en arrêt des procédures pour délais déraisonnables depuis l'arrêt R. c. Jordan rendu le 8 juillet 2016. Indiquer le nombre de requêtes présentées, le nombre de requêtes entendues, le nombre de procès abandonnés, le nombre de dossiers à risque dans les 6 prochains mois, 1 an, 2 ans.	37
P.71	Nombre de rencontres du comité fédéral-provincial des poursuivants en 2024-2025. Fournir tout document déposé et indiquer : a) Les coûts ; b) Les dates et lieux ; c) Les personnes présentes ; d) Les sujets à l'ordre du jour.	38
P.73	Copie des avis juridiques fournis par le DPCP à l'UPAC dans le cadre de l'enquête Mâchurer.	39
P.74	Pour les trois dernières années, indiquer le nombre de dossiers qui n'ont pas fait l'objet d'accusations par le DPCP.	40
P.80	Liste des poursuites intentées par le DPCP à la suite des vérifications ou des enquêtes effectués par le MAMH ou la commission municipale auprès des municipalités, d'élus ou de fonctionnaires municipaux.	41
P.81	Pour 2024-2025, indiquer les sommes investies pour la mise en œuvre de la politique québécoise en matière d'agression sexuelle et les sommes prévues pour l'année 2025-2026. État de situation, au 31 mars 2025, de sa mise en œuvre.	42
P.87	Nombre de procureurs embauchés ou sélectionnés pour répondre aux besoins du tribunal spécialisé pour les victimes de violence sexuelle ou conjugale.	43
P.92	Liste des dossiers rejetés par le DPCP en matière de violence sexuelle ou conjugale depuis 3 ans.	44
P.101	Nombre d'accusations portées par le DPCP pour des crimes homophobes ou transphobes au cours des 3 dernières années.	45
P.121	Au cours des 3 dernières années, liste des causes portées en appel par le procureur général.	46
P.129	Nombre de poursuites, par région, intentées en 2024-2025 par le DPCP relativement à des infractions à la Charte de la langue française (L.R.Q. chap. C.11), incluant le tableau des résultats et la ventilation par article.	47
P.132	Concernant la lutte à la violence conjugale et familiale, fournir : a) Une ventilation des budgets alloués pour combattre le phénomène de la violence conjugale et familiale en 2024-2025 ; prévision pour 2025-2026 ; b) Le bilan de la mise en œuvre du plan d'action 2018-2023.	48
P.145	État de situation, incluant les sommes budgétées et dépensées en 2025-2026, de la mise en œuvre du plan Plan pour moderniser le système de justice 2024-2025.	51

N.B. À moins d'indications contraires, les données présentées dans le cadre de l'étude des crédits sont établies en date du 31 janvier 2025.

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

Renseignements particuliers (PQ)

Étude des crédits 2025-2026

Question **01**

**INDIQUER LA SOMME DÉPENSÉE EN 2024-2025 (PRÉVISIONS POUR 2025-2026) PAR VOTRE MINISTÈRE ET SES ORGANISMES POUR L'INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION. PRÉCISER S'IL S'AGIT D'ACHATS DE LOGICIELS, DE MATÉRIEL OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ).**

	<b>2024-2025<sup>1</sup></b>
<b>Logiciels</b>	60 034,51 \$
<b>Matériel</b>	615 463,18 \$
<b>Services professionnels</b>	
• Interne	9 123 033,65 \$
• Externe	366 060,04 \$
<b>Services de nature technique</b>	369 049,16 \$
<b>Opérations courantes de la Direction générale associée aux technologies de l'information</b>	329 274,71 \$
<b>Sous-total</b>	<b>10 862 915,25 \$</b>
<b>Rémunération interne</b>	3 552 189,75 \$
<b>Total</b>	<b>14 415 105,00 \$</b>

<sup>1</sup> Dépenses réelles enregistrées au système SAGIR en date du 31 janvier 2025.

Question **02**

**POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES RELEVANT DU MINISTÈRE POUR L'ANNÉE 2024-2025, INDIQUER :**

- A) LA LISTE DES EMPLOYÉS OU DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, EN INDIQUANT LE POSTE QU'ILS OCCUPENT ET LEUR RÉMUNÉRATION;**
- B) LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT; INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION;**
- C) LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT; INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV;**
- D) LA LISTE DES PERSONNES AYANT DÉMISSIONNÉ DE LEUR POSTE;**
- E) LEURS FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE VOYAGE, DE REPAS ET DE REPRÉSENTATION.**

Cette question ne s'applique pas au Directeur des poursuites criminelles et pénales puisqu'il n'y a aucun conseil d'administration.

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

Renseignements particuliers (PQ)

Étude des crédits 2025-2026

Question **05**

**COPIE DU PLAN DIRECTEUR INFORMATIQUE TRIENNAL; INDIQUER LES RÉALISATIONS FAITES DANS LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET LES PRÉVISIONS POUR 2025-2026. INDIQUER ÉGALEMENT LES SOMMES AVANCÉES AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION, ET CE, POUR ASSURER LA SÉCURITÉ DES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES IMPLIQUANT LE GOUVERNEMENT, SES MINISTÈRES ET ORGANISMES.**

Projet	Statut du projet	Étape en cours
Transcription vidéos	Avant-projet	Analyse d'opportunité
Mettre en œuvre une solution sécuritaire de partage d'informations avec les partenaires (Sendsecure)	En cours	Analyse d'opportunité en cours dans le but d'évaluer l'utilisation de la solution dans le cadre des comparutions par visioconférence les fins de semaines et de leur implantation sur semaine.
Programme de gestion électronique des dossiers de poursuite	Suspendu	Le projet « <i>Déploiement des solutions d'affaires – Volet criminel</i> » a été suspendu au <a href="#">Tableau de bord des projets en ressources informationnelles du gouvernement du Québec</a> puisque le déploiement des solutions d'affaires exige une révision des efforts en matière de concertation et de coordination avec les parties prenantes concernées. La diversité de l'écosystème technologique et l'arrimage avec les projets des partenaires présentent en effet un défi important pour la réalisation de la transformation numérique du DPCP. Par ailleurs, des travaux de stabilisation des solutions et de rehaussement technologique étaient nécessaires en vue du déploiement des solutions et ainsi assurer leur non-obsolésence et leur sécurité. Aussi, un moratoire est en place sur l'utilisation des solutions alors que des analyses sont en cours en collaboration entre le DPCP et le MJQ afin d'obtenir une confirmation que les solutions peuvent atteindre un niveau de stabilité, de disponibilité, de fiabilité, de performance et de sécurité suffisant ainsi qu'une évaluation des travaux requis sur le plan technologique pour en permettre le déploiement.

Aucune somme n'a été avancée en 2024-2025 par le fonds de suppléance du Conseil du trésor.

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

Renseignements particuliers (PQ)

Étude des crédits 2025-2026

Question **07**

**LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS, COMITÉS CONJOINTS, COMITÉS-CONSEILS, COMITÉS CONSULTATIFS, ACTIFS EN 2024-2025, DONT A FAIT PARTIE LE MINISTÈRE OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES. POUR CHAQUE COMITÉ, FOURNIR UNE COPIE DE TOUT DOCUMENT PRODUIT, ET PRÉCISER :**

- A. LE MANDAT;**
- B. LES MEMBRES;**
- C. LE BUDGET;**
- D. LE NOMBRE DE RENCONTRES EFFECTUÉES EN 2024-2025;**
- E. LES RÉSULTATS OBTENUS EN 2024-2025 ET LES PRÉVISIONS POUR 2025-2026.**

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2024-2025
Comité régional mixte des représentants de la justice pénale	Faciliter la communication pour la recherche de solutions pratiques dans la gestion des dossiers avec des partenaires des autres ministères des gouvernements du Québec et du Canada.	M <sup>e</sup> Audrey Roy-Cloutier	5
Comité stratégique en sécurité urbaine de Montréal – CoSSUM – Comité stratégique et directeur	Ces comités ont pour mandat d'assurer la complémentarité des actions mises en œuvre en sécurité urbaine par tous les acteurs gouvernementaux et institutionnels concernés, définir les interventions les plus urgentes à mettre en œuvre et définir une stratégie régionale de prévention en sécurité urbaine à moyen et à long terme.	M <sup>e</sup> Véronic Champagne M <sup>e</sup> Ellen Baulne	4
Groupe de travail interministériel – Tribunal spécialisé	Participer aux travaux concernant la mise sur pied du tribunal spécialisé en matière de violences sexuelles et de violence conjugale. Le groupe de travail est dirigé par M. Gabriel Lacroix-Dufour. Plusieurs partenaires sont présents. Ce groupe a été créé à la suite du dépôt du rapport Rebâtir la confiance dont une des recommandations était la création d'un tribunal spécialisé. Ce groupe de travail a produit un premier rapport le 19 août 2021. Les travaux se poursuivent depuis.	M <sup>e</sup> Anny Bernier (jusqu'au 15 octobre 2024) M <sup>e</sup> Audrey Mercier-Turgeon M <sup>e</sup> Jennifer Landry M <sup>e</sup> Héroïse Denicourt	2

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2024-2025
Comité sur le renouvellement de l'entente de communication des renseignements entre le Service correctionnel du Canada et le DPCP	Renouveler l'entente relative aux informations concernant les sentences de 1995 conclue entre le Canada et le Québec.	M <sup>e</sup> Annouck Balzer M <sup>e</sup> Nicolas Glendenning M <sup>e</sup> Melissa-Ann McFarland M. Dominic Saindon	1
Comité coordination des hauts fonctionnaires (CCHF)	Soulever les enjeux juridiques des provinces, échanger sur les meilleures pratiques, discuter des points à soulever aux réunions des ministres et sous-ministres FPT.	M <sup>e</sup> Denisa Chrastinova M <sup>e</sup> Anthony Cotnoir	2
Comité des hauts fonctionnaires – Justice pour les jeunes (CCHF-JJ)	Soulever les enjeux juridiques des provinces, échanger sur les meilleures pratiques, discuter des points à soulever aux réunions des ministres et sous-ministres FPT en lien avec la justice pénale chez les adolescents.	M <sup>e</sup> Véronic Champagne	5
Conférence pour l'harmonisation des lois au Canada (CHLC)	Discuter des modifications à apporter aux lois en matière criminelle et pénale.	M <sup>e</sup> Anny Bernier (jusqu'au 15 octobre 2024) M <sup>e</sup> Nicolas Abran M <sup>e</sup> Daphné Godin-Garito M <sup>e</sup> Anthony Cotnoir	1
Conférence pour l'harmonisation des lois au Canada (CHLC) – Section pénale	Puisque la responsabilité constitutionnelle du système canadien de justice pénale est partagée entre les gouvernements fédéral, provincial et territorial, cette section offre une occasion unique de déterminer les enjeux juridiques et opérationnels à traiter et elle donne la possibilité de formuler des recommandations de réforme législative dans le domaine du droit pénal.	M <sup>e</sup> Anny Bernier (jusqu'au 15 octobre 2024)	9
Comité des hauts dirigeants – services intégrés en abus et maltraitance (SIAM)	Comité formé des hauts dirigeants des organismes partenaires du SIAM qui sont responsables de déterminer les orientations du projet.	M <sup>e</sup> Audrey Mercier-Turgeon	1
Comité d'élaboration et de suivi du Plan d'action gouvernemental pour contrer la maltraitance envers les personnes âgées 2022-2027 (PAM3)	Assurer le suivi de la mise en œuvre du Programme des aînés en maltraitance (PAM).	M <sup>e</sup> Frédérique Bouvier M <sup>e</sup> Audrey Roy-Cloutier	1

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2024-2025
Comité national aviseur pour le suivi de l'Entente-cadre nationale pour contrer la maltraitance envers les personnes âgées et le suivi des processus d'intervention concertés (PIC)	Assurer la coordination de la mise en œuvre, de la mise en application et du suivi d'un processus d'intervention concerté dans chacune des régions sociosanitaires du Québec.	M <sup>e</sup> Frédérique Bouvier M <sup>e</sup> Audrey Roy-Cloutier	1
Sous-comité concernant l'échange de renseignements et la levée du secret professionnel chez les partenaires des processus d'intervention concertés	Favoriser l'évolution des pratiques et des « croyances véhiculées » concernant l'échange de renseignements personnels et la levée de la confidentialité, dans le contexte des PIC, afin de partager une vision commune des possibilités en la matière.	M <sup>e</sup> Frédérique Bouvier	6
Comité des responsables nationaux de l'Entente multisectorielle relative aux enfants victimes d'abus sexuels, d'abus physiques ou de négligence grave	Assurer le suivi de l'Entente multisectorielle relative aux enfants victimes d'abus sexuels, d'abus physiques ou de négligence grave par tous les partenaires concernés et l'application de la procédure d'intervention sociojudiciaire.	M <sup>e</sup> Julie Pelletier	7
Comité d'orientation en violence sexuelle, conjugale et familiale – niveau de sous-ministres associé(e)s et de sous-ministres adjoint(e)s	Échanger au niveau SMA et directeur sur le suivi des recommandations du Comité d'experts	M <sup>e</sup> Anny Bernier (jusqu'au 15 octobre 2024) M <sup>e</sup> Audrey Mercier-Turgeon	2
Comité d'examen des décès d'enfants du Bureau du coroner	Étude systématique des cas de décès d'enfants qui a fait l'objet d'un avis au coroner en vue de dégager des constats et des enjeux systémiques dans le but de : - s'assurer de l'existence et de l'utilisation appropriée des outils, protocoles et méthodes d'enquête des décès d'enfants; - éclairer le coroner investigateur sur des questions spécifiques; - promouvoir des pratiques exemplaires.	M <sup>e</sup> Julie Pelletier	3
Comité des sous-ministres – nouvelle stratégie violence conjugale et rebâtir la confiance	Proposer des actions ou une stratégie aux autorités gouvernementales dans le cadre de la mise en œuvre de la <i>Politique d'intervention en matière de violence conjugale</i> , des orientations gouvernementales en matière d'agression sexuelle en lien avec la <i>Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021</i> .	M <sup>e</sup> Anny Bernier (jusqu'au 15 octobre 2024)	1

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2024-2025
Comité consultatif sur la violence conjugale et la pratique judiciaire « Améliorer la pratique judiciaire pour accroître la sécurité des femmes victimes de violence conjugale ».	Ce comité a été créé par le regroupement des maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale en novembre 2021. Son but est d'améliorer le traitement judiciaire de la violence conjugale afin de lever les obstacles systémiques auxquels les femmes font face dans le processus de justice, particulièrement certaines d'entre elles, de manière à accroître leur sécurité. Pour ce faire, l'objectif est essentiellement de faire connaître le concept de contrôle coercitif aux acteurs du système judiciaire afin qu'ils connaissent mieux les différentes manifestations de la violence conjugale et qu'ils disposent d'outils pour mieux les documenter et les faire valoir devant le tribunal afin que celui-ci assure davantage les droits de ces victimes.	M <sup>e</sup> Maya Ducasse-Hathi M <sup>e</sup> Isabelle Dorion	4
Table de concertation nationale sur l'intervention policière en violence conjugale	Le mandat de la Table est de favoriser, par la concertation entre les services de police et le MSP, l'émergence et le rayonnement des meilleures pratiques policières pour prévenir et contrer la violence conjugale dans une perspective d'optimisation de l'intervention policière et d'amélioration continue.	M <sup>e</sup> Maya Ducasse-Hathi M <sup>e</sup> Isabelle Dorion	2
Comité interministériel Rebâtir la confiance <sup>1</sup>	Comité visant à réunir les différents ministères afin d'assurer le suivi des recommandations du rapport du comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale.	M <sup>e</sup> Anny Bernier (jusqu'au 15 octobre 2024) M <sup>e</sup> Audrey Mercier-Turgeon	0
Comité interministériel sur le tribunal spécialisé	Comité piloté par le MJQ visant à réunir les différents partenaires en lien avec la mise en œuvre d'un tribunal spécialisé en violence sexuelle et conjugale.	M <sup>e</sup> Anny Bernier (jusqu'au 15 octobre 2024) M <sup>e</sup> Audrey Mercier-Turgeon	1
Comité interministériel de coordination en matière de violence conjugale et sexuelle – Niveau professionnel	Assurer la coordination de l'intervention gouvernementale en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle. Il relève du comité des sous-ministres – dossiers violence conjugale et agressions sexuelles.	M <sup>e</sup> Eliane Beaulieu M <sup>e</sup> Isabelle Dorion	1

<sup>1</sup> Le Comité interministériel Rebâtir la confiance a été remplacée par le Comité interministériel de coordination en matière de violence conjugale et sexuelle – Niveau professionne

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2024-2025
Comité interministériel de niveau professionnel en matière de violence conjugale	Favoriser la concertation, la collaboration et l'échange d'information entre les ministères et organismes engagés dans le <i>Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023</i> et dans le <i>Plan d'action spécifique 2020-2025</i> pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et accroître la sécurité des victimes ainsi que dans les actions prioritaires pour contrer la violence conjugale et les féminicides et contribuer au suivi et à la reddition de comptes de ces plans d'action.	M <sup>e</sup> Isabelle Dorion	1
Comité d'examen des décès liés à la violence conjugale du Bureau du coroner	Sous la responsabilité du coroner en chef, le comité exerce trois rôles en lien avec les décès survenus dans un contexte de violence conjugale au Québec, soit d'étudier un certain nombre de cas de décès qui ont fait l'objet d'un avis au coroner, de fournir des conseils au coroner sur des questions spécifiques et de partager les connaissances des membres en lien avec les décès survenus dans un contexte de violence conjugale.	M <sup>e</sup> Isabelle Dorion	9
Comité de coordination interministérielle sur le suivi des recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs.	Identifier les ministères et organismes pouvant être porteurs ou collaborateurs à la mise en œuvre d'actions découlant des recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs et élaborer un plan d'action. Suivi des réalisations des actions du plan d'action.	M <sup>e</sup> Marilène Laviolette M <sup>e</sup> Annouck Balzer	1
Comité permanent conjoint de liaison entre le MJQ et le DPCP	S'assurer que les dossiers soulevant des questions juridiques d'intérêt commun reçoivent un traitement approprié.	M <sup>e</sup> Nicolas Abran M <sup>e</sup> Benoit Lauzon	2
Comité OREC-UPAC et DPCP	Le comité a pour but la coordination, la planification, la compréhension, la diffusion et l'uniformisation des conseils juridiques requis par l'Unité permanente anticorruption (UPAC) en cours d'enquêtes et de procès, dont la responsabilité relève du Bureau de la grande criminalité et des affaires spéciales.	M <sup>e</sup> Patrice Peltier-Rivest	5

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2024-2025
Comité stratégique sur l'utilisation des caméras portatives par les policiers	<p>Identifier les attentes citoyennes en regard de l'utilisation de la caméra portative par les policiers. Réexaminer, en tenant compte de l'évolution de la situation, les enjeux qui ont été identifiés en 2019 dans le cadre du comité de travail, sur le plan technique, juridique, organisationnel et financier de l'utilisation de la caméra portative.</p> <p>Constituer des groupes de travail (notamment juridique et technologique), déterminer leurs mandats et superviser ces groupes de travail.</p> <p>Déterminer les situations où l'utilisation de la caméra portative par les policiers permettrait de répondre aux attentes citoyennes et aux objectifs, dans une perspective de gestion des risques.</p> <p>Déterminer les balises d'utilisation de la caméra portative par les policiers.</p> <p>Réaliser une coordination stratégique d'un projet pilote avec la Sûreté du Québec (SQ).</p> <p>Analyser les constats dégagés des différents groupes de travail, du groupe d'action pour lutter contre le racisme, du Comité consultatif sur la réalité policière ainsi que du projet pilote.</p> <p>Déterminer les pistes de solutions afin de munir des policiers, selon les modalités définies, le cas échéant, de caméras portatives.</p>	M <sup>e</sup> Sophie Lamarre	1
Comité directeur de l'Autorité des marchés financiers	<p>Assurer la coordination des opérations et déterminer l'orientation des dossiers en matière de crimes commis sur les marchés financiers.</p> <p>Ce comité sert surtout à faire un suivi sur les dossiers en cours et ceux à venir.</p>	M <sup>e</sup> Paul J. Mercier	3
Comité de travail interministériel sur l'intimidation	Comité regroupant plusieurs ministères ayant participé à la mise en œuvre du Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025 et qui a pour mandat d'en assurer le suivi.	M <sup>e</sup> Véronic Champagne	4
Table provinciale sur la sécurité scolaire (TPSS)	Consultations et réflexions communes de différents intervenants qui œuvrent auprès des jeunes pour le suivi du plan d'action concerté de lutte contre l'intimidation.	M <sup>e</sup> Véronic Champagne M <sup>e</sup> Maxime Ouellette	4

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2024-2025
Sous-comité amendements techniques et de fonds – CCHF – JJ	Le SCML a pour mandat de servir de tribune pour assurer un suivi et établir un dialogue permanent en ce qui concerne les questions stratégiques techniques et de fond qui sont relatives à la <i>Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents</i> (LSJPA). Le SCML s'efforcera de cerner et, si possible, de résoudre les questions de nature technique de la LSJPA au moyen de modifications législatives. Le SCML sera également responsable de cerner les questions politiques de fond existantes et émergentes relatives à la justice pour les jeunes et à la LSJPA qui pourraient être traitées par des modifications législatives.	M <sup>e</sup> Véronic Champagne	3
Comité interministériel de coordination et pérennisation du projet SEXTO	Comité assumant les activités liées à la coordination et à l'administration de la mise en œuvre de la méthode SEXTO : développement, promotion, coordination, formation.	M <sup>e</sup> Marc Forgues M <sup>e</sup> Véronic champagne	1
Criminal Justice Committee	Les différents intervenants s'entendent pour définir leurs engagements et les mécanismes de coordination en vue d'accroître et faciliter la collaboration et la complémentarité des services offerts au sein de la région de Maniwaki de manière à répondre le plus adéquatement possible aux besoins de la clientèle autochtone.	M <sup>e</sup> Pierre-Olivier Gagnon M <sup>e</sup> Marie-Ève Froment M <sup>e</sup> Isabelle Bouchard	3
Comité de sous-ministres adjoints/Plan d'action gouvernemental social et culturel des Premières Nations et des Inuits	Ce comité assure la concertation à un niveau décisionnel, l'application des orientations gouvernementales et la cohérence des actions en matière de développement social et culturel autochtone.	M <sup>e</sup> Anny Bernier (jusqu'au 15 octobre 2024)	1
Forum sociojudiciaire autochtone	Documenter l'état des services disponibles, identifier les problématiques et assurer une vigie. Partager des informations à caractère sociojudiciaire liées aux enjeux sociaux et aux actions pouvant être prises chez les Premières Nations et les Inuits du Québec.	M <sup>e</sup> Véronic Picard M <sup>e</sup> Hippolite Brin	1
Comité québécois de coordination du programme de traitement de la toxicomanie de la Cour du Québec (PTTCQ)	Coordonner la mise en application harmonieuse du PTTCQ au Québec.	M <sup>e</sup> Véronique Breton M <sup>e</sup> Paul Rouillard	4

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2024-2025
Comité de concertation entre la Commission d'examen des troubles mentaux et le DPCP	Échanger sur les problématiques rencontrées et les meilleures pratiques à mettre en place entre la Commission d'examen des troubles mentaux (CETM) et le DPCP relativement aux audiences devant la CETM.	M <sup>e</sup> Anny Bernier (jusqu'au 15 octobre 2024) M <sup>e</sup> Audrey Mercier-Turgeon M <sup>e</sup> Nicolas Glendenning M <sup>e</sup> Megan Côté M <sup>e</sup> Magalie Provost M <sup>e</sup> Caroline Rivard	3
Comité consultatif entre la CETM, le MSP, l'ENPQ, les corps policiers, le MSSS et le DPCP	Élaborer une formation à l'attention des corps policiers et du milieu hospitalier en réponse à la recommandation 29 adressée à la CETM dans le rapport d'enquête de la coroner Kamel concernant le décès de Maureen Breault : <i>[R-29] Informer et former les milieux hospitaliers (dont les contentieux) et les corps policiers des leviers à leurs dispositions lors d'une prise en charge d'un citoyen par la CETM.</i>	M <sup>e</sup> Megan Côté M <sup>e</sup> Magalie Provost	2
Comité de liaison permanent regroupant des représentants de tous les ministères et organismes impliqués (CETM)	Optimiser, de façon continue, les processus de prise en charge des personnes ayant été déclarées non criminellement responsables ou inaptes ainsi que les mécanismes d'échange de l'information entre les organismes appelés à intervenir auprès de ces personnes.	M <sup>e</sup> Nicolas Glendenning	3
Sous-comité de liaison permanent (CETM)	Volet pratique - Optimiser, de façon continue, les processus de prise en charge des personnes ayant été déclarées non criminellement responsables ou inaptes ainsi que les mécanismes d'échange de l'information entre les organismes appelés à intervenir auprès de ces personnes.	M <sup>e</sup> Megan Côté M <sup>e</sup> Magalie Provost	1
Comité interministériel concernant le projet de loi n° 66 « <i>Loi visant à renforcer le suivi des personnes faisant l'objet d'un verdict de non-responsabilité criminelle pour cause de troubles mentaux ou d'inaptitude à subir leur procès</i> »	Mandat confié au Sous-ministériat des services correctionnels (SMSC) d'élaborer un projet de loi sur l'implication des Services correctionnels du Québec (SCQ) dans le suivi des décisions de la CETM, pour une meilleure protection du public. Ce comité a pour mandat de définir les balises d'implication des SCQ, d'établir les mécanismes d'accès aux renseignements et le partage d'information et de déterminer le processus de signalement des manquements.	M <sup>e</sup> Nicolas Glendenning M <sup>e</sup> Melissa-Ann McFarland M <sup>e</sup> Megan Côté M <sup>e</sup> Caroline Rivard M <sup>e</sup> Magalie Provost M <sup>e</sup> Karine Cardinal-Émond	11
Comité de suivi et de déploiement du programme de mesures de rechange général (PMRG)	Ce comité assure la concertation concernant le suivi et le déploiement du PMRG.	M <sup>e</sup> Véronique Breton	2

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2024-2025
Comité des hauts dirigeants – transformation de la justice	Ce comité, sous la responsabilité du sous-ministre de la Justice, a pour mandat d’assurer la gouvernance des travaux réalisés dans le cadre de la transformation de la justice. Il réunit donc les hauts dirigeants des différents partenaires et assure un <i>leadership</i> stratégique dans le déploiement et la réalisation de la transformation.	M <sup>e</sup> Patrick Michel M <sup>e</sup> Sophie Lamarre	1
Federal-provincial-territorial heads of prosecutions (HOP) / Chefs des poursuites pénales fédérales, provinciales et territoriales	Forum national permettant aux services des poursuites du Canada d’aborder les problèmes relatifs aux poursuites et d’échanger des renseignements et des pratiques exemplaires sur des questions de fond et de gestion.	M <sup>e</sup> Patrick Michel M <sup>e</sup> Anny Bernier (jusqu’au 15 octobre 2024) M <sup>e</sup> Sophie Lamarre	2
Table Justice Québec	Ce comité, regroupant les principaux acteurs du milieu du droit et de la justice au Québec, travaille à l’élaboration d’une stratégie visant à réduire les délais judiciaires en matière criminelle.	M <sup>e</sup> Patrick Michel M <sup>e</sup> Sophie Lamarre M <sup>e</sup> Justin Tremblay	2
Comité sur le système de justice au Nunavik du Barreau du Québec	Le Comité axe ses travaux sur cinq priorités, soit : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Offre de services juridiques au Nunavik;</li> <li>• Formation des avocats;</li> <li>• Soutien et accompagnement du Barreau pour les avocats au Nunavik;</li> <li>• Campagne d’information sur le rôle et les services du Barreau;</li> <li>• Enjeux liés à l’administration de la justice – implication du Barreau.</li> </ul>	M <sup>e</sup> Anny Bernier (jusqu’au 15 octobre 2024) M <sup>e</sup> Véronic Picard	2
Comité interministériel - Conditions troubles mentaux	Mise en place d’un comité de liaison permanent qui vise à optimiser la collaboration entre les différents intervenants et optimiser le processus entourant le partage d’information et les communications avec la Commission d’examen des troubles mentaux.	M <sup>e</sup> Patrick Michel M <sup>e</sup> Anny Bernier (jusqu’au 15 octobre 2024)	6
Comité interministériel - Radars photos	Le Comité fixe les orientations quant à la révision du modèle actuel, notamment en ce qui a trait aux stratégies d’opération, au traitement des infractions et au partage des rôles et responsabilités avec les municipalités qui souhaiteraient participer au programme.	M <sup>e</sup> Anny Bernier (jusqu’au 15 octobre 2024) M <sup>e</sup> Karen Bédard	5

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2024-2025
Table de concertation en matière de sécurité	Discuter des enjeux en matière de sécurité dans les palais de justice. La table centrale de coordination constitue le forum où sont discutées et proposées des orientations sur des sujets d'intérêt provincial. Elle assure généralement le suivi des travaux effectués par les tables de concertation régionales.	M <sup>e</sup> Sophie Lamarre	1
Comité intersectoriel sur les décès par acte criminel	Le comité vise à favoriser les échanges d'expertise et développer des pratiques concertées afin d'offrir aux proches endeuillés des services répondant mieux à leurs besoins découlant de l'acte criminel commis.	M <sup>e</sup> Anne-Andrée Charette M <sup>e</sup> Paul Rouillard	2
Comité central du plan de lutte contre l'intimidation des intervenants du système judiciaire	Comité assurant le partage d'information et des meilleures pratiques en matière d'intimidation des intervenants du système judiciaire, suivant le plan de lutte à l'intimidation mis sur pied en 2001. La coordination du comité est effectuée par la SQ, section menace extrémiste.	M <sup>e</sup> Nicolas Poulin M <sup>e</sup> Justin Tremblay M <sup>e</sup> Jean Caron M. Sylvain Chabot M. Patrick Dubé	2
Comité national d'écoute électronique (CNÉÉ) – National Wiretap Expert Committee	Présentation de nouvelles technologies et pratique en matière d'écoute électronique. Réunion annuelle à laquelle participent les corps policiers, les poursuivants des provinces et fédéraux et des experts policiers.	M <sup>e</sup> Robert Benoit	1
Comité restreint – Comparution la fin de semaine et les journées fériées	Échanger sur les problématiques rencontrées lors de la mise en œuvre au sein d'une nouvelle région, établir de nouvelles procédures. Comité avec le MSP, MJQ, la magistrature ainsi que le DPCP.	M <sup>e</sup> Érika Porter	0
Table interministérielle en itinérance	La table assure la planification et la réalisation des travaux inhérents à la politique nationale de lutte à l'itinérance et au plan d'action qui en découlera sous la coordination du MSSS.	M <sup>e</sup> Véronique Breton	1
Table de concertation des services judiciaires en matière criminelle (section Valleyfield)	Comité d'échange en matière criminelle de différents partenaires (DPJ, représentant du Barreau, Magistrature, représentant de l'Association des avocats de la défense, MJQ, DPCP)	M <sup>e</sup> Pierre-Olivier Gagnon M <sup>e</sup> Mariève Rondeau-Desjardins	2

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2024-2025
Table de concertation des services judiciaires en matière criminelle (section Mont-Laurier)	Comité d'échange en matière criminelle de différents partenaires (DPJ, représentant du Barreau, Magistrature, représentant de l'Association des avocats de la défense, MJQ, DPCP)	M <sup>e</sup> Pierre-Olivier Gagnon M <sup>e</sup> François Santerre M <sup>e</sup> Jean-Michel Baril M <sup>e</sup> Mathieu Chapdelaine M <sup>e</sup> Neil Demmerle-Shantz	2
Table de concertation des services judiciaires en matière criminelle (section Gatineau)	Comité d'échange en matière criminelle de différents partenaires (DPJ, représentant du Barreau, Magistrature, représentant de l'Association des avocats de la défense, MJQ, DPCP)	M <sup>e</sup> Pierre-Olivier Gagnon M <sup>e</sup> François Santerre M <sup>e</sup> Marie-Hélène Magnan M <sup>e</sup> Isabelle Bouchard	2
Comité – Sécurité dans les palais de justice	Comité en lien avec la sécurité dans les palais de justice. Comité formé d'intervenants du MJQ, du MSP et du DPCP discutant des enjeux de sécurité, rôles et responsabilités et mise à jour de l'entente de gestion concernant la sécurité dans les palais de justice.	M <sup>me</sup> Linda Gauthier M. Jude Renel Cantave M. Sylvain Chabot M. Patrick Dubé	3
Comité provincial Centaure	Comité stratégique créé dans le cadre de la stratégie Centaure portant sur la violence armée au Québec et impliquant plusieurs partenaires dont notamment la SQ, le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), le Service de police de la Ville de Québec (SPVQ), le Service des poursuites pénales du Canada (SPPC), le Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale (LSJML), l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC), la Gendarmerie royale du Canada (GRC), le Centre de dépistage des armes à feu du Québec ainsi que le contrôleur des armes à feu.	M <sup>e</sup> Danny Lemieux	1
Comité directeur ACCES construction	Contribuer, par des actions concertées, à accroître la conformité des entrepreneurs, des employeurs et des travailleurs du secteur de la construction à l'égard des diverses obligations légales auxquelles ils sont assujettis.	M <sup>e</sup> Karen Bédard M <sup>e</sup> Marie-Pier Champagne	3
Comité des coordonnateurs ACCES alcool	Déterminer les meilleures pratiques en termes d'inspection et d'enquête et définir le cadre des poursuites qui seront soumises relativement aux lois en matière de boissons alcooliques.	M <sup>e</sup> Étienne Proteau	1

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2024-2025
Comité tactique ACCES alcool	Coordonner l'implication des différents partenaires sur les mesures permettant d'assurer l'efficacité du programme visant à contrer l'économie souterraine.	M <sup>e</sup> Étienne Proteau	2
Comité d'exploitation et d'intégration de projet (phase 3) en matière de radar photo	Coordonner les travaux des différents comités de la phase 3 et s'assurer du respect des échéanciers.	M <sup>e</sup> Kathy Bergeron	28
Comité ACCES cannabis	Rechercher des solutions permettant de rendre moins accessible le cannabis illicite.	M <sup>e</sup> Kathy Bergeron M <sup>e</sup> Marc-Olivier Vachon-Lavallée M <sup>e</sup> Paul Mercier	2
Table d'échange en droit autochtone	Susciter les échanges en matière de droit autochtone.	M <sup>e</sup> Cathy Fortin	2
Table de concertation des communications ADPQ-DPCP	Cette table est l'occasion de partager les bonnes pratiques en matière de communication, de favoriser les contacts interpersonnels et de créer des canaux de communications fluides entre le DPCP et les organisations policières.	M <sup>e</sup> Patricia Johnson	2
Comité consultatif du Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale (LSJML)	<p>Le rôle du comité consultatif est de fournir des conseils indépendants et externes au LSJML en engageant un dialogue avec les responsables du LSJML et apporter sa contribution par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'élaboration des politiques;</li> <li>• L'élaboration de nouvelles initiatives touchant le service client;</li> <li>• L'étude des questions d'intérêt pour toutes les parties, comme des changements à signaler des formats de rapports, etc.;</li> </ul> <p>Le suivi des progrès réalisés par le LSJML afin d'atteindre ses objectifs.</p>	M <sup>e</sup> Anne-Andrée Charrette M <sup>e</sup> Pauline Lachance	4

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2024-2025
Forum des poursuivants	Lieu d'échange, partage et de discussion sur les enjeux communs des poursuivants publics. Les membres du Forum se rencontreront quatre fois par année en présentiel ou en virtuel.	M <sup>e</sup> Sophie Lamarre M <sup>e</sup> Catherine Dumais	4
Comité directeur de niveau stratégique ADPQ-DPCP	L'Association des directeurs de police du Québec (ADPQ) et le DPCP entretiennent le but commun de mettre en œuvre des mesures efficaces de rapprochement et de coopération fondées sur le développement d'un partenariat indéfectible et durable, et ce, dans l'intérêt supérieur de la justice et de la confiance du public envers ses institutions au Québec.	M <sup>e</sup> Sophie Lamarre M <sup>e</sup> Anny Bernier (jusqu'au 15 octobre 2024)	2
Groupes de travail sur la gestion de la preuve et des enquêtes d'envergure ADPQ-DPCP	Le groupe de travail sur les enquêtes d'envergure est formé pour discuter des enjeux spécifiques aux enquêtes d'envergure, notamment la désignation d'un procureur dès le départ de l'enquête, la cohérence des positions adoptées tout au long des procédures malgré les changements de personnel, la répartition des dossiers d'enquête au DPCP et l'analyse des dossiers en cours d'enquête.  Le groupe de travail est formé pour discuter des enjeux liés à la gestion de la preuve, tel que la divulgation, la traduction et le caviardage soulèvent des enjeux légaux, opérationnels et financiers importants nécessitant des discussions à la fois plus larges et détaillées.	M <sup>e</sup> Sophie Lamarre M <sup>e</sup> Catherine Dumais M <sup>e</sup> Marlène Archer M <sup>e</sup> Dominique Potvin M <sup>e</sup> Bianca Catherine Rossi M <sup>e</sup> Marie-Ève Rodrigue M <sup>e</sup> William Lemay M <sup>e</sup> Danny Lemieux M <sup>e</sup> Valérie Lahaie M <sup>e</sup> Marie-Hélène Magnan M <sup>e</sup> Mélanie Dufour	5
Sous-groupe de travail ADPQ-DPCP protocole de poursuite	Convenir des dispositions à inclure dans un protocole d'entente entre le DPCP et les corps de police concernant la conduite des dossiers généraux et complexes qui :  * exposent clairement les rôles, les responsabilités et les obligations respectifs que chaque partie se donne, aux étapes de l'enquête et de la poursuite;  * énoncent comment les parties peuvent s'entraider et interagir en vue de mener à terme les poursuites permettant la tenue de procès dans des conditions raisonnables;  * contribuent à améliorer la conduite et l'efficacité des poursuites par la mise en œuvre d'approches permettant par le fait même d'améliorer la qualité des enquêtes et, conséquemment, des dossiers présentés devant les tribunaux.  Soumettre le projet de protocole convenu par les membres du sous-groupe au Groupe de travail sur les enquêtes d'envergure.	M <sup>e</sup> Catherine Dumais	1

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2024-2025
Table des conseillers juridiques ADPQ-DPCP	Groupe de discussion portant sur des enjeux légaux ainsi que leur diffusion auprès des policiers et des procureurs.	M <sup>e</sup> Benoit Lauzon	4
Sous-groupe de travail ADPQ-DPCP sur l'autorisation des dossiers	Le mandat du sous-groupe sera de travailler sur les exigences en matière d'autorisation d'un dossier par le DPCP dans le contexte post Jordan, les délais relatifs à ce processus, la rétention des biens saisis (incluant les demandes de prolongation de délai), les exigences relatives à la divulgation de la preuve et les demandes de la défense à cet égard ainsi que les sujets connexes à ces enjeux. Il se penchera également sur l'optimisation des processus liés au délai de comparution au plus tard 24 heures après l'arrestation. Les coordonnateurs ont comme rôle de convoquer les réunions, confectionner les ordres du jour et faire état des discussions	M <sup>e</sup> Marie-Ève Rodrigue M <sup>e</sup> William Lemay M <sup>e</sup> Ellen Baulne	3
Sous-groupe de travail ADPQ-DPCP sur les privilèges et le caviardage	Le sous-groupe a comme mandat de travailler les enjeux relatifs au caviardage et à la protection des privilèges. Les coordonnateurs ont comme rôle de convoquer les réunions, confectionner les ordres du jour et faire état des discussions.	M <sup>e</sup> Danny Lemieux M <sup>e</sup> Jean Campeau	2
Sous-groupe de travail ADPQ-DPCP sur l'intelligence artificielle	Assurer le développement et le maintien des connaissances relativement à l'avancement de l'IA et des nouvelles technologies dans un contexte d'enquêtes policières et de poursuites judiciaires.	M <sup>e</sup> Loubna Zehri	0
Comité sur l'administration de la justice en matière criminelle	Le mandat de ce comité vise à permettre à tous les intervenants de discuter des enjeux en matière de justice pénale et criminelle dans le district de Montréal et d'y élaborer des solutions pérennes.	M <sup>e</sup> Marlène Archer M <sup>e</sup> Jérôme Dussault M <sup>e</sup> Dominique Potvin	1

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2024-2025
Comité exécutif sur les crimes majeurs	Comité présidé par la SQ qui inclut tous les représentants policiers provinciaux. En plus d'échanger sur des dossiers d'enquête ayant une portée provinciale, le comité a également pour mandat d'assurer le partage des meilleures pratiques et des nouveautés dans le domaine des enquêtes criminelles. Enfin, il est également un forum privilégié pour discuter des enjeux juridiques touchant la communauté policière.	M <sup>e</sup> Sophie Lamarre M <sup>e</sup> Catherine Dumais M <sup>e</sup> Benoit Lauzon	3
Table de partage de la formation et de l'information juridique ADPQ-DPCP	Recenser les formations déjà développées, analyser les possibilités de partage et déterminer la faisabilité d'en développer d'autres en partenariat. Trouver un outil de partage en ligne des formations ou de capsules d'information. Participeront le DPCP, la SQ, le SPVQ, l'UPAC, l'ENPQ, un représentant des niveaux 1, 2 et 3 désignés par l'ADPQ et le Commissaire à la déontologie policière.	M <sup>e</sup> Catherine Dumais M <sup>e</sup> Audrey Mercier-Turgeon M <sup>e</sup> Caroline Vallières	3
Table nationale de consultation – Tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale	Cette table de consultation, présidée par le MJQ, regroupe l'ensemble des intervenants judiciaires et communautaires pour discuter des différentes étapes du Tribunal spécialisé ainsi que des formations disponibles ou à venir. Sont présents : l'Association Québécoise Plaidoyer-Victimes, le Barreau du Québec, le Regroupement des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel CALACS, la Fédération des maisons d'hébergement pour femmes, Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale, l'Alliance des maisons de 2 <sup>e</sup> étape pour femmes et enfants victimes de violence conjugale, le Réseau des Centres d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC), l'Association des avocats de défense, l'Association des services de réhabilitation du Québec, les CLÉS, le réseau À Cœur d'homme, Regroupement des organismes québécois pour hommes agressés sexuellement, le Regroupement des intervenants en matière d'agression sexuelle, Femmes autochtones Québec	M <sup>e</sup> Audrey Mercier-Turgeon.	2
Head Of Prosecution cybercrime subcommittee	Ce Comité regroupe des procureurs œuvrant en cybercriminalité de différentes provinces dans le Canada et vise à échanger sur les problématiques et les différentes pratiques vécues par les poursuivants en matière de cybercriminalité.	M <sup>e</sup> Mileyne Grégoire M <sup>e</sup> Joanny H. St-Pierre M <sup>e</sup> Pauline Lachance M <sup>e</sup> Joëlle Huot	4

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2024-2025
Comité sur les caméras d'intervention	Comité du MSP dont l'objectif est de déterminer l'impact des caméras d'intervention (caméras portées par les policiers) sur le système de justice.	M <sup>e</sup> Anthony Cotnoir M <sup>e</sup> Karine Therrien M <sup>e</sup> Nicolas Abran	2
Projet de hiérarchisation des services de psychiatrie légale	Procéder à la hiérarchisation des services de psychiatrie légale relevant de la partie XX.I du <i>Code criminel</i> afin d'améliorer la fluidité, l'efficacité et la sécurité des trajectoires y étant associées. Comité présidé par l'Institut national de psychiatrie légale Philippe-Pinel qui inclut différents partenaires intersectoriels, dont le DPCP, la CETM, la Cour du Québec, la Cour supérieure du Québec, le MSP, le MJQ et le MSSS.	M <sup>e</sup> Sophie Lamarre M <sup>e</sup> Magalie Provost M <sup>e</sup> Marie-Josée Harvey	5
Comité des formulaires des Juges de paix magistrats.	Créer et réviser les formulaires accessibles à la section sécurisée de l'espace professionnel du MJQ. Les partenaires impliqués sont la magistrature, le MJQ et le DPCP.	M <sup>e</sup> Étienne Proteau M <sup>e</sup> Catherine Duguay M <sup>e</sup> Maxime Laroche	9
Modernisation des comparutions et enquête sur remise en liberté sur semaine – Comité élargi et Comité restreint	En réponse aux conclusions de la Table Accès-Justice, le MJQ a mis en place un comité de travail comprenant de nombreux intervenants du système de justice afin de moderniser les comparutions de personnes détenues et enquêtes sur remise en liberté sur semaine (comparutions en mode virtuel avec pôles de comparutions). Les comités œuvrent à la création de processus, identifient des enjeux et proposent des solutions pour l'implantation de ce nouveau système de comparution.	M <sup>e</sup> Maxime Laroche M <sup>e</sup> Justin Tremblay M <sup>e</sup> Dominique Potvin	5
Comité opérationnel de niveau stratégique ADPQ – DPCP « Centre-du-Québec »	Il s'agit d'un comité d'échange sur divers enjeux stratégiques et opérationnels, Ex. : Structure de fonctionnement des équipes DPCP et Policières; Amélioration des communications; Enjeux de formations; Enjeux de divulgation, etc.	M <sup>e</sup> Martin Côté	3
Comité Actions concertées contre l'économie souterraine du Tabac (ACCES Tabac)	Coordonner l'implication des différents partenaires sur les mesures permettant d'assurer l'efficacité du programme visant à contrer l'économie souterraine du tabac.	M <sup>e</sup> Paul Mercier	2

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2024-2025
Comité Actions concertées contre les crimes économiques et financiers (ACCEF)	Coordonner l'implication des différents partenaires sur les mesures permettant d'assurer l'efficacité du programme visant à contrer les crimes économiques et financiers.	M <sup>e</sup> Paul Mercier	2
Groupe de travail sur les infrastructures au Nunavik	Comité présidé par la Direction des affaires autochtones dont le mandat est de recueillir les besoins en infrastructures liées à la justice et aux services sociaux liés à la justice et tenter de saisir toutes les opportunités d'avoir des infrastructures fonctionnelles et utiles pour les communautés inuites. Participants : la Société Makivvik, le MSP, le MJQ, le DPCP, l'Administration régionale Kativik, la Régie régionale de Santé et services sociaux du Nunavik et la Cour Supérieure.	M <sup>e</sup> Véronic Picard	1
Groupe de travail sur la justice adapté – aide aux victimes d'actes criminels	Comité présidé par la Direction des affaires autochtones dont le mandat est de poursuivre les réflexions concernant les mesures visant à améliorer l'aide apportée aux victimes d'actes criminels et se pencher sur les différents enjeux identifiés comme étant prioritaires. Participants : le MJQ, Femme autochtones Québec, Le Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec, le MSP, le DPCP, la CQLC, la Société Makivvik, et l'Administration régionale Kativik.	M <sup>e</sup> Véronic Picard	3
Groupe de travail sur la formation des intervenants sociojudiciaires	Comité présidé par la Direction des affaires autochtones dont le mandat est de favoriser le développement d'une offre évolutive et diversifiée de formation professionnelle pour les intervenants sociojudiciaires œuvrant au Nunavik, qui soit adaptée au contexte sociodémographique et culturel des Inuit et qui permette de créer, dans la mesure du possible, des opportunités de réseautage entre les organisations afin de contrer le travail en silo. Participants: La Société Makivvik, l'Administration régionale Kativik, Saqjuq, le MSP, le DPCP, le Barreau du Québec et le Centre communautaire juridique de l'Abitibi-Témiscamingue (CCJAT).	M <sup>e</sup> Hippolite Brin M <sup>e</sup> Véronic Picard	1
Comité stratégique sur la situation de l'itinérance à Val-d'Or	Comité présidé par le CISSS-AT dont le mandat est de se doter d'un plan stratégique de lutte à l'itinérance concertée avec l'ensemble des partenaires du milieu ayant des préoccupations importantes quant à la problématique complexe de l'itinérance à Val-d'Or. Il assure une vigie et soutien la mise en œuvre des actions. Participants : le Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or, la Chambre de commerce de Val-d'Or, le DPCP, le Gouvernement de la Nation Crie, La Piaule, la SQ, la Ville de Val-d'Or, la communauté de Lac Simon et la communauté de Kitcisakik.	M <sup>e</sup> Véronic Picard	3

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2024-2025
Sous-groupe de travail DPCP –Société Makivvik	Faciliter la communication entre les partenaires ainsi que proposer des initiatives visant l’amélioration et l’adaptabilité des services offerts aux justiciables inuits (DPCP, Makivik, CAVAC, AQAAD).	M <sup>e</sup> Geneviève Lamontagne	6
Comité d’implantation et de suivi Nitsiq +	Comité présidé par la Direction des programmes d’adaptabilité et de justice réparatrice du MJQ dont le mandat est de s’assurer du bon fonctionnement du programme Nitsiq+ et de dénouer rapidement les enjeux rencontrés. Participants : le CCJAT, le DPCP, Isursivik, la RRSSSN, la CQ et un représentant des avocats de la défense.	M <sup>e</sup> Geneviève Lamontagne M <sup>e</sup> Véronique Breton M <sup>e</sup> Laurence Robert-Lavigne	5
Comité directeur du PPTCQ – Puvirnitug (Nitsiq+)	Comité présidé par la Direction des programmes d’adaptabilité et de justice réparatrice du MJQ dont le mandat est de développer une offre de services accrue et structurée aux contrevenants aux prises avec un problème de consommation de substances psychoactives qui contribue à diminuer les risques de récidive criminelle. Participants : la CCJAT, le DPCP, Isursivik, la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik (RRSSSN), la CQ et un représentant des avocats de la défense.	M <sup>e</sup> Véronic Picard M <sup>e</sup> Geneviève Lamontagne M <sup>e</sup> Véronique Breton	1
Comité statutaire AQAAD-AADM-CSJ-DPCP	Rencontres statutaires entre les dirigeants du DPCP, de la Commission des services juridiques (CSJ), de l’Association québécoise des avocats et avocates de la défense (AQAAD) et de l’Association des avocats de la défense de Montréal - Laval - Longueuil (AADM) afin d’échanger sur les pratiques de portée générale qui contribuent à réduire les délais judiciaires, de travailler de façon concertée à l’amélioration continue des pratiques et de promouvoir les bonnes pratiques au sein de chacune des organisations.	M <sup>e</sup> Patrick Michel M <sup>e</sup> Sophie Lamarre M <sup>e</sup> Justin Tremblay	2
Comité des partenaires LSJPA	Ce comité est piloté par Équijustice et rassemble plusieurs partenaires travaillant auprès des adolescents et des personnes victimes. Son mandat est de valider les pratiques et les initiatives et de proposer des améliorations au développement de la justice réparatrice dans la LSJPA.	M <sup>e</sup> Véronic Champagne	3

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2024-2025
Comité intersectoriel LSJPA	Faire la promotion et le maintien du modèle québécois de justice pour les jeunes en mobilisant les partenaires, en favorisant le monitoring des pratiques, la production de bilans et de recherches et en veillant à la diffusion des résultats.	M <sup>e</sup> Véronic Champagne	2
Sous-comité des sanctions extrajudiciaires (du Comité intersectoriel LSJPA)	Suivre l'application du programme de sanctions extrajudiciaires (SEJ) et proposer des modifications, le cas échéant, au comité intersectoriel. Assurer le suivi des données statistiques, des délais et de la mise à jour de la liste d'infractions lors de la modification du <i>Code criminel</i> . Le sous-comité veille également au maintien des bonnes pratiques en matière de SEJ.  Cette année le comité a travaillé sur la mise à jour du programme de sanctions extrajudiciaires.	M <sup>e</sup> Véronic Champagne M <sup>e</sup> Christine Lambert	5
Sous-comité des mesures extrajudiciaires (du Comité intersectoriel)	Suivre l'application du programme de mesures extrajudiciaires et proposer des modifications le cas échéant au comité intersectoriel. Suivre les données statistiques, les pratiques policières et assurer la mise à jour des outils disponibles aux policiers.  Cette année le sous-comité a travaillé à la mise à jour du programme des mesures extrajudiciaires.	M <sup>e</sup> Véronic Champagne M <sup>e</sup> Christine Lambert	3
Comité régional intersectoriel en délinquance (CRID)	Comité régional d'échanges et de coordination entre la magistrature, les avocats de la défense, le DPCP, les services policiers, le Directeur provincial, Équijustice et le greffe pour discuter des enjeux en matière de droit de la jeunesse.	M <sup>e</sup> Benoit Morier	1

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

Renseignements particuliers (PQ)

Étude des crédits 2025-2026

Question **08**

**NOMBRE DE RENCONTRES FÉDÉRALES-PROVINCIALES-TERRITORIALES DES MINISTRES ET DES SOUS-MINISTRES DE LA JUSTICE EN 2024-2025. INDIQUER, POUR CHACUNE :**

**A. LES COÛTS;**  
**B. LES DATES ET LIEUX;**  
**C. LES PERSONNES PRÉSENTES;**  
**D. LES SUJETS À L'ORDRE DU JOUR;**  
**E. LES RÉSULTATS OBTENUS ET LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025 (INCLURE UNE COPIE DE TOUT RAPPORT ET DE TOUTE ENTENTE RENOUVELÉE);**  
**F. LES RENCONTRES INSCRITES À L'AGENDA POUR 2025-2026.**

Date	Lieux	Personnes présentes	Coût
23 et 24 mai 2024	Regina	Anthony Cotnoir (virtuel)	0 \$
16 au 18 octobre 2024	Yellowknife	Anthony Cotnoir (virtuel)	0 \$
23 et 24 janvier 2025	Virtuel pour tous	Anthony Cotnoir (virtuel)	0 \$

Les ordres du jour et les procès-verbaux sont confidentiels puisque ces rencontres se tiennent à huis clos.

Ces documents sont protégés en vertu des articles 18 et 19 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, puisqu'ils ont été obtenus d'un autre gouvernement ou sont constitués de renseignements dont la divulgation porterait vraisemblablement préjudice à la conduite de relations qu'entretient le gouvernement du Québec avec d'autres gouvernements.

Question **39**

**LISTE DES MANDATS ACCORDÉS EN 2024-2025 À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, À DES PROFESSEURS DE DROIT OU À DES JUGES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT. PRÉCISER :**

- A. LE NOM ET L'ADRESSE DU PROFESSIONNEL;**
- B. LA DESCRIPTION DU MANDAT; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION;**
- C. LE COÛT HORAIRE ET LE COÛT TOTAL DU MANDAT JUSQU'À MAINTENANT; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;**
- D. LES PRÉVISIONS DES COÛTS POUR 2025-2026 ET POUR L'ENSEMBLE DU MANDAT CONFIE;**
- E. LE NOM DE L'ÉTUDE, DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ DU PROFESSIONNEL, LE CAS ÉCHÉANT;**
- F. UNE COMPARAISON DU COÛT TOTAL DE CES MANDATS AVEC LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES, POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME.**

La somme allouée à l'externe pour des mandats accordés à des avocats de la pratique privée, à des professeurs de droit ou à des juges s'élève, à 62 674 \$. Les détails en lien avec les services rendus sont de nature confidentielle.

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

Renseignements particuliers (PQ)

Étude des crédits 2025-2026

Question **64**

**AU 31 JANVIER 2025, LE NOMBRE DE SUBSTITUTS DU PROCUREUR GÉNÉRAL RELEVANT DU DPCP POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE.**

Note : Institué par la *Loi sur le Directeur des poursuites criminelles et pénales* le 15 mars 2007, le Directeur des poursuites criminelles et pénales dirige pour l'État, sous l'autorité du ministre de la Justice et Procureur général, les poursuites criminelles et pénales au Québec. Les substituts du Procureur général sont, depuis cette date, désignés « procureurs aux poursuites criminelles et pénales ».

District judiciaire	Nombre	Total district
<b>QUÉBEC</b>		<b>135</b>
Québec	59	
Bureau du directeur	3	
Secrétariat général	4	
Service de la gestion des biens saisis	7	
Direction des communications	2	
Bureau des mandats organisationnels	7	
Bureau des affaires pénales	20	
Bureau du service juridique	22	
Bureau des affaires de la jeunesse	5	
Bureau de la grande criminalité et des affaires spéciales	2	
Bureau de service-conseil	4	
<b>CHARLEVOIX</b>		<b>2</b>
La Malbaie	2	
<b>MONTMAGNY</b>		<b>2</b>
Montmagny	2	
<b>BEAUCE</b>		<b>6</b>
Saint-Joseph-de-Beauce	6	
<b>RIMOUSKI</b>		<b>21</b>
Matane	6	
Rimouski	10	
Bureau des mandats organisationnels	1	
Bureau des affaires pénales	1	
Bureau des affaires de la jeunesse	2	
Bureau de service-conseil	1	
<b>KAMOURASKA</b>		<b>12</b>
Rivière-du-Loup	9	
Bureau des affaires pénales	1	
Bureau des affaires de la jeunesse	1	
Bureau des mandats organisationnels	1	
<b>GASPÉ</b>		<b>7</b>
Percé	5	
Bureau de service-conseil	2	
<b>BONAVENTURE</b>		<b>4</b>
New Carlisle	3	
Bureau des affaires pénales	1	
<b>BAIE-COMEAU</b>		<b>8</b>
Baie-Comeau	7	
Bureau des affaires pénales	1	
<b>MINGAN</b>		<b>11</b>
Sept-Îles	9	
Bureau des affaires de la jeunesse	2	

District judiciaire	Nombre	Total district
<b>ROBERVAL</b> Roberval Bureau des affaires de la jeunesse Bureau de service-conseil	6 1 1	<b>8</b>
<b>CHICOUTIMI</b> Saguenay Bureau des affaires pénales Bureau des affaires de la jeunesse Bureau de service-conseil	19 2 1 0	<b>22</b>
<b>ALMA</b> Alma Roberval Bureau de service-conseil	2 0 0	<b>2</b>
<b>TROIS-RIVIÈRES</b> Trois-Rivières Bureau des mandats organisationnels Bureau des affaires pénales Bureau du service juridique Bureau des affaires de la jeunesse Bureau de service-conseil	19 1 3 1 2 1	<b>27</b>
<b>ARTHABASKA</b> Victoriaville	5	<b>5</b>
<b>SAINT-MAURICE</b> La Tuque Shawinigan Bureau de service-conseil	2 8 1	<b>11</b>
<b>DRUMMOND</b> Drummondville Bureau de service-conseil	9 1	<b>10</b>
<b>SAINT-FRANÇOIS</b> Sherbrooke Bureau des mandats organisationnels Bureau des affaires pénales Bureau des affaires de la jeunesse	21 2 2 3	<b>28</b>
<b>BEDFORD</b> Granby Bureau des affaires de la jeunesse Bureau des mandats organisationnels Bureau de service-conseil	13 1 1 1	<b>16</b>
<b>FRONTENAC</b> Thetford Mines	3	<b>3</b>
<b>LONGUEUIL</b> Longueuil Bureau des affaires pénales Bureau des affaires de la jeunesse Bureau de service-conseil	49 7 8 2	<b>66</b>
<b>IBERVILLE</b> Saint-Jean-sur-Richelieu Bureau de service-conseil	8 1	<b>9</b>
<b>BEAUHARNOIS</b> Salaberry-de-Valleyfield Bureau des affaires pénales Bureau des affaires de la jeunesse Bureau de service-conseil	23 2 3 1	<b>29</b>

District judiciaire	Nombre	Total district
<b>RICHELIEU</b> Sorel-Tracy Bureau de service-conseil	6 1	<b>7</b>
<b>SAINT-HYACINTHE</b> Saint-Hyacinthe Bureau de service-conseil Bureau de la grande criminalité et des affaires spéciales	15 1 1	<b>17</b>
<b>MONTRÉAL</b> Amos* Montréal Bureau des mandats organisationnels Bureau des affaires pénales Bureau du service juridique Bureau des affaires de la jeunesse Bureau de la grande criminalité et des affaires spéciales Bureau de service-conseil Direction des communication	5 131 9 15 10 14 64 3 1	<b>252</b>
<b>TERREBONNE</b> Saint-Jérôme Bureau des affaires pénales Bureau des affaires de la jeunesse Bureau de service-conseil	31 4 7 3	<b>45</b>
<b>ABITIBI</b> Amos Val-d'Or Bureau des affaires de la jeunesse Bureau de service-conseil	14 9 1 3	<b>27</b>
<b>LABELLE</b> Maniwaki Mont-Laurier Bureau des affaires de la jeunesse	2 3 1	<b>6</b>
<b>GATINEAU</b> Gatineau Bureau des affaires pénales Bureau des affaires de la jeunesse	35 2 3	<b>40</b>
<b>ROUYN-NORANDA</b> Rouyn-Noranda Bureau des affaires pénales Bureau des affaires de la jeunesse	7 2 1	<b>10</b>
<b>LAVAL</b> Laval Bureau des affaires pénales Bureau des affaires de la jeunesse Bureau du directeur Bureau de la grande criminalité et des affaires spéciales Bureau de service-conseil	30 3 3 1 2 1	<b>40</b>
<b>JOLIETTE</b> Joliette Bureau des affaires pénales Bureau des affaires de la jeunesse Bureau des mandats organisationnels Bureau de service-conseil	25 2 3 0 6	<b>36</b>
<b>Grand Total</b>	<b>924</b>	<b>924</b>

Les données sont extraites de SAGIR, en date du 31 janvier 2025.

\* Procureurs du bureau d'Amos travaillant à partir de Montréal.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements particuliers (PQ)

Étude des crédits 2025-2026

Question **65**

**POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, LE NOMBRE DE PROCUREURS AYANT DÉMISSIONNÉ. INDIQUER LES DÉPENSES LIÉES À LEUR DÉPART.**

Pour 2024-2025, 23 procureurs ont démissionné. Aucun coût n'est relié à ces démissions.

Le nombre de démissions exclut les procureurs ayant démissionné afin d'être nommés à titre de juge ou à un emploi supérieur pendant l'exercice 2024-2025.

Question **66**

**POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, LA LISTE DES  
PROCUREURS CADRES AYANT FAIT L'OBJET D'UNE  
RÉAFFECTATION.**

Du 1<sup>er</sup> avril 2024 au 31 janvier 2025, aucun procureur-cadre n'a fait l'objet d'une réaffectation, c'est-à-dire d'un changement d'unité administrative.

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

Renseignements particuliers (PQ)

Étude des crédits 2025-2026

Question **68**

**POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE, LE NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT BÉNÉFICIÉ DE PROGRAMMES DE NON-JUDICARISATION, EN INDIQUANT LES TYPES D'INFRACTION (VOLS, VOIES DE FAIT, ETC.)**

**Tableau statistique – Non-judiciarisation par type d'infraction**

Infractions	Articles	Nombre	%
Vol d'un bien dont la valeur ne dépasse pas 5 000 \$	334b)ii)	892	49,64
Voies de fait	266b)	242	13,47
Proférer des menaces de causer la mort ou des lésions corporelles	264.1(1)a)(2)b)	184	10,24
Méfait à l'égard de biens privés	430(1)a)(4)b) 430(1)b)(4)b) 430(1)c)(4)b) 430(1)d)(4)b)	82	4,56
Entrave à un agent de la paix	129a)e)	79	4,40
Bris de probation	733.1(1)b)	32	1,78
Agression armée	267a)	29	1,61
Contravention aux règlements des armes à feu	86(2)(3)b)	28	1,56
Fraude à l'égard d'un bien dont la valeur ne dépasse pas 5 000 \$	380(1)b)ii)	26	1,45
Possession de cannabis ( <i>Loi sur le cannabis</i> )	8(1)(a) 8(1)b) 8(1)e)	18	1,00
Actions indécentes	173(1)b)	18	1,00
Harcèlement criminel	264(3)b)	17	0,95
Proférer des menaces de brûler, détruire ou endommager des biens meubles ou immeubles/de tuer, empoisonner ou blesser un animal ou un oiseau qui est la propriété de quelqu'un	264.1(1)b)(3)b) 264.1(1)c)(3)b)	16	0,89
Infractions diverses	---	134	7,45
<b>Total</b>		<b>1 797</b>	<b>100</b>

<sup>1</sup> Il s'agit du nombre de chefs d'accusation pour l'ensemble des dossiers non judiciarisés.

**Statistiques relatives à la non-judiciarisation**

District judiciaire	N° greffe	Nom du greffe	Total
<b>Abitibi</b>	605	Amos	10
	614	Baie-James et circuit intérieur	10
	170	Chibougamau	0
	640	Baie-d'Hudson	10
	620	La Sarre	9
	635	Baie d'Ungava	5
	625	Senneterre	0
	615	Val-d'Or	29
<b>Total district</b>			<b>73</b>
<b>Alma</b>	160	Alma	4
<b>Total district</b>			<b>4</b>
<b>Arthabaska</b>	415	Victoriaville	0

District judiciaire	N° greffe	Nom du greffe	Total
<b>Total district</b>			<b>0</b>
<b>Baie-Comeau</b>	655	Baie-Comeau	34
<b>Total district</b>			<b>34</b>
<b>Beauce</b>	350	Saint-Joseph-de-Beauce	27
<b>Total district</b>			<b>27</b>
<b>Beauharnois</b>	760	Salaberry-de-Valleyfield	98
<b>Total district</b>			<b>98</b>
<b>Bedford</b>	455	Cowansville	0
	460	Granby	45
<b>Total district</b>			<b>45</b>
<b>Bonaventure</b>	105	New-Carlisle	13
<b>Total district</b>			<b>13</b>
<b>Charlevoix</b>	240	La Malbaie	0
<b>Total district</b>			<b>0</b>
<b>Chicoutimi</b>	150	Chicoutimi	72
<b>Total district</b>			<b>72</b>
<b>Drummond</b>	405	Drummondville	50
<b>Total district</b>			<b>50</b>
<b>Frontenac</b>	235	Thetford Mines	6
<b>Total district</b>			<b>6</b>
<b>Gaspé</b>	115	Havre-Aubert	4
	110	Percé	15
	130	Sainte-Anne-des-Monts	16
<b>Total district</b>			<b>35</b>
<b>Gatineau</b>	550	Gatineau	29
<b>Total district</b>			<b>29</b>
<b>Iberville</b>	755	Saint-Jean-sur-Richelieu	20
<b>Total district</b>			<b>20</b>
<b>Joliette</b>	705	Joliette	76
<b>Total district</b>			<b>76</b>
<b>Kamouraska</b>	250	Rivière-du-Loup	18
<b>Total district</b>			<b>18</b>
<b>Labelle</b>	565	Maniwaki	11
	560	Mont-Laurier	18
<b>Total district</b>			<b>29</b>
<b>Laval</b>	540	Laval	141
<b>Total district</b>			<b>141</b>
<b>Longueuil</b>	505	Longueuil	161
<b>Total district</b>			<b>161</b>
<b>Mégantic</b>	480	Lac-Mégantic	4
<b>Total district</b>			<b>4</b>
<b>Mingan</b>	652	Cour itinérante	13

District judiciaire	N° greffe	Nom du greffe	Total
<b>Montmagny</b>	300	Montmagny	5
<b>Total district</b>			<b>5</b>
<b>Montréal</b>	500	Montréal	7
<b>Total district</b>			<b>7</b>
<b>Pontiac</b>	555	Campbell's Bay	6
<b>Total district</b>			<b>6</b>
<b>Québec</b>	200	Québec	333
<b>Total district</b>			<b>333</b>
<b>Richelieu</b>	765	Sorel-Tracy	17
<b>Total district</b>			<b>17</b>
<b>Rimouski</b>	120	Amqui	10
	125	Matane	17
	135	Mont-Joli	3
	100	Rimouski	7
<b>Total district</b>			<b>37</b>
<b>Roberval</b>	155	Roberval	0
<b>Total district</b>			<b>0</b>
<b>Rouyn-Noranda</b>	600	Rouyn-Noranda	20
<b>Total district</b>			<b>20</b>
<b>Saint-François</b>	450	Sherbrooke	82
<b>Total district</b>			<b>82</b>
<b>Saint-Hyacinthe</b>	750	Saint-Hyacinthe	70
<b>Total district</b>			<b>70</b>
<b>Saint-Maurice</b>	425	La Tuque	9
	410	Shawinigan	13
<b>Total district</b>			<b>22</b>
<b>Témiscamingue</b>	610	Ville-Marie	13
<b>Total district</b>			<b>13</b>
<b>Terrebonne</b>	700	Saint-Jérôme	190
<b>Total district</b>			<b>190</b>
<b>Trois-Rivières</b>	400	Trois-Rivières	17
<b>Total district</b>			<b>17</b>
<b>GRAND TOTAL</b>			<b>1 797</b>

La période de référence pour l'étude des crédits 2025-2026 est du 1er avril 2024 au 31 janvier 2025, soit plus courte que celle des années antérieures.

Question **69**

**LA LISTE ET L'ÉTAT DES PRINCIPALES CAUSES PENDANTES EN  
MATIÈRE CRIMINELLE AU 31 JANVIER 2025.**

Au 31 janvier 2025, 105 809 dossiers sont actifs en matière criminelle. Le DPCP n'est pas en mesure de désigner parmi celles-ci, les cause qui devraient être considérées comme « principales » par rapport à l'ensemble des dossiers.

Question **70**

**STATISTIQUES SUR LE NOMBRE D'ACCUSÉS LIBÉRÉS À LA SUITE D'UNE REQUÊTE EN ARRÊT DES PROCÉDURES POUR DÉLAI DÉRAISONNABLE. INDIQUER LE NOMBRE DE REQUÊTES PRÉSENTÉES, LE NOMBRE DE REQUÊTES ENTENDUES, LE NOMBRE DE PROCÈS ABANDONNÉS, LE NOMBRE DE DOSSIERS À RISQUE.**

Cette question sera répondue par le ministère de la Justice du Québec, excepté à ce qui a trait aux procès abandonnés. Le Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) comptabilise manuellement le dépôt de *nolle prosequi*. Cette comptabilisation n'a pas de valeur statistique mais sert à observer des tendances.

Pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2024 au 31 janvier 2025, le DPCP a déposé 155 *nolle prosequi* en raison des délais judiciaires en matière criminelle. Il est à noter qu'un même accusé peut être visé par plus d'un *nolle prosequi*, parfois en lien avec des infractions découlant du même événement.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements particuliers (PQ)

Étude des crédits 2025-2026

Question **71**

NOMBRE DE RENCONTRES DU COMITÉ FÉDÉRAL-PROVINCIAL DES POURSUIVANTS EN 2024-2025. FOURNIR TOUT DOCUMENT DÉPOSÉ ET INDIQUER :

- A. LES COÛTS;
- B. LES DATES ET LIEUX;
- C. LES PERSONNES PRÉSENTES;
- D. LES SUJETS À L'ORDRE DU JOUR.

Date	Lieu	Personnes présentes	Coût
21 au 24 octobre 2024	Toronto (Ontario)	M <sup>e</sup> Patrick Michel M <sup>e</sup> Richard Rougeau	2 100 \$

Les ordres du jour et les procès-verbaux sont confidentiels puisque ces rencontres se tiennent à huis clos.

Ces documents sont protégés en vertu de l'article 19 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, puisqu'ils sont formés de renseignements dont la divulgation porterait vraisemblablement préjudice à la conduite de relations qu'entretient le gouvernement du Québec avec d'autres gouvernements.

Question **73**

**COPIE DES AVIS JURIDIQUES FOURNIS PAR LE DPCP À L'UPAC  
DANS LE CADRE DE L'ENQUÊTE MÂCHURER.**

Les avis juridiques fournis en cours d'enquête sont confidentiels puisqu'ils sont visés par le secret professionnel que tout avocat se doit de respecter. Par conséquent, le Directeur des poursuites criminelles et pénales ne peut fournir d'informations supplémentaires sur la teneur de l'avis juridique qui a été donné à l'Unité permanente anticorruption.

Question **74**

**POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, INDIQUER LE NOMBRE DE DOSSIERS QUI N'ONT PAS FAIT L'OBJET D'ACCUSATIONS PAR LE DPCP.**

En 2024-2025, le Directeur des poursuites criminelles et pénales a reçu :

- 117 478 demandes d'intenter des procédures (DIP) en matière criminelle. De ce nombre, en date du 31 janvier 2025, 29 494 DIP ont été refusées.
- 15 693 DIP en vertu de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*. De ce nombre, en date du 31 janvier 2025, 2 327 DIP ont été refusées.

Ces données proviennent du Système informatisé des poursuites publiques (SIPP) ainsi que du système Adolescents (LSJPA), lesquels n'ont pas été conçus pour produire des statistiques, mais plutôt pour répondre à des besoins opérationnels. Ainsi, il peut y avoir une marge d'erreur.

Question **80**

**LISTE DES POURSUITES INTENTÉES PAR LE DPCP À LA SUITE DES VÉRIFICATIONS OU DES ENQUÊTES EFFECTUÉES PAR LE MAMH OU LA COMMISSION MUNICIPALE AUPRÈS DES MUNICIPALITÉS, D'ÉLUS OU DE FONCTIONNAIRES MUNICIPAUX.**

Au cours de l'année 2024-2025, cinq (5) rapports d'infraction généraux ont été soumis par la Commission municipale du Québec au Bureau des affaires pénales pour analyse et ont fait l'objet d'un refus. Quant au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, aucun dossier n'a été porté à l'attention du Directeur des poursuites criminelles et pénales.

Question **81**

**POUR 2024-2025, INDIQUER LES SOMMES INVESTIES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE ET LES SOMMES PRÉVUES POUR L'ANNÉE 2024-2025. ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2025, DE SA MISE EN ŒUVRE.**

Le 28 octobre 2016, le gouvernement du Québec, en collaboration avec le ministère de la Justice du Québec et les partenaires, a lancé la *Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021 (Stratégie VS 2016-2021)*. Cette stratégie comportait 55 actions dont le principal objectif était d'apporter des solutions novatrices aux problématiques en matière d'agressions sexuelles et d'exploitation sexuelle.

La *Stratégie VS 2016-2021* a été prolongée jusqu'au 19 juin 2022, veille du lancement de la *Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027 (Stratégie SIV 2022-2027)*.

Le Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP), dans le cadre de la plus récente *Stratégie SIV 2022-2027*, est porteur de la mesure suivante :

- Augmenter au sein du DPCP le nombre d'effectifs affectés aux dossiers en matière de violence sexuelle (action 26).

Cette mesure a permis l'embauche de 20 procureurs aux poursuites criminelles et pénales (procureurs) et de 13 membres du personnel administratif, en plus de la prolongation de 11 postes en violence sexuelle, dont 10 procureurs, pour un total de 44 postes (action 26).

Pour l'année 2024-2025, un budget de 7 176 900\$ a été octroyé au DPCP en lien avec la mise en place de la *Stratégie SIV 2022-2027*.

Question **87**

**NOMBRE DE PROCUREURS EMBAUCHÉS OU SÉLECTIONNÉS POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DU TRIBUNAL SPÉCIALISÉ POUR LES VICTIMES DE VIOLENCE SEXUELLE OU CONJUGALE**

Pour la phase 1 de déploiement (Salaberry-de-Valleyfield, Québec, Granby, Drummondville et La Tuque), 13 postes de procureurs(es) aux poursuites criminelles et pénales (procureurs) ont été pourvus.

En ce qui concerne le déploiement de la phase 2 (Laval, Sherbrooke, Montmagny, Sept-Îles et Lac-Mégantic), 5 postes de procureurs ont été pourvus.

Dans le cadre du déploiement de la phase 3 (Shawinigan, Alma, Chicoutimi, Rivière-du-Loup, Rimouski, Mont-Joli, Matane, Amqui, Percé, Sainte-Anne-des-Monts, New Carlisle et Carleton-sur-Mer), 4 postes de procureurs ont été pourvus.

Dans le cadre du déploiement de la phase 4 (Saint-Joseph-de-Beauce, Trois-Rivières, Saint-Hyacinthe, Sorel-Tracy, 6 postes de procureurs ont été pourvus.

Question **92**

**LISTE DES DOSSIERS REJETÉS PAR LE DPCP EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE OU CONJUGALE DEPUIS TROIS ANS.**

Le Directeur des poursuites criminelles et pénales ne peut fournir la liste des dossiers rejetés en matière de violence sexuelle et de violence conjugale, et ce, considérant qu'il ne soit pas possible d'identifier les personnes qui ont fait l'objet d'une plainte et qui n'ont pas été accusées. L'impossibilité de communiquer cette information est en raison des obligations en matière de protection des renseignements personnels, des règles de confidentialité concernant les dossiers d'enquêtes et du droit à la protection de la réputation.

Question **101**

**NOMBRE D'ACCUSATIONS PORTÉES PAR LE DPCP POUR DES  
CRIMES HOMOPHOBES OU TRANSPHOBES AU COURS DES TROIS  
DERNIÈRES ANNÉES.**

Information non disponible.

Il n'existe pas d'infraction visant spécifiquement l'homophobie ou la transphobie au Code criminel. De plus, aucun code statistique permet une extraction au Système informatisé des poursuites publiques.

Question **121**

**AU COURS DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, LISTE DES CAUSES  
PORTÉES EN APPEL PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL.**

Le Directeur des poursuites criminelles et pénales ne porte pas de causes en appel au nom du Procureur général.

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

Renseignements particuliers (PQ)

Étude des crédits 2025-2026

<p>Q<sub>uestion</sub> <b>129</b></p>	<p><b>NOMBRE DE POURSUITES, PAR RÉGION, INTENTÉES EN 2024-2025 PAR LE DPCP RELATIVEMENT À DES INFRACTIONS À LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE (RLRQ CHAP. C.-11), INCLUANT LE TABLEAU DES RÉSULTATS ET LA VENTILATION PAR ARTICLE.</b></p>
---------------------------------------	---

Au cours de l'année 2024-2025, huit poursuites ont été intentées (constats d'infraction signifiés) par le Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) relativement à des infractions à la *Charte de la langue française* (RLRQ, c. C-11).

*Charte de la langue française*

<b>Ventilation par article de la <i>Charte de la langue française</i></b>	
<b>Article</b>	<b>Nombre de poursuites intentées (Constats d'infraction signifiés)</b>
205	8
<b>Total</b>	<b>8</b>

Article 205 : *Défaut de se conformer à une ordonnance rendue par L'Office québécois de la langue française.*

<b>Suivi des constats d'infraction signifiés</b>	
<b>Résultat</b>	<b>Nombre</b>
Plaidoyer de culpabilité	1
Procès	0
Prêt à transférer à la cour	6
Délai plaidoyer/paiement <sup>1</sup>	1
<b>Total</b>	<b>8</b>

<sup>1</sup> Le défendeur a 30 jours, après la signification du constat d'infraction, pour transmettre son plaidoyer ou son paiement (art. 160 du *Code de procédure pénale* (RLRQ, c. C-25.1)).

Question **132**

CONCERNANT LA LUTTE À LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE, FOURNIR :

A. UNE VENTILATION DES BUDGETS ALLOUÉS POUR COMBATTRE LE PHÉNOMÈNE DE LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE EN 2024-2025,  
B. LE BILAN DES MESURES ENTREPRISES POUR VENIR EN AIDE AUX FEMMES ET AUX ENFANTS VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE, ET POUR COMBATTRE CE PHÉNOMÈNE.

### 1. PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE 2018-2023

- Le DPCP s'est vu allouer des sommes représentant l'ajout de **25 ressources** (20 procureurs, 1 technicien juridique et 4 employés de soutien). À l'annonce budgétaire 2023-2024, on a confirmé la pérennisation de ces 25 ressources qui seront financées, pour la première année, par le Fonds de suppléance. Pour les années suivantes, les crédits seront versés au ministère de la Justice du Québec. Au 31 janvier 2024, les **dépenses réelles** découlant de ces postes sont de **3 445 763 \$**.
- Le *Plan d'action VC 2018-2023* n'a pas été renouvelé en 2023. La *Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027 (SIV)* consolide désormais la réponse gouvernementale au rapport *Rebâtir la confiance*, en plus d'assurer le renouvellement de la Stratégie violence sexuelle et la mise en œuvre d'actions complémentaires en matière de violence conjugale.

### 2. PLAN D'ACTION SPÉCIFIQUE POUR PRÉVENIR LES SITUATIONS DE VIOLENCE CONJUGALE À HAUT RISQUE DE DANGÉROSITÉ ET ACCROÎTRE LA SÉCURITÉ DES VICTIMES 2020-2025

En raison de son mandat de poursuivant public, le DPCP n'est pas porteur de mesure dans le cadre de ce plan qui vise la prévention des situations de violence conjugale. Il collabore toutefois à plusieurs d'entre elles, soit :

**Action 2 : Produire un aide-mémoire à l'intention des services policiers concernant l'engagement de ne pas troubler l'ordre public prévu à l'article 810 du *Code criminel* et s'assurer que les victimes ont accès à de l'information juste et fiable quant aux limites de ce recours**

En juillet 2021, en plus de l'appui offert au ministère de la Sécurité publique dans la rédaction de leur aide-mémoire à l'intention des services de police, le DPCP a publié sur le site Québec.ca de l'information juridique pertinente à l'intention des personnes victimes sur l'article 810 du *Code criminel*. Cette information a été mise à jour en décembre 2023.

**Action 10 : Étendre à quatre régions supplémentaires le Service d'évaluation des conjoints violents au stade de la mise en liberté provisoire**

Le Service d'évaluation des conjoints violents est disponible dans toutes les régions du Québec depuis juin 2021 et le DPCP en a informé l'ensemble des procureurs en réitérant l'importance de son utilisation.

**Action 14 : Mener une étude de faisabilité quant à l'implantation de bracelets antirapprochements comme moyen de prévention des homicides conjugaux**

L'étude de faisabilité a été déposée en avril 2021 et les travaux du comité aviseur sont terminés. Actuellement, les bracelets antirapprochements sont déployés sur l'ensemble du territoire du Québec. Soulignons que leur opérationnalisation nécessite une couverture cellulaire qui peut être déficiente dans certaines régions éloignées.

### 3. MESURES DIVERSES

#### Féminicides :

En 2021, le Secrétariat du Conseil du trésor a autorisé au DPCP un rehaussement de sa cible d'heures rémunérées et de crédits de façon pérenne, afin de permettre la mise en place d'un système de poursuite verticale en matière de violence conjugale et de violence sexuelle, en plus d'améliorer l'accompagnement des personnes victimes.

Cet investissement a permis d'embaucher 35 nouveaux procureurs à l'automne 2021 et 10 autres en 2023. Le 21 mars 2023, l'annonce de la pérennisation de ces postes a assuré une continuation dans l'élaboration des bonnes pratiques régionales. La poursuite verticale est maintenant mise en œuvre dans tous les points de service, à l'exception de la cour itinérante.

Le **budget autorisé** pour l'exercice **2024-2025** est de **9 828 900 \$** et les **dépenses réelles** au 31 janvier 2025 sont de **9 578 763 \$**.

#### Directives :

Le DPCP a revu ses directives dès novembre 2018. À la suite des différentes recommandations en lien avec la violence conjugale et la violence sexuelle émises depuis 2018, le DPCP a également apporté plusieurs modifications à ses directives, comme l'ajout de la notion de contrôle coercitif dans l'interprétation de l'expression « violence conjugale » et la possibilité pour le procureur de requérir le port d'un dispositif de surveillance à distance sous réserve du résultat d'une analyse de faisabilité et du consentement de la personne victime dans le cadre de la mise en liberté provisoire.

#### Engagement de ne pas troubler l'ordre public :

Les procureurs ne peuvent recourir à l'article 810 du *Code criminel* ou substituer une dénonciation pour une infraction par une dénonciation en vertu de cet article qu'en suivant les critères spécifiques énumérés aux directives [ENG-1](#) et [VIO-1](#).

#### Étranglements en contexte de violence conjugale :

En mai 2024, le Service de police de la Ville de Montréal et le DPCP ont lancé conjointement un projet-pilote lié aux étranglements en contexte de violence conjugale. Inspiré des meilleures pratiques aux États-Unis, il vise notamment à offrir une formation spécifique aux policiers et aux procureurs, de même que la rédaction d'un complément à la déclaration de la personne victime. Le projet-pilote constitue une solution multidisciplinaire au traitement de l'infraction d'étranglement.

L'objectif est de sensibiliser les différents acteurs de la trajectoire judiciaire afin de permettre une meilleure collecte des éléments de preuve nécessaires et une plus grande responsabilisation des auteurs de violence. En octobre 2024, ce projet a été présenté à la Table de concertation nationale sur l'intervention policière en violence conjugale. Le déploiement du projet, sous l'égide du ministère de la Sécurité publique, est en cours.

#### Officiers publics désignés :

Des procureurs agissent comme officiers publics aux fins de l'application des articles 603.1 et 1974.1 du *Code civil du Québec*. Le premier article vise la résiliation d'un bail résidentiel en raison d'une situation de violence sexuelle ou conjugale, alors que le second a pour but de faciliter l'accès aux soins pour des enfants mineurs dans un contexte de violence familiale, y compris conjugale.

Le 11 décembre 2024, les directives [ENF-1](#) (par. 5) et [VIO-1](#) (par. 7) ont été modifiées afin de préciser les obligations qui découlent de l'article 603.1 C.c.Q. Plusieurs outils et aide-mémoire sont disponibles pour les procureurs.

#### Judiciarisation :

La directive [NOJ-1](#) précise qu'un contrevenant qui commet une infraction criminelle qui concerne ou qui est reliée à la violence conjugale ne peut bénéficier du Programme de traitement non judiciaire de certaines infractions criminelles commises par des adultes.

### **Comités, partenariats et formations externes :**

Le DPCP travaille en étroite collaboration avec l'ensemble des partenaires impliqués dans le traitement judiciaire de la violence conjugale en participant à divers comités, forums, séances de formation, conférences et tables de concertation. Il participe notamment à la formation des corps de police autochtones.

### **Formation interne :**

Pour tout nouveau procureur, le DPCP offre le Programme d'intégration à la fonction de procureurs aux poursuites criminelles et pénales. Dans le cadre de ce programme, un volet est dédié aux meilleures pratiques quant à l'accompagnement des victimes en matière de violence conjugale. De plus, une formation obligatoire d'une durée de 15 heures est dispensée à tous les procureurs susceptibles de traiter des dossiers de violence conjugale.

### **Information aux personnes victimes :**

Le DPCP a participé à l'élaboration et à la publication de divers outils d'information pour les personnes victimes de violence conjugale, notamment la création du napperon sur la détection du contrôle coercitif, lequel a été distribué à tous les corps policiers du Québec, ainsi que :

- une formation sur les particularités du processus judiciaire en matière de violence conjugale a été présentée au réseau de l'Alliance des maisons d'hébergement de 2<sup>e</sup> étape ainsi qu'aux ressources d'aide et d'hébergement pour les victimes provenant des réalités ethnoculturelles;
- de l'information destinée aux personnes victimes d'actes criminels est également disponible sur le site Québec.ca.,
- le contenu juridique des 10 fiches d'informations destinées aux personnes victimes et aux intervenants a été mis à jour en collaboration avec l'Association québécoise Plaidoyer-Victimes.

### **Ligne Info DPCP violence conjugale et sexuelle (1 877 547-DPCP)**

Le DPCP a mis sur pied en avril 2018 une ligne de renseignements destinée aux personnes victimes de violence sexuelle hésitant à porter plainte et aux organismes venant en aide à ces personnes.

- Depuis 2022, ce service est aussi accessible aux personnes victimes de violence conjugale ainsi qu'aux intervenants qui les soutiennent;
- En date du 31 janvier 2025, 3015 appels ont été comptabilisés depuis la mise en service de la ligne.

Question **145**

ÉTAT DE SITUATION, INCLUANT LES SOMMES BUDGÉTÉES ET DÉPENSÉES EN 2025-2026, DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN « PLAN POUR MODERNISER LE SYSTÈME DE JUSTICE 2024-2025 ».

Pour le Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP), la réalisation du Plan pour moderniser le système de justice (PMSJ) s'articulait autour de trois axes : instaurer des pratiques innovantes, mettre la justice à l'heure des nouvelles technologies et communiquer efficacement l'information entre les principaux partenaires.

Les mesures prévues au PMSJ, qui sont sous la gouverne du DPCP, sont maintenant réalisées, à l'exception du Programme de gestion électronique des dossiers de poursuite (Programme GESTE).

**Mesures réalisées :**

- programme de non-judiciarisation;
- mise en place de différentes pratiques favorisant la négociation avant l'audience au pénal;
- lignes directrices en matière de divulgation de la preuve pour les services de police;
- formation des procureurs aux poursuites criminelles et pénales (procureurs) sur les directives;
- programme « Offre de règlement rapide »;
- assurer la disponibilité des procureurs en dehors des salles de cour;
- déploiement d'un logiciel de formation en ligne pour les procureurs.

**Programme GESTE**

Plus spécifiquement, le système APPUI a pour objectif de :

- recevoir numériquement une demande d'intenter des procédures ainsi que les documents de preuve qui y sont associés;
- permettre aux procureurs de faire une analyse à partir du dossier numérique qui lui a été transmis et de prendre une décision sur l'autorisation d'intenter des procédures;
- produire des documents (dénonciations, offres de règlement rapide, avis de refus d'intenter des procédures, lettres de non-judiciarisation, actes d'accusation, etc.);
- divulguer numériquement la preuve à l'aide d'une solution sécuritaire intégrée.

Ce programme regroupe plusieurs projets :

- le premier projet « Réception et analyse des demandes d'intenter des procédures » s'est quant à lui terminé le 31 août 2020. Celui-ci a permis de mettre en place les infrastructures et le développement des versions de base des solutions d'affaires;
- le deuxième projet « Décision et dossier de poursuite » s'est terminé le 10 juillet 2022. Ce projet visait l'ajout de fonctionnalités, la conception du dossier de cour numérique, la production des documents légaux et l'intégration d'une solution sécuritaire de divulgation numérique de la preuve;
- le troisième projet « Déploiement des solutions d'affaires – Volet criminel » vise à déployer les solutions développées dans les projets précédents et assurer la gestion du changement au sein des différents bureaux du DPCP.

Le projet « *Déploiement des solutions d'affaires – Volet criminel* » a été suspendu au [Tableau de bord des projets en ressources informationnelles du gouvernement du Québec](#) puisque le déploiement des solutions d'affaires exige une révision des efforts en matière de concertation et de coordination avec les parties prenantes concernées. La diversité de l'écosystème technologique et l'arrimage avec les projets des partenaires présentent en effet un défi important pour la réalisation de la transformation numérique du DPCP. Par ailleurs, des travaux de stabilisation des solutions et de rehaussement technologique étaient nécessaires en vue du déploiement des solutions et ainsi assurer leur non-obsolésence et leur sécurité. Aussi, un moratoire est en place sur l'utilisation des solutions, alors que des analyses sont en cours en collaboration entre le DPCP et le MJQ afin d'obtenir une confirmation que les solutions peuvent atteindre un niveau de stabilité, de disponibilité, de fiabilité, de performance et de sécurité suffisant ainsi qu'une évaluation des travaux requis sur le plan technologique pour en permettre le déploiement.

**Utilisation des budgets en k\$**

	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025	TOTAL*
	Dépenses réelles	Dépenses réelles	Dépenses réelles	Dépenses réelles	Dépenses réelles	Dépenses réelles	Dépenses réelles*	
<b>Total</b>	<b>3 010,9</b>	<b>8 939,1</b>	<b>7 410,4</b>	<b>8 580,1</b>	<b>9 517,5</b>	<b>15 714,7</b>	<b>10 566,3</b>	<b>63 739,0</b>

\*Dépenses réelles en date du 31 janvier 2025.